

INTERNATIONAL
TRANSNATIONAL
ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS
TRANSNATIONALES
INTERNATIONALES



LA COLLABORATION OIG-OING AU
SERVICE DU DEVELOPPEMENT

SOCIETAL LEARNING AND THE EROSION
OF COLLECTIVE MEMORY

The review of international
associations and meetings

1984 - N° 2

Revue bimestrielle - Mars-Avril

La revue des associations
et des réunions internationales



36th year

Revue bimestrielle - 1984

36^e année

This publication, produced by the UAI, appears with six issues per year.

The purpose of the studies, surveys and information included in this periodical concerning the international and transnational networks of nongovernmental organizations is to promote understanding of the associative phenomenon in a human society which continues to grow and evolve heedless of the implications.

The programme of the review, in accordance with the principles of the UAI, is intended to clarify general awareness concerning the associative phenomenon within the framework of international relations and, in particular, to inform associations about aspects of the problems which they tend to share or which are of common interest to them.

The columns of this review are open both to officers of associations, researchers and specialists of associative questions. The articles do not of course necessarily reflect the point of view of the publisher.

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

Members :

EXECUTIVE COUNCIL COMITE DE DIRECTION
Président :
FA CASAOIO, Directeur, Società Italiana per la
Vice-Présidents : Vice-Présidents :
Mohamed Ali RIFAAT (A.R.E.)
Former Secretary-General of the Afro-Asian Organisation for Economic Cooperation.
S.K. SAKENA (India)
Former Director of the International Cooperative Alliance.
Trésorier Général : Treasurer General :
Paul F. HERNAUX (Belgique)
Président honoraire de la Conférence Permanente des Chambres de Commerce et d'Industrie de la
Secrétaire Général : Secretary-General :
Robert FENAUX (Belgique)

F.W.G. BAKER (U.K.)
Scientific Unions.
Luis G. de SEVILLA (Mexique)
Président Doyen de l'Académie mexicaine de Droit International.
Johan GALTUNG (Norvege)
Professor of Peace Research
University of Oslo
Nikolai A. KOVALSKY (URSS)
Directeur adjoint de l'Institut du Mouvement Ouvrier International de l'Académie des Sciences de l'URSS
Marcel MERLE (France)
Professeur à l'Université de Paris I.
Jef RENS (Belgique)
Président hre du Conseil National du Travail.
Andrew E. RICE (U.S.A.)
Former Executive Secretary of the Society for International d'Etudes Sociales. Secrétaire general de l'association mondiale de Prospective Sociale

Cette publication, éditée par l'UAI, se présente à ses lecteurs sous la forme d'une revue de période bimestrielle.

Son objet associatif d'études, d'enquêtes, d'informations, au service des réseaux internationaux et transnationaux d'organisations non gouvernementales, s'attache aux idées et aux faits d'un phénomène de société humaine en expansion continue et en évolution hâtée.

Son programme, conforme aux principes et aux méthodes de l'UAI, vise, en général, à éclairer les connaissances du grand public sur la vie associative dans la perspective des relations internationales et, en particulier, à informer les associations des divers aspects de leurs problèmes propres et d'intérêt commun.

Les colonnes de la revue sont ouvertes à la fois aux responsables d'associations, chercheurs, spécialistes des matières associatives, dont les articles n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'éditeur.

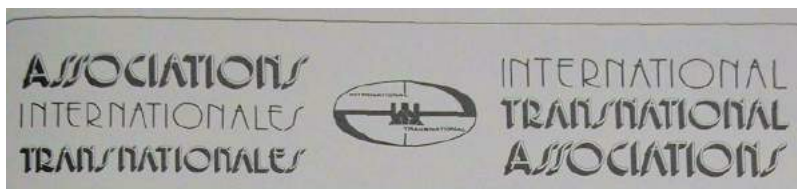
Members :

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

REPRESENTATIONS PERMANENTES DE L'UAI
UAI REPRESENTATIVES

Genève : Cyril RITCHIE

UNESCO : Vladimir HERCIK
Paris : Maryvonne STEPHAN



1984 - N° 2	SOMMAIRE	CONTENTS
Mars-Avril Redaction/Editorial Robert FENAU Georges Patrick SPEECKAERT Geneviève DEVILLE Anthony J.N. JUDGE Ghislaine de CONINCK Published by/Publié par: Union of International Associations - UAI (founded 1910) Issn-0020-6059 Editorial and Administration : Rue Washington 40. 1050 Brussels (Belgium) Tel (02) 640 18 08 - 640 41 09 Tx 65080 INAC 8 Editeur responsable : R. Fenaux, Rue Washington 40. 1050 Bruxelles (Belgique) Tel. (02)6401808-64041 09 Publicité/ Advertising : Union of International Associations, Rue Washington 40. 1050 Brussels, Belgium. Tel. (02)6401808 - 64041 09. Tx 65080 INAC B. OU/OR France : Roger Ranson, délégué- Directeur de publicité. 18 avenue du 19 janvier. 92380 Garches. Tel. 741 81 80. U.K. : Maureen Wingham Media Representations Ltd. 2 High Gate Av. London NGS Rx. Tel. 3469111 Subscription rate: BF 1.100. or equivalent per year (6 issues) + postage BF 150. Abonnement: FB 1.100 ou équivalent, par an (6 numéros) + Frais de port FB 150. Method of payment : Mode de paiement à utiliser : Bruxelles : Compte -cheque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque, 48 rue de Namur. 1000 Bruxelles. London: Account n° 04552334. National Westminster Bank Ltd., 1 Princes street. Genève : Compte courant n° 472.043.30 à l'Union des Banques Suisses. Paris : par virement compte n° 545150-42 au Crédit du Nord. Boulevard Haussmann, 6-8. Paris 75009. Copyright© 1984 by Union of International Associations. All rights reserved. No part of this work may be reproduced or copied in any form or By any means - graphic, electronic, or mechanical, including photocopying, recording, taping, or information and retrieval systems - without written permission of the Secretary General. Union of International Associations	Editorial par R. Fenaux Co-operation among NGOS in fostering oceanic research by F.W.G. Baker Colloque UAI Colloquium Bruxelles 1984 - International confederation of free trade unions A1667 African workers and the economic crisis - Dakar declaration - Union interparlementaire - La population et le développement en Afrique - Le nouvel ordre économique international et l'administration publique Le dossier des droits de l'homme et des peuples - Droit et responsabilité des individus et des groupes - Droits de l'homme dans les traditions culturelles africaines - Charte africaine des droits de l'homme Societal learning and the erosion of collective memory by A.J.N. Judge Echos - News IAPCO News Yearbook 2^e supplement Congressalia	56-57 58 61 63 64 69 73 78 83 94-99 104 100 106

LA COLLABORATION OIG-OING AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

En s'assignant à tâche difficile mais exaltante l'organisation à Bruxelles l'automne prochain d'un Colloque consacré à l'action non gouvernementale au service du développement de l'Afrique, l'UAI s'est adressée simultanément aux organisations intergouvernementales et aux réseaux associatifs directement concernés par un programme d'études à trois éléments connexes: l'identité, la participation et la communication.

Déjà, de toutes parts, ces organisations et ces réseaux ont répondu à notre appel, souvent avec un empressement qui prouve la collaboration désormais solidement établie entre les OIG et les OING, dans la foi d'une communauté d'intérêts et d'objectifs.

Les participants s'annoncent diversement autorisés et qualifiés à notre rendez-vous d'octobre, en se prêtant obligeamment, d'ici là, à nourrir nos dossiers de la substance de leurs expériences respectives. Tous ces concours généreux vont permettre à nos cadres d'études de se répartir et de coordonner un ensemble de matières concourantes d'action sociale, économique, humanitaire, éducative, scientifique, culturelle et autres. Ainsi des problèmes touchant aux droits de l'homme, à la condition de la femme, aux besoins de l'enfance, à l'économie familiale, à l'avenir de la jeunesse, au développement sous tous ses aspects, le développement rural en particulier, à la lutte contre la faim, à la fonction administrative et aux collectivités locales. Le tout considéré sous l'angle de la contribution non gouvernementale autochtone, locale et régionale, ou d'apports extérieurs.

La logique de nos travaux veut qu'ils commencent par une vaste enquête d'identité associative. L'Afrique est une terre de traditions associatives multiples au sens communautaire de ses clans, de ses clas-

ses d'âge, de ses groupes de femmes, de ses sociétés secrètes et autres collectifs perçus dans l'extrême diversité de ses régions et de ses peuples.

Cette enquête sur le substrat africain a pratiquement pour point de repères historiques et sociologiques les temps antérieurs à la colonisation et la période coloniale, jusqu'à l'accession récente à l'indépendance. Faut-il dire ici qu'elle sollicite et mobilise les services de sociologues et de chercheurs qui enlèvent bravement un travail de longue main alors que la préparation immédiate du Colloque, procédant par cas régionaux, ne pourra que gravir progressivement les degrés d'une étude appelée à être suivie et complétée.

Nous avons versé à nos dossiers l'excellent rapport de Francis Blanchard, Directeur du BIT, introduisant la sixième Conférence régionale africaine de cette Organisation (Tunis octobre 1983). Le rapporteur constate que « depuis quelques années de nombreux pays africains s'intéressent au principe de la participation ». Cette constatation a son poids, alors qu'il s'agit de l'Organisation internationale du Travail et de la production en coopératives. Outre cette indication rassurante que de beaucoup de projets nationaux de développement rural cherchent à stimuler la participation populaire en ramenant les groupements traditionnels d'auto-suffisance et en promouvant des institutions modernes à caractères coopératif ou régional ».

Dans le même ordre d'idées, notre souci d'identité et de participation associatives, affirmé lors de notre Forum de 1980 et appliqué aux pays du Tiers Monde, se trouve inscrit dans le programme et budget de l'Unesco approuvé pour 1984-1985.

On peut lire au chapitre de ce document ayant trait à la coopération avec les OING : « Des éléments seront rassemblés en vue d'une étude sur l'importance de la vie associative de nos jours, qui aura pour objet de donner une idée précise des moyens coopération des ONG ». Sont indiquées, entre autres suggestions, le rassemblement des notices mises à jour; la constitution d'une Banque de données sur les objectifs, l'extension géographique, l'importance numérique et les modalités d'action des ONG, voire la publication d'un Annuaire(*). Aussi des réunions annuelles dans une région en liaison avec les bureaux régionaux et rétablissement de liens étroits avec les ONG et fondations des différentes régions, en particulier celles dont le secrétariat international ou régional est éloigné du siège.

Des efforts seront déployés pour identifier les obstacles qui empêchent l'extension géographique des ONG à toutes les parties du monde et plus particulièrement aux régions en développement. Pour cela des réunions de consultation seront organisées, qui permettront des échanges d'expériences entre les ONG qui ont pris naissance dans les pays industrialisés et celles dont l'action est encore limitée aux pays en développement. Enfin des contacts seront multipliés avec les Secrétariats des ONG de toutes catégories afin d'encourager la participation effective de ces organisations à la mise en œuvre du programme de l'Unesco dans le cadre des directives concernant les relations de l'Unesco avec les ONG ». L'initiative du Colloque de l'UAI va au devant de ce programme et l'on imagine le potentiel de la contribution présente et à venir de l'Unesco au développement du Tiers monde, en collaboration croissante avec des réseaux associatifs progressivement universalisés.

Toutefois la collaboration OIG-OING doit aller au plus pressé, c'est-à-dire au développement économique et social, voire plus spécifiquement encore au *développement rural*.

Car il y a des urgences, des « opérations survie » qui requièrent des secours immédiats, étant admis que ces secours n'auront d'effets durables et de lendemains heureux que si les programmes de développement répondent à la réalité locale des besoins des populations en état chronique de détresse ou de privation.

Ce fut le propos de M. Bradford Morse, Administrateur du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) dans l'émouvant discours-appel qu'il a prononcé l'hiver dernier à l'IRRI, l'Institut royal (belge) des Relations internationales, dont le Directeur Général, M. Coppieters a bien voulu verser le texte encore inédit aux dossiers du Colloque. Sur le thème « La faim dans le monde » M. Bradford Morse a situé « les grandes lignes d'une stratégie » qui vise à coordonner les efforts des organisations mondiales, internationales et non gouvernementales, aussi des appuis nationaux au développement de l'agriculture et de l'alimentation « particulièrement intéressées aux problèmes de la faim et de la privation ».

Le PNUD s'appuie sur la communauté internationale dans son ensemble, mais il fait fond sur les « ressources humaines » des masses rurales, sur la « dynamique des personnes concernées », sur « la participation des populations et leur mobilisation » et dès lors sur les cadres associatifs de la société.

M. Morse tient pour si essentielle une « communication humaine » qu'il a chargé un de ses conseillers de « rassembler toutes les expériences vécues afin de tout savoir sur les programmes de base non gouvernementaux qui ont porté leur fruit ».

Voilà qui s'apparente étroitement au souci des organisateurs du Colloque de l'UAI. Tout comme la conclusion du PNUD que « le combat contre la faim et la privation devra impliquer une meilleure colla-

La prolifération du mouvement associatif est aujourd'hui telle, dans le système international en expansion continue, qu'elle accroît considérablement le besoin d'information sur l'identité des OING.

De là peut naître la tentation des organisations intergouvernementales de demander leurs propres services d'envi-sager l'élaboration et la publication d'un Annuaire de références de leur cru.

La proposition en fut déjà faite au Conseil économique et social de l'ONU à ses débuts, quand il se trouva un consensus, comme on dit maintenant, pour considérer

national à but scientifique, l'UAI, qui assu-rait cet office d'état-civil des organisa-tions internationales depuis sa fondation en 1910, au mieux des ressources infor-matives de l'époque, où les ONG cou-vraient quelques milliers de notices. Une résolution (334 B XI 1950) fit alors confiance à l'UAI pour continuer ce ser-vice avantageux et le rapport annuel du Secrétaire général de l'ONU à l'Assem-blée Générale porte régulièrement témoi-gnage de sa satisfaction.

boration des ONG dont l'expérience fon-damentale éclairera de façon décisive ce qui devra être une campagne globale des secteurs privé et public ».

Robert Pénaux.

Aujourd'hui, avec l'aide de l'ordinateur, l'UAI s'est progressivement équipée en Banque de données à la pointe de la tech-nologie de l'informatique pour absorber la masse de plus de 22.000 notices de réfé-rences. Et la promotion de ses moyens en personnel et en matériel lui permet actuellement de composer et de publier trois gros volumes annuels différenciés

L'annuaire de l'UAI au service des relations internationales

par la description des organisations inter-nationales, par leur organisation selon les pays membres et de secrétariat et par classement de sections thématiques selon les sujets et les organisations régionales.

Par là, l'UAI apporte à la communication

contribution unique qui peut servir les besoins d'information de l'ensemble des réseaux d'organisations internationales.

YEARBOOK OF
INTERNATIONAL
ORGANIZATION
S

CO-OPERATION AMONG NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS IN FOSTERING OCEANIC RESEARCH¹⁾

by F.W.G. Baker**

International co-operation in oceanic research and between non-governmental and intergovernmental organizations is essentially a twentieth-century phenomenon, in spite of the fact that the first non-governmental conference on oceanography was held in 1853. Initially the co-operation was linked with hydrography, navigation, marine meteorology and (to a lesser extent) fishery resources. The development of this co-operation and the interactions between non- and intergovernmental bodies are traced over the past century.

Background

« Include the sea and make the plan universal, and we will go for it ». This reply by the United States of America to the British Government's proposal for a uniform system of meteorological observations was evoked by M.F. Maury at the Maritime Conference held in Brussels in 1853. This was not only the first of the océanographie conferences but also the start of international non-governmental co-operation in fostering oceanic research.¹

The meeting arose from the communication of a project prepared by Captain Henry James, F.R.S., to establish « a uniform system of recording meteorological observations » that seems to have been developed following the Meteorological Conference held at Cambridge in 1845. The Council of the Royal Society, which had been asked for advice, suggested that every ship that is under the Admiralty should be furnished with instruments properly constructed and compared, and... instructions for making and recording observations, as far as their means will allow, should be sent to every ship that sails, with a request that the results of them be transmitted to the Hydrographer's Office of the Admiralty, where an adequate staff of officers or others should be provided for their prompt examination, and the publication of the improved charts and sailing directions to which they would lead.²

The first national non-governmental attempts to stimulate co-operation in oceanic research had been made almost 200 years earlier within the framework of the Royal Society. In 1662 Lawrence Rooke prepared *Directions for Seamen Bound for*

Far Voyages, in which he asked them to record magnetic dip and variation, weather, comets and other phenomena, the times of tides, directions of tidal streams, to measure variations in salinity in different latitudes and at different depths, etc. Four years later the Royal Society adopted proposals from Sir Robert Moray that all ships should make observations and record their results in two journals : one for the Royal Society and one for Trinity House. *Philosophical Transactions*, No. 24, is devoted to a revised version of Rooke's *Directions*. Thus began not only the idea of standard observations but also the idea of data centres with the data deposited in at least two centres to avoid the effects of natural catastrophes.

Although the 1853 conference was a success, many years were to elapse before the next océanographie conference. In the interim there were two major developments : the first was the creation of an international organization of meteorologists, which continued to see ships as suitable platforms for making meteorological observations; and, second, the first major voyages of scientific study of the oceans by research vessels such as the *Challenger*, which surveyed the world's oceans, from December 1872 to May 1876, as well as the *Novara*, *Valdivia*, *Tuscarora*, *Bache* and the *Blake*. Although the results were published and were available internationally, there was still no international body to bring together the oceanographers. However, non-governmental discussions about oceanography were taking place within the International Association of Academies (IAA) at the end of the nineteenth century; but the first international organization in oceanography, the International Council for the Exploration of the Sea (ICES) was created in 1902 as a result of an emergency in the West Swedish

herring fishing industry. Seventeen years later the IAA, which had become the Association of Interallied Academies as a consequence of the First World War, suggested that an International Association of Physical Oceanographers be formed in 1919 at the first assembly of the international Research Council - the immediate predecessor of the International Council of Scientific Unions.

The International Association of Physical oceanography (IAPO)

IAPO, a section of the International Union of Geodesy and Geophysics, which was created in 1919 in Brussels at the first general assembly of the International Research Council, held its first general assembly in Paris in January 1921 under the Presidency of H.S.H. Prince Albert I of Monaco. The scientific scope of the association was summarized as follows : morphology of the ocean floor; morphology of the sea surface; movements of water masses; physical and chemical studies of sea-water.

Because there was no formal association for the biological oceanographers, the biologists were invited to participate in the 1922 assembly in subsection on biology-

(**) - Mike - Baker is Executive Secretary of the International Council of Scientific Unions (ICSU). In 1957 he

the International Geophysical Year, he maintained this interest through contacts with ICSU's Scientific Committee on Oceanic Research and the Special Committee for the International Biological Programme. Dr Baker co-edited the volume of the *Annals of the IGY* on oceanography (No. 46) and contributed a chapter on carbon dioxide. His address is : ICSU 51 boulevard de Montmorency, 75016 Paris (France)

• IMPACT SCIENCE on Society Unesco, n° 3-4/1983

cal oceanography and the name of the unit was changed to the Section of Oceanography. The biologists' response was so lacking in enthusiasm for this collaboration that in 1930 the name was changed back to IAPO, and its scientific scope was limited of scientific studies of the sea using mathematics, physics and chemistry. The association did, however, continue its attempts to develop co-operation between other fields of oceanography by inviting the presidents of the following three intergovernmental organizations to be vice-presidents of the Association : (a) the International Council for the Exploration of the Sea (ICES), which was founded in 1902; (b) the International Hydrographic Bureau (IHB), founded in 1919; and (c) the International Commission for the Scientific Exploration of the Mediterranean (ICSEM), founded in 1919.

This initiated close co-operation between intergovernmental and non-governmental organizations, which has been of steadily growing importance in fostering oceanic research ever since.

Suggestions were made for research committees for the Atlantic and Pacific Oceans but, because oceanographie research had been actively carried out in the Atlantic by ICES, the International Ice Observation and Ice Patrol Service in the North Atlantic and the North American Fishery Association, IAPO's role was limited. It was, however, responsible for the stimulus that led to the creation of the Consejo Oceanográfico Ibero-Americano in 1929, and it played a lesser role in the creation of the International Committee on the oceanography of the Pacific in 1923.

In addition to stimulating the establishment of regional oceanographie organizations and in co-operation with them, the Association played a vital role in the standardization of instruments, terminology and techniques, the issue of samples of standard sea-water, the interchange of research material and the collection of results of observations and research. The Association also co-operated closely with the IHB in (a) studies of mean sea-level and its variations, and in the creation of network of recording stations, and (b) continuation of the General Bathymetric Chart of the Oceans (GEBCO).

It was also instrumental in developing a network of stations and in standardizing observations of tidal elevations and currents and their analysis. It initiated, jointly with the International Association of Meteorology, studies of interactions between the sea and the atmosphere.

The Association continues to play an active role in these studies as well as in activities both within the framework of the geophysical union and in co-operation with other international bodies. Members of the association have been active in the developments that led to the creation by ICSU in 1945 of the Joint Commission on

Oceanography with the participation of the geophysicists and the biologists; the JCO was dissolved in 1954 after stimulating ICSU to : play an important role in the renewed production of the General Bathymetric Chart of the Oceans, and in establishing an ad hoc group which suggested the creation of the Scientific Committee on oceanic Research; to develop a programme of oceanography during the International Geophysical Year; and to create the International Advisory Committee on marine Sciences and the Intergovernmental Oceanographic Commission, which are referred to below.

The Polar Years and the International Geophysical year Although the main scientific fields under study during the first two International Polar Years (IPY), 1882-83 and 1932-33, were meteorology, aurora and geomagnetism, the first two years had oceanographie and hydrographie programmes with six nations participating in the first IPY and eight in the second. The French IPY I expedition at Orange Bay, Cape Horn, recorded the effects of the krakatoa explosion on its self-recording tide gauge - the first such self-recording instrument to be used in an international programme.

The Third IPY, which became the International Geophysical year (IGY), had a much wider and more co-ordinated programme. At the first meeting of the Special Committee for the IGY (CSAGI) in 1953, proposals for a programme of oceanic research were so few that the report indicates : « It does not appear that oceanographie observations are likely to be actively pursued unless additional countries are prepared to participate ». Two of the proposals are, however, worth citing : first, within all sea areas systematic research should be carried out with simultaneous observations of the partial pressure of CO₂ in air and sea in order to establish the amount and direction of CO₂ flux; secondly, certain aspects of the geochemistry of the hydrosphere and the atmosphere should be studied. There was much more enthusiasm at the second and following meetings, but it was not until January 1957 that the « final » programme was developed at a meeting of the IGY Working Group on Oceanography held at Göteborg under the chairmanship of C.O.D. Iselin.

This programme was outlined under the following headings : Long wave recording - including the generation, propagation and maintenance of surface oscillations with periods between two minutes and two hours; Sea-level recording; Deep water circulation; Polar-front surveys - developed in close association with ICES and the International Commission for the North-West Atlantic Fisheries; Multiple ship measurements - using three or more vessels to make simultaneous measurements of water movements and density distribution; Circulation through straits; Carbon dioxide measurements at sea; Ra-

dioactivity measurements; Biological investigations;³ bathythermograph observations from weather ships; Bathyscaphe observations; Study of waves and swell.⁴ An outline of the results of the programme is given in Volume 46 of the *Annals of the IGY*. There have been mixed comments on the IGY programme in oceanography. G.F. Humphrey wrote :

The International Geophysical Year is the prime example of how the countries of the world joined together in a co-ordinated effort to learn more about the physical nature of our planet (but) at the time of the planning of the IGY oceanographers were not yet ready to organize large co-ordinated projects.

5COR and the International Indian Ocean Expedition

If the oceanographers were not ready at the start of the IGY, they had made a lot of headway even before it started when, in 1954, in the framework of the Joint Commission on Oceanography a suggestion was put to ICSU that it create a more permanent body. This group was initially called the Special Committee on Oceanic Research (SCOR), then later the Scientific Committee. The original aim of SCOR was to further the co-ordination of scientific activity in all branches of oceanic research and the framing of scientific programmes of worldwide significance. The first meeting of SCOR was held in 1957 at Woods Hole, Massachusetts, United States.

The committee decided that the main objective should be to develop and co-ordinate an international, deep-ocean programme. It drew attention to three long-range problems considered to be critical for the future of humanity : (a) the use of the deep sea as a receptacle for the waste products of our civilization; (b) the oceans as an important source of protein for mankind; and (c) the role of the oceans in climatic change.⁵ The Indian Ocean was chosen as the scene for this international expedition because : (a) the Indian Ocean at that time was one of the least investigated and is one of the controlling factors in the development and dissipation of the monsoons, and (b) over a quarter of the population of the world lives in countries bordering the Indian ocean - a population in which a protein deficient diet is common, and which could benefit from a study which would provide a basis for the wise expansion of fisheries.⁶ In 1960 the first meeting of the Indian ocean Expedition working group was held, drawing up a basic minimal plan. The programme evolved into a large international enterprise and in late 1960 Unesco agreed to cosponsor the expedition. One important feature of the expedition was that it provided educational opportunities for scientists on the ships of countries other than their own and stimulated an interest in marine science.

The history of the International Indian ocean Expedition (IIOE)7 gives information about the growth and demise of the International Advisory Committee on marine Sciences (IACOMS) and the creation of the Intergovernmental Océanographie Commission (IOC), so I will not repeat it here. Suffice it to say that the IOC and SCOR agreed in April 1962 that « as from now on the formal responsibility authority for the co-ordination of the IIOE will be given to the Secretary of IOC ». This began a co-operation between IOC, an intergovernmental organization and SCOR, a non-governmental organization that continues today. These bodies have formed a joint Committee on Climate Changes and the Oceans (CCCCO) which is working on one of the problems suggested at the first meeting of the IGY Committee in 1953.

Productivity of the oceans

The question of the productivity of the oceans raised by L. Zenkevitch was pushed back into the international arena when ICSU began its International Biological programme (IBP) in 1964. marine productivity was one of the five special project areas and led to a wide international programme the results of which are currently being published, such as the volume on *Marine Production mechanisms* edited by M. J. Dumbbar. Although the IBP terminated in 1974, studies of marine productivity continued. One of the most recent programmes on marine productivity to be launched, by SCOR with the Scientific Committee on Antarctic Research (SCAR) and the International Association of Biological Oceanography (IABO) with the Advisory Committee on marine Resources Research of FAO and the consultative parties to the Antarctic Treaty, is that on Biological Investigations of Marine Antarctic Systems and Stocks (BIOMASS). The First BIOMASS Experiment has already taken place : the second is in preparation. Information about the investigations is published regularly in *BIO-MASS Newsletter*.

Although my article is about organizations, it should not be overlooked that organizations are formed by people. In the early stages of oceanic research these tended to be solitary individuals, but, as oceanographie research developed, the numbers grew and the need for co-operation developed. In one of the major growth periods, in the 1950s and 1960s, it is interesting to see how few oceanographers were involved in the executive bodies of the major organizations. The list of members of the three principal organizations IACOMS, IAO and SCOR, gives a total of thirty-two members: but seven oceanographers, G. Bohncke, A. Bruun, G.E.R. Deacon, M. Eyries, H. Mosley, R.R. Revelle and L. Zenkevitch, all figured in two of the steering committees of these three bodies. This certainly helped to facilitate exchange of information and avoided unnecessary duplication.

In more recent years three has been a tendency for the same kind of cross-fertilization between IABO, IAPSO, IOC and SCOR with Anton Bruun, Henri Lacombe and George Humphrey having been chairmen of two of these organizations. In addition the first two secretaries of the IOC, Warren Wooster and Konstantin Fedorov, both became presidents of SCOR after leaving the IOC. It is interesting to note that two of the magic seven above, George Deacon and Roger Revelle, are still active in IOC and SCOR. Salt water is a good preservative.

Glossary of abbreviations

BIOMASS	Biological Investigations of Marine Antarctic Systems and Stocks
CCCCO	Joint Committee on Climate Changes and the Oceans
CSAGI	Special Committee for the IGY
FAO	Food and Agriculture Organisation
GEBCO	General Bathymétrie Chart of the Oceans
IAA	International Association of Academies
IABO	International Association of Biological Oceanography
IACOMS	International Advisory Committee on marine Sciences
IAPO	International Association of Physical Oceanography
IAPSO	International Association for the Physical Sciences of the Ocean
IBP	International Biological Programme
ICES	International Council for the Exploration of the Sea
ICSEM	International Commission for the Scientific Exploration of the mediterranean
ICSU	International Council of Scientific Unions
IGY	International Geophysical Year
IHB	International Hydrographie Bureau
SIOE	International Indian Ocean Expedition
IOC	Intergovernmental Océanographie Commission

IPY	International Polar Years
JCO	Joint Commission on Oceanography
SCAR	Scientific Committee on Antarctic Research
SCOR	Scientific Committee on Oceanic Research

Notes

- Slates Government, all the members of the conference pledge their country in any way to the proceedings. *Maritime Conference Held at Brussels for Devising a Uniform of Meteorological observations at Sea*, p. 12, Brussels, imprimerie Hayez. 1853.
2. Minutes of the Council of the Royal Society, 22 April 1852.
3. These biological investigations were suggested by IUBS and by L. Zenkevitch of the USSR, who out forward a proposal for the productivity of the sea : a theme that was taken up later and adopted by ICSU's
- SCOR a proposal for an Experimental Tropical oceanic Station (ETOS) in the Indian Ocean but this never became reality.
4. *Annals of the IGY*, Vol. IIB, pp. 592-8, Oxford, Pergamon Press. 1959.
5. It is interesting to note that the original SCOR report putting forward these three problems had a curious title that the waters of the ocean play a magic role in changing climates ». « Magic » should, of course.
6. See the article by S.Z. Oasim in this issue. - Ed.
7. D. Behrman, *Assault on the Largest Unknown*, Paris Unesco. 1981.
- To delve more deeply
Behrman D. *Assault on the Largest Unknown- The International Indian Ocean Expedition*, Paris, Unesco. 1981.
- Deacon, M. *Scientists and the Sea 1650-1900 - A Study*

Work. London. E. Arnold, 1923.

Maury, M.F. *Physical Oceanography of the Sea*. New York. Hooper. 1855.

Procès verbaux. Paris, Association d'Océanographie

SCOR Proceedings. Vol. I. No. 1. 1965

INTERNATIONAL CONFEDERATION OF FREE TRADE UNIONS

The ICFTU is the representative at world level of free labour organisations on all five continents. Established in 1949, it now has 134 affiliates, for the most part national trade union federations, with a total membership of 85 million. It is financed exclusively by its affiliates. The ICFTU seeks to achieve the aims summarised in its motto - Bread, peace and Freedom. It has put forward concrete proposals for overcoming the world economic crisis and creating full employment. It assists trade unions through education and development aid projects and by insisting on the need for a new international economic order and for social progress in all countries. It is pressing for regulation of the activities of transnational corporations and it supports the struggle of its affiliates for economic and industrial democracy. The ICFTU condemns discrimination of all kinds - whether on grounds of race, colour, creed or sex. It defends trade union and other basic human rights whenever and wherever they come under attack. The ICFTU acts as a workers' spokesman within various international organisations, such as the United Nations and its specialised bodies, e.g. the International Labour Organisation (ILO), UNCTAD, GATT and the UN Commission on Transnational Corporations. In particular the ICFTU has helped formulate the ILO Conventions and standards, which serve as a yardstick against which to measure individual countries' observance of fair labour standards and trade union rights. In this context, the ICFTU can and does lodge complaints with the ILO against countries which infringe these rights and standards.

The ICFTU helps channel information between organisations in different countries, and publicizes the trade union movement's international objectives- or more local issues when these have a wider significance. Each year it issues a « World Economic Review ».

The ICFTU cooperates closely with the International Trade Secretariats, which group national unions concerned with a particular trade, profession or industry. Basic policy is decided by the Executive Board; supreme authority rests with Congress, at which all affiliated organisations are represented.

AFRICAN WORKERS FIND THE ECONOMIC CRISIS

Dakar declaration

An African Conference was held in Dakar last year. It was jointly convened by the Confédération nationale des travailleurs du Sénégal (CNTS) and the International confederation of free trade-unions (ICFTU) on the subject «African Workers and the Economic Crisis ».

The Conference adopted a declaration, the text of which has been included in the Colloquium documentation.

1. Meeting in Dakar, over 3 days from 7-9 March 1984, trade unionists from 25 countries in Africa together with representatives from industrialized country trade unions and inter-governmental organisations, discussed the causes of Africa's economic and social problems and the role trade unions can play in finding solutions. The following conclusions highlight some of the main points from the debates and indicate an agenda for action by African governments, international organisations, industrialized country governments, and the trade unions themselves.

2. Africa is suffering under the impact of a world economic recession, which is aggravating the problems caused by a decade of lack of development. The African people are the victims of this crisis.

3. In 24 countries, there are severe food shortages threatening 150 million people with hunger and malnutrition. But this is only the most extreme and urgent aspect of the crisis. If current trends continue, 200 million people, more than half the current population of Africa, will still be living on incomes insufficient to meet basic needs for food, clothing, shelter and medical care in the year 2000.

4. The prolonged world recession has pushed many African economies to the verge of collapse. Growth has stagnated. Living standards are falling. Half of the working people of the continent are unemployed and underemployed. Agricultural production has declined steadily for a decade. A massive foreign exchange shortage is preventing the import of goods and

services essential for development. Export prices have fallen catastrophically. Aid flows are drying up. Drought is threatening millions of people in the Sahel, Southern and Eastern Africa.

5. The current critical situation in Africa has its origins in the many centuries of colonial exploitation. Twenty or more years of political independence has had little effect on Africa's economic dependence. Most countries of the continent still rely on the export of a few raw materials and the import of oil and manufactured goods. With the collapse of commodity prices and the continued high price of oil and other essentials, many countries have drifted into a crippling burden of high interest foreign debts. Coupled with the decline of agriculture, which has allowed many pre-

viously self-sufficient producers to become net food importers, these factors have forced many African governments into the hands of the International Monetary Fund.

The Conference was attended by 41 representatives of 25 African national trade union organisations. 3 representatives from the government of Senegal, and 31 guests from international and regional trade union organisations, industrialized country trade unions and inter-governmental organisations.

6. The Fund has insisted on drastic adjustment measures. In order to qualify for assistance many governments have signed letters of intent agreeing to drastic devaluation of their currencies, tight control of domestic bank lending, increased taxes, cuts in government spending and wage restraint. The immediate impact of such measures has fallen on workers' living standards. In many African countries, the daily experience is of rocketing food prices, job retrenchment, power cuts, shortages of spare parts, disruption in public transport and postponement of much-needed development projects.

7. No-one can deny that the international crisis has had a severe impact on African workers, but some African governments too must take a share of the blame. Development plans have not always focused on meeting the urgent basic needs of the people. Corruption, inefficiency and illicit payments have sucked up large amounts of funds. Multinational companies have been allowed to dominate large sectors of the economy without agreeing to put back a fair share of the profits they earn, into national development. Too many governments have relied on expatriate experts and a tiny national elite for their development efforts. They have not invested time and money in the massive training and education programmes which are the essential basis for self-sufficient development.

8. At the present time, African trade unions are one of the few barriers standing against a continent-wide wave of despair. At the national, the Pan-African and the international levels, trade unions are in a position to offer a means of action, which by focussing on immediate real needs, can build up the capacity of Africa itself to tackle its manifold problems.

Trade unions are anxious to enter into a dialogue with governments in which past and future policies are freely discussed with a view to resolving problems and raising living and working conditions of the African people. But trade unions can only take up these responsibilities if they are able to fully exercise their rights to freedom of association, organisation and collective bargaining.

9. African trade unions are also able to use their links with unions in other continents to build up an international programme of solidarity which can attack the root causes of the global economic crisis. Action to end the recession and build the foundation for future growth must include the industrialized countries. Without a reversal of the deflationary economic policies of the major industrial powers, world

poverty and unemployment will continue to rise. Co-ordinated action for growth which includes increased aid and reforms of the international financial and trading system is essential. The joint pressure of industrialized and developing country trade unions can help to ensure that such action is taken and that it includes special measures to enable Africa to escape from its poverty trap.

10. The measures needed to tackle the recession should also contribute to creating a new path for world development. Barriers to African growth and development must be reduced and eliminated. Fundamental international human rights are not limited to political and civil liberties, but also include the opportunity to make a living through freely chosen and productive employment. The people of Africa have too long been denied the right to development and African unions expect their counterparts in the industrialized countries to join them in the struggle for this fundamental freedom.

AN AGENDA FOR ACTION

11. Hope for a better future is the most powerful stimulus to development. Governments should therefore focus on a limited agenda of vital points for action which offer the prospect of early agreement and achievement. African trade unions support the Lagos Plan of Action as a framework for international co-operation for African self-reliance. The following list of proposals would, if agreed upon by governments and international organisations, help translate the Lagos Plan into a reality.

a) As a matter of absolute urgency, the international community must respond to the urgent appeal of the Director-General of the UN Food and Agriculture Organization for emergency food aid to avert the threat of large scale hunger and malnutrition in 24 African countries.

b) The IMF and World Bank must at this years' meetings work out a set of reforms to the international financial system with the objective of easing the burden of African debts, reducing real interest rates, stabilising the value of major currencies at realistic rates, massively increasing the availability of aid funds and changing IMF conditions to encourage adjustment through growth and investment.

c) Negotiators from the EEC and ACP countries must take up the joint trade union proposals for Lomé III and set out in their Dakar Statement of May 1983. Lomé III should provide for increased aid flows, improved trading conditions for the ACP countries and re-orientation of development programmes towards rural areas, training and employment creation. Trade unions must be ensured of a full role at the national and international levels in the negotiation and implementation of Lomé III.

d) African governments, beginning at the forthcoming Economic Commission for Africa Conference of Ministers from 26 to 30 April in Conakry, must step up their work on the Lagos Plan of Action. A genuine policy to reinforce monetary ar-

rangements must be adopted in order to promote inter-African trade. They should pay particular attention to the scope for sub-regional action such as that recently initiated by the Southern African Development Co-operation Conference and the Economic Community of West African States.

e) The leaders of the major industrialized countries meeting in London in June must commit their governments to co-ordinated action for growth. Such action, as well as creating jobs in the industrialized countries, should include increased aid to Africa, reductions in trade barriers for processed products from developing countries and agreement to raise the resources of the IMF, the World Bank and its affiliates, the African Development Bank and the United Nations Development Programme.

f) Industrialized and developing countries should ratify the Common Fund Agreement for the stabilisation of export prices at adequate levels, renew their efforts to negotiate commodity agreements and begin work on a new scheme to compensate for sudden and large falls in commodity export earnings. African governments must pay particular attention to industrial investment, especially in the processing of raw materials.

g) The United Nations Commission on Transnational Corporations (TNCs) must conclude its draft Code of Conduct at the special session in June. ICFTU and OAT-UU will continue to press governments to complete the Code. The UN Centre on TNCs should also study, in co-operation with UNCTAD, the role of TNCs in commodity exchange with a view to ensuring that the Integrated Programme on Commodities can be fully operated.

h) African governments must re-examine their development strategies to focus more closely on basic needs, especially in the rural areas. Food aid, although now absolutely vital, is not a long term solution. African food production must be increased. It is therefore especially important that rural development programmes help to equip the small-scale farmer and landless labourers, and encourage the cultivation of food. Since in many parts of the continent women perform the bulk of agricultural labour, programmes must fully reflect their needs and their difficulties. Through consultation with rural workers' organisations, integrated rural development programmes should aim at enhanced training, the establishment of agricultural extension, services, small-scale projects for transport, storage and distribution, and, where appropriate, land reforms.

i) The Secretary-General of the United Nations should, as a matter of urgency, co-ordinate efforts to accelerate international support programmes for Africa. As part of this effort, he should appeal to the main industrialised countries to double their aid to the least-developed countries, most of which are in Africa.

j) The continued existence of the apartheid regime in South Africa is a sore on the development of the whole continent.

The international community must step up the pressure for the elimination of apartheid, not only to liberate the black people of South Africa, but also to enable the political and economic integration of the continent which is vital for African development.

NEW TASKS AND RESPONSIBILITIES OF THE TRADE UNION MOVEMENT

12. Trade unions are responding to the impact of the world economic crisis by increased national solidarity, Pan-African solidarity and worldwide solidarity. Old tasks must be tackled with new vigour and new tasks must be shouldered with responsibility. The starting point for the strengthening of the trade union role in development is the full observance of the basic international standards on freedom of association, organisation and collective bargaining.

a) Trade unions must become vital partners to African governments in the development process. It is now widely accepted that development is not possible without participation and organisation. Trade unions are some of the largest, most well-established voluntary organisations throughout Africa. They can help ensure that working people become fully engaged in development. Partnership requires mutual respect. Trade unions must therefore be free to represent their members, present grievances and bargain for agreed solutions.

b) A dialogue between trade unions and governments is possible, indeed it is vital. Governments need the co-operation of working people for the difficult period ahead. Many of the aspirations of African working people can only be achieved through effective government action.

There must be a sharing of responsibilities and a respect for the different roles governments and unions should play. Although stifling of the union voice may appear expedient to governments from time to time, it damages the structure of co-operation and participation that governments need, and thus holds back development.

c) The strength of a trade union movement derives from organisation at the workplace. There is no substitute for the basic union jobs of organisation, representation and negotiation. African unions should therefore step up their training programmes so that large scale recruitment drives can be launched. Trade union education goes hand in hand with organisation. Effective representation of members' grievances is essential and unions should therefore devote time and resources to improving their bargaining skills and their ability to make representations to governments. Research must become an increasingly important element in the expansion of union activities.

d) Unions must prepare themselves thoroughly for their representatives to government. There is already a long list of topics of urgent concern to the workers on which unions need to meet government, make proposals and discuss the future of national policies. Well-researched policy proposals, supported by the membership, and fitted into national development objectives can lead to steady improvements in workers' living conditions and to growing respect for the union movement.

e) Unions can and must show that they are able to help workers in urban and rural areas to meet their every-day needs. Bargaining with employers and the authorities is one channel of activity but unions should also undertake their own self-help projects. Small-scale projects for housing, health care, consumer or credit

unions, vocational training and rural development are a direct means of reducing the day to day problems of working people. The skills of workplace union organisation should be used to help generate a more self-reliant pattern of development in the wider community.

f) Solidarity at the national level is the first step towards Pan-African and worldwide union co-operation. Although much needs to be done at the national level, African workers must also have a voice in the African and global intergovernmental organisations. Furthermore, there are many areas of mutual interest for African workers and their counterparts in other developing continents and in the industrialised nations. Joint pressure for worldwide growth and development is one general issue of concern. On the other hand, common action vis-a-vis a transnational corporation can also be a very specific area for co-operation. This solidarity must be fostered by regular contacts and exchange of views. African unions will therefore need to strengthen their relations both at continental and global level.

g) Industrialized country trade unions also have an important role to play in development, both through pressure on their own governments and in direct assistance to African unions. In this respect, it is essential for African and other developing country trade unions to play a full and active role with organisations like the ICFTU so that policies and programmes reflect their needs and aspirations.

h) Increased international union solidarity is especially important in the fight against apartheid. The independent black trade union movement in South Africa has courageously emerged and grown in strength through its own efforts. Unions elsewhere in Africa and the rest of the world must help them in their fight for freedom. In this respect, firm and urgent action is needed to implement the ICFTU's recently updated Programme of Action in support of the independent black trade union movement in South Africa, which includes specific proposals for the stepping up of economic pressure on the apartheid regime in line with the 1983 International Trade Union Conference on Sanctions.

i) Trade unions in Africa are seriously concerned about the plight of migrant workers in the industrialized and some oil producing countries. They call upon the unions in these countries to reinforce their actions to better protect the interests and dignity of these workers and prevent the all too frequent incidents of racism.

j) The Dakar Conference on the African Workers and the World Economic Crisis was marked by an atmosphere of sombre realism coupled with determination to find a way forward. African unions are now looking to their counterparts in other countries, to governments and to international organisations to join them in the fight against poverty, hunger, unemployment and oppression.

k) Trade unions represented at this Conference will transmit its conclusions to the International Labour Conference in Geneva in June 1984.



15. 1984 at UN Headquarters the ICFTU General Secretary, Mr John Vanderveken, presented to Mr Perez, the UN Secretary-General, the conclusions of the Conference on the African Worker and the World Economic in Dakar Senegal



Colloque UAI
Bruxelles 1984

UNION INTERPARLEMENTAIRE

LA POPULATION ET LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

L'évolution démographique est une des données fondamentales du développement, principalement en Afrique, du fait de sa progression intense. L'Union Interparlementaire y a consacré une conférence ONG à Nairobi (1981). Cette vénérable ONG, proche de son centenaire, a bien voulu nous transmettre les conclusions et recommandations qui sont une contribution associative précieuse à la documentation de notre colloque.

La situation démographique actuelle

Le taux de croissance de la population en Afrique est actuellement le plus élevé du monde et cette question mérite d'être examinée d'urgence. La population africaine, qui était de 220 millions d'habitants en 1950, a presque doublé en 25 ans, atteignant 400 millions en 1975; elle devrait atteindre 830 millions à la fin du siècle et serait de l'ordre de 1.500 millions en l'an 2025. Cela sans que la croissance se soit encore stabilisée.

Cette croissance touche les pays de différentes façons. Cependant, la concentration la plus forte se maintiendra dans les pays actuellement les plus peuplés : Nigeria, Egypte, Ethiopie, Zaïre.

Aux caractères propres à l'Afrique, relatifs à sa culture riche et variée et à son sous-développement économique, il convient d'ajouter un niveau de fécondité élevé dépassant, dans certains pays, sept naissances par femme.

L'on s'attend à une augmentation de la fécondité liée au déclin de l'allaitement maternel lequel est favorisé, entre autres, par la commercialisation intempestive des substituts du lait maternel, à la sédentarisation des populations nomades, au raccourcissement de la période d'abstinence qui suit l'accouchement et, surtout, à l'éradication de certaines maladies provoquant la stérilité. Cependant, ces facteurs n'auront un effet stimulant sur la fécondité que de façon temporaire, et l'on s'attend par la suite à ce que les facteurs de développement aient un effet modérateur, notamment avec l'amélioration de l'instruction des femmes et l'élévation de l'âge du mariage.

Le taux de mortalité infantile, très élevé partout en Afrique et atteignant même 200 pour mille dans certains pays, devrait

décroître rapidement dans certains cas. Cette baisse, déjà engagée et qui touche également d'autres catégories d'âges, contribuera à élever le taux d'accroissement de la population.

La Conférence réaffirme les recommandations adoptées à Téhéran en 1968 et à Bucarest en 1974 sur le droit des couples et des individus à l'information et à l'accès aux moyens d'assurer une parenté responsable en permettant aux couples de décider du nombre et de l'espacement des naissances. De fait, en Afrique, une proportion importante de couples n'est pas informée de ce droit et n'a pas accès à des services de planning familial. Dans leur grande majorité, les Gouvernements considèrent que ce droit est indispensable au bien-être des familles, indépendamment de tout objectif démographique.

Depuis la Conférence de Bucarest, en 1974, un nombre croissant de pays africains, préoccupés par l'accroissement démographique et soucieux de développement, ont entrepris de formuler et de mettre en œuvre des politiques en matière de population.

La situation sanitaire constitue un problème tout aussi préoccupant. La différence d'espérance de vie à la naissance atteint 30 ans entre l'Europe du Nord et l'Afrique de l'Ouest ou l'Afrique centrale. Là, plus qu'ailleurs, la dépendance par rapport aux ressources et à l'environnement est grande.

Les Gouvernements sont particulièrement préoccupés par le caractère inégal de la répartition géographique de la population par rapport aux ressources en particulier par rapport à la terre et à l'eau qui ne favorise pas l'intégration de la population aux activités économiques, sociales et politiques. Ils considèrent que cette tendance est en conflit avec les objectifs du développement. La situation est allée en s'aggravant au cours des dernières

décennies par suite de l'accroissement de la population, bien que la cause de cette aggravation ne soit pas uniquement démographique. Beaucoup parmi ceux qui émigrent dans les capitales africaines et dans d'autres grands centres urbains sont originaires de petits centres urbains et non de zones rurales.

L'on estime que 42 pour cent de la population de l'Afrique, l'un des continents les moins urbanisés actuellement, serait urbaine en l'an 2000; ce pourcentage est comparable à celui des autres continents du Tiers-Monde. L'on estime, en outre, que d'ici la fin du siècle 60 villes africaines auront entre un et cinq millions d'habitants contre 20 actuellement et que quatre villes auront plus de cinq millions contre une seule actuellement.

La crise économique des pays industrialisés a mis un frein aux migrations d'Africains vers ces pays. La Conférence s'est inquiétée de la condition des immigrés dans les pays industrialisés sous l'angle de l'insécurité de l'emploi et de la réunification des familles.

Elle a constaté qu'avec le développement des pays producteurs de pétrole, de nouveaux courants migratoires se sont fait jour, permettant des remises de fonds plus importantes.

Les mouvements migratoires entre pays africains ont, en outre, pris beaucoup d'ampleur. Il en résulte une tendance à contrôler ces mouvements au moyens d'accords entre Gouvernements.

L'on estime que sur les 10 millions de réfugiés dans le monde, en 1981, la moitié se trouve en Afrique où ils posent des problèmes d'assistance nationale et internationale de plus en plus aigus.

Se fondant sur ces constatations, la Conférence fait les conclusions et les recommandations suivantes :

Conclusions et recommandations

IMPORTANCE DE LA POPULATION DANS LES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT AFRICAINS

La Conférence a réaffirmé que l'Afrique est un continent à grandes potentialités non encore exploitées. Les ressources naturelles y sont abondantes et les véritables obstacles à leur exploitation en vue d'une stratégie de développement sont d'ordre économique, technique, socio-politique, démographique et institutionnel. Les Gouvernements devraient en conséquence accorder une plus grande attention aux plans et aux programmes visant à l'élimination de ces obstacles.

A. Production agricole, capacité porteuse de la terre, eau, déboisement et desertification

Pour une meilleure utilisation de la population dans la production agricole, il est nécessaire d'adapter le système éducatif aux besoins du développement. Dans ce processus, les valeurs africaines fondamentales devraient être préservées. Il est nécessaire d'appliquer une politique agricole globale ainsi qu'une politique alimentaire dès le niveau de la plus petite unité administrative. Il est également nécessaire d'entreprendre des recherches sur les problèmes agricoles spécifiques à l'Afrique, en accordant une attention particulière à ceux de la desertification et du déboisement. Enfin, les pays africains devraient maîtriser et adopter les techniques modernes afin de les appliquer rationnellement. La création de centres de développement rural, l'agro-industrie, un réseau routier reliant les fermes aux marchés, des mesures positives pour prévenir l'exode vers les centres urbains, un équipement agricole bon marché, l'utilisation de l'eau souterraine dans les régions telles que le Sahel, et la création d'infrastructures et de services sociaux sont d'autres mesures à prendre pour accroître la production agricole.

Il conviendrait de réorganiser le marché des produits agricoles. L'achat direct, par des organismes gouvernementaux, des produits alimentaires de base garantirait aux producteurs une vente immédiate de leur production. Cela les encouragerait à produire davantage et contribuerait, dans une large mesure, à corriger le déficit alimentaire affectant la plupart des pays. Le problème du stockage des récoltes et du transport des produits agricoles à des marchés éloignés, problème qui a contribué au déficit alimentaire, serait résolu de manière plus efficace par l'achat direct de ces produits par des organismes gouvernementaux ou des sociétés alimentaires d'Etat.

Face à la détérioration continue des termes de l'échange en ce qui concerne les

produits agricoles, il s'avère nécessaire de créer un marché commun africain et de poursuivre le dialogue avec les pays industrialisés afin de parvenir à une amé-

lioration.

En ce qui concerne les stratégies de développement, il est important d'encourager de façon prioritaire le secteur agricole et de ne pas le rendre dépendant des programmes d'industrialisation. En Afrique, les forêts-ressource naturelle renouvelable - sont surexploitées ou mal exploitées. Le bois de chauffage est la source principale d'énergie domestique ce qui entraîne une surexploitation des régions boisées. La forte croissance de la population contribue, en outre, au déboisement. Une politique de reboisement se révèle donc indispensable pour empêcher la dégradation des sols et la desertification.

L'eau est vitale en Afrique, tant pour l'agriculture que pour l'amélioration des conditions sanitaires. Une politique de l'eau est nécessaire pour son exploitation, sa conservation, la participation de la population à son utilisation et l'amélioration de sa qualité.

B. Intégration de la population dans les plans de développement

Il est important d'intégrer le facteur démographique dans tous les aspects de la planification économique. Le recensement de la population demeure une mesure insuffisante. Il est, en effet, important d'utiliser les données démographiques pour en faire la projection dans les différents secteurs : agriculture, éducation, santé, travail, emploi, etc., et, partant, pour estimer les budgets et capitaux nécessaires pour atteindre les buts établis par les planificateurs. Cela implique une politique démographique globale et des mesures visant à harmoniser les changements démographiques et les objectifs de développement. Les planificateurs économiques et sociaux doivent être conscients de ces facteurs à tous les niveaux, national, provincial et régional, car les problèmes relatifs à la population et leurs conséquences sur le développement ressortent de façon particulièrement frappante au niveau de la plus petite division administrative. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire d'organiser des journées d'étude et des séminaires non seulement à l'intention des planificateurs, mais également à celle des personnes chargées d'administrer les affaires nationales courantes. Les parlementaires devraient, autant que possible, être membres des commissions nationales de développement.

MOUVEMENTS DE POPULATION EN AFRIQUE

Parmi les facteurs contribuant à la migration des zones rurales vers les centres urbains comptent, entre autres, la détérioration du milieu rural par suite de la surexploitation des ressources locales en terre et en eau et l'abandon de la vie rurale par les diplômés et les laisses-pour-compte des écoles primaires et secondaires qui sont attirés par les salaires élevés et la qualité des services sociaux offerts dans les grands centres urbains. Il est impératif, en raison des problèmes insolubles créés par la migration vers les grandes villes, de faire tout ce qu'il est possible pour réduire le taux élevé d'urbanisation. La Conférence recommande les mesures suivantes:

1. *Créa don d'emplois dans les zones rurales et les petits centres urbains* tels que les chefs-lieux de division administrative dont la plupart des migrants sont originaires. En ce qui concerne les zones rurales, cela pourrait être réalisé grâce à l'approvisionnement en eau destinée à l'irrigation et à l'abreuvement du bétail dans les régions arides et également grâce à la fourniture d'équipement agricole subventionné ainsi que d'une assistance pour accroître les revenus en milieu rural. S'agissant des petits centres ruraux, l'implantation des agro-industries dans ces zones de préférence aux grandes villes déjà congestionnées, pourrait aboutir à la création d'emplois.
2. *Elaboration de programmes visant à la création de nouveaux établissements humains destinés aux populations rurales* qui ont été ou devraient être persuadées de quitter des zones infertiles, appauvries ou rocailleuses et de s'installer dans d'autres zones rurales non seulement plus fertiles mais également dotées de plus grandes ressources en eau et plus accessibles aux véhicules à moteur.
3. *L'accent devrait être mis non plus sur les écoles secondaires habituellement situées dans les zones urbaines mais plutôt sur les écoles à cycle complet situées dans les zones rurales* (actuellement, la plupart des écoles secondaires africaines sont situées dans les centres urbains bien que plus de 75 pour cent de la population de la plupart des pays vivent en milieu rural). Plus que les écoles urbaines, les écoles rurales sont à même de dispenser l'enseignement agricole que doivent recevoir tous les élèves du primaire et du secondaire.
4. *Création d'un plus grand nombre de centres urbains moyens* qui permettront de réduire l'exode vers les grandes villes particulièrement dans les pays où tout est centralisé dans la ville principale. A cet

effet, une décentralisation politico-administrative délibérée pourrait être obtenue grâce à la création d'autres divisions administratives telles que provinces, départements, districts, etc. Non seulement les chefs-lieux de ces nouvelles unités administratives rapprocheront davantage les responsables gouvernementaux des populations mais ils donneront une nouvelle impulsion au développement des villes de petite et de moyenne importance dont ils assureront l'infrastructure. Des centres urbains moyens peuvent également être créés sans qu'il soit nécessaire de décentraliser le système administratif. La création de nouveaux établissements humains pour la réinstallation de populations et l'implantation d'industries est liée à la question d'un développement équilibré et parfois à la sécurité nationale.

5. *Intensification des recherches* sur les causes et conséquences de la redistribution de la répartition géographique de la population.

MI

SANTE FAMILIALE ET PLANNING FAMILIAL

La Conférence a réaffirmé l'importance de la famille en Afrique et est parvenue à la conclusion que la notion de famille étant très complexe, l'on ne peut lui donner une définition précise.

A. Santé familiale

La santé familiale repose sur une série de programmes et d'actions dont les activités sanitaires devraient faire partie. Des programmes globaux de développement au bénéfice des populations sont nécessaires pour l'établissement d'un programme de santé familiale, et les populations concernées devraient être associées à la planification et à l'exécution de ces programmes.

La santé familiale, principalement axée sur la fécondité, la reproduction, la croissance et le développement, est confrontée à des problèmes divers dont les plus importants sont le taux de fécondité élevé, l'âge de la maternité, le nombre d'enfants à chaque stade de la maternité et l'espacement des naissances, ainsi que le taux de mortalité des nourrissons et des enfants en bas âge qui est dû, outre les causes citées ci-dessus, à la malnutrition, à l'insalubrité et aux maladies contagieuses.

La Conférence a reconnu que la santé familiale devrait viser les *objectifs* suivants :

- a) Les membres de la famille ne devraient pas être exposés à des maladies physiques et mentales handicapantes et devraient être soignés le plus vite possible en cas de maladie.

- b) Ils devraient vivre dans un environnement salubre et disposer d'eau potable.
- c) Ils devraient recevoir une éducation appropriée.
- d) Ils devraient bénéficier d'une alimentation satisfaisante en qualité et en quantité.
- e) Des soins médicaux devraient leur être assurés, particulièrement aux femmes enceintes, aux mères en période d'allaitement, aux nourrissons et aux enfants en bas âge.
- f) L'accès aux services de planning familial devrait leur être assuré.
- g) Il devrait y avoir un système d'assistance sociale pour tous les membres de la communauté souffrant des effets de maladies physiques et mentales.

Pour atteindre ces objectifs, les Gouvernements doivent, comme convenu lors de la Conférence tenue à Alma Ata. en 1978, élaborer des programmes de santé primaire complètement décentralisés et placés sous le contrôle administratif des populations bénéficiaires. Ces programmes de santé primaire devraient être renforcés par un système d'éducation solide comprenant des programmes d'éducation sanitaire, que ce système soit ou non formel. Dans le cadre de ces programmes de santé primaire l'accent doit être mis sur une immunisation généralisée, la salubrité, la nutrition et le planning familial.

B. Planning familial

Le planning familial entre dans le cadre de la planification du développement et dans celui de la santé familiale. Il ne devrait pas être considéré comme une activité réservée uniquement aux femmes et il faudrait faire en sorte que tous les membres de la famille comprennent qu'il est important et contribue à l'épanouissement, au bien-être et au bonheur de l'être humain. Compte tenu de ce que le fardeau de la fécondité pèse essentiellement sur les femmes, les objectifs immédiats du planning familial ont définis comme suit :

1. Permettre aux femmes de différer leur grossesse jusqu'à ce qu'elles aient atteint l'âge le plus approprié pour l'enfantement du point de vue biologique et social.
2. Le planning familial devrait permettre aux femmes d'espacer les naissances à des intervalles de deux ans au minimum, pour assurer une lactation appropriée et l'allaitement au sein, une grossesse adéquate et une reconstitution appropriée des réserves de la mère.
3. Le planning familial devrait permettre aux femmes de cesser de concevoir à partir du moment où la famille a atteint la taille désirée et, en tout cas, après 35 ans, âge à partir duquel les problèmes de la grossesse deviennent infiniment plus grands qu'à des âges moins avancés.

4. Enfin, le planning familial devrait également être de nature à contribuer à la solution des problèmes de stérilité et être inclus dans des programmes tels que les services de consultation et de prévention.

La Conférence fait appel aux Gouvernements des pays qui n'ont pas encore reconnu le planning familial comme un droit de l'homme des citoyens pour qu'ils expriment cette reconnaissance, ainsi que cela a été décidé par voie de consensus lors de la Conférence tenue à Bucarest en 1974. Le planning familial devrait être intégré à tous les programmes globaux de santé familiale mais son importance pourrait être valorisée également grâce à des programmes séparés. L'éducation relative à la vie familiale devrait faire partie de toute éducation et de tout programme de planning familial. Les grossesses de plus en plus nombreuses des adolescentes et leurs effets sont préoccupants et tous les pays sont invités à étudier cette question et à y apporter les solutions appropriées. L'accent doit être mis sur l'allaitement au sein aussi bien pour la valeur nutritive de cet allaitement pour l'enfant que pour son effet contraceptif. Tous les Gouvernements devraient donc le promouvoir activement par des mesures appropriées. Les techniques utilisées aujourd'hui pour le planning familial ne sont pas adaptées au travail, en milieu rural en particulier, et les recherches dans ce domaine doivent être intensifiées; ces recherches doivent être axées également sur les méthodes concernant les hommes ainsi que sur les méthodes traditionnelles et sur la manière d'associer les praticiens traditionnels aux programmes.

C. Recherche

Il conviendrait de pousser les recherches sur les facteurs de fécondité et de stérilité et sur ceux responsables du taux de mortalité élevé, en particulier chez les nourrissons et les enfants en bas âge ainsi que chez les mères en Afrique.

D. Rôle des parlementaires

Par une législation et des déclarations politiques appropriées, les parlementaires peuvent créer les conditions et mettre en place les mécanismes propices au planning familial et à la santé familiale et contribuer à assurer le financement des programmes dans ce domaine. Ils devraient également, individuellement et collectivement, aider la population à comprendre ces programmes et à y participer. Les parlementaires ont un grand rôle à jouer dans l'éducation de leurs électeurs et ce rôle pourrait être utilisé à l'appui des programmes de santé familiale et du planning familial. Par ces mesures législatives et autres, ils peuvent contribuer à déterminer l'âge minimal du mariage et à promouvoir des mesures visant à assister les femmes durant la grossesse, telles que l'instauration du congé de maternité, la création des crèches et, en milieu rural, la prise de mesures pour soulager les femmes des travaux trop pénibles.

IV

CULTURE ET EDUCATION EN MATIERE DE POPULATION EN AFRIQUE

La Conférence a constaté qu'il existe un consensus général sur la nécessité de l'éducation en matière de population. Les responsables africains ont conscience des effets néfastes d'une croissance démographique trop rapide sur le développement mais ils n'en sont pas moins soucieux de respecter les réalités socio-économiques de l'Afrique.

A. Pour une définition africaine de l'éducation en matière de population

La Conférence reconnaît comme valable la définition suivante: L'éducation en matière de population est un processus éducatif qui aide les individus et les groupes à apprendre les causes et les conséquences probables des phénomènes démographiques, pour eux-mêmes et pour leur communauté (y compris la communauté mondiale); à définir pour eux-mêmes la nature des problèmes relatifs aux processus démographiques, à la dimension et à la répartition des populations et à leur composition; et à déterminer les moyens que pourrait employer la société dans son ensemble, et eux-mêmes en tant qu'individus ou groupes, pour réagir à ces processus et les influencer afin d'améliorer la qualité de la vie, présente et future.

La Conférence souligne cependant que la diversité des contextes culturels et politiques nationaux constitue une richesse dont le continent devrait tirer profit dans sa quête d'une définition proprement africaine de l'éducation en matière de population.

Des recherches approfondies devraient donc être entreprises ou poursuivies pour tenter de dégager les valeurs qui devraient être absolument sauvegardées dans toute éducation relative à la sexualité, à la famille et à la population.

B. Comment maîtriser et harmoniser la triple transition culturelle, démographique et économique en Afrique

D'une part, l'appauvrissement des familles dépouille certains parents de toute autorité et de toute capacité d'éduquer convenablement leurs enfants face à la tentation de l'exode rural et aux modèles de consommation proposés par les moyens d'information. D'autre part, la détérioration des termes de l'échange, entre autres facteurs, ne permet pas aux pays africains de disposer de moyens suffisants pour satisfaire les besoins en matière d'alimentation, de logement, de santé, d'éducation et d'emploi d'une population en croissance constante et rapide. Dès lors, il est néces-

saire d'agir simultanément sur ces trois facteurs, à savoir la culture, la démographie et l'économie, pour arriver à instaurer en Afrique une société de développement stable et équilibrée.

A cette fin, il conviendrait de mettre en place des systèmes de développement intégrant à la fois la formation (scolarisation, alphabétisation), la production et diverses formes d'éducation relative aux questions de population.

C. Les moyens et les méthodes de l'éducation en matière de population

Il est nécessaire d'ajuster le contenu de l'éducation en matière de population aux réalités nationales. C'est ainsi que l'introduction du planning familial et notamment l'information portant sur les contraceptifs, l'avortement, la limitation des naissances et le contrôle démographique en général poseraient des problèmes dans certains pays.

L'éducation relative à la vie familiale paraît de plus en plus nécessaire en raison de la précocité biologique des jeunes filles et de la prolongation du célibat liée à la scolarisation et à d'autres facteurs socio-économiques. La Conférence a noté les avantages que présente l'enseignement mixte et le fait que l'éducation relative à la vie familiale devrait être dispensée aux garçons aussi bien qu'aux filles.

Tout en précisant que l'éducation relative à la vie familiale ne devrait pas être purement et simplement une information sur les contraceptifs, la Conférence a été préoccupée par les questions suivantes :

- Comment dispenser l'éducation relative à la vie familiale ?
- Qui dispensera l'éducation relative à la vie familiale ?

A ce propos, la Conférence recommande les mesures suivantes :

- a) Il est nécessaire d'effectuer un choix judicieux des personnes qui seront chargées de l'éducation relative à la vie familiale. Celle-ci, loin d'être automatiquement confiée aux éducateurs professionnels que sont les enseignants, devrait être assurée en priorité dans la famille, par les parents;
- b) La formation des parents et des autres adultes chargés de l'éducation relative à la vie familiale (matrones traditionnelles, sages-femmes, etc.) devrait être organisée;
- c) Les collèges, les écoles de sages-femmes et d'infirmières et les universités devraient être encouragés à inclure l'éducation relative à la vie familiale et l'éducation en matière de population dans les programmes et même à délivrer des diplômes spécialisés;
- d) Les centres sociaux, les groupements de développement communautaires, les moyens d'informations, les églises et les unions nationales de femmes devraient jouer un rôle actif à cet égard;
- e) Les Gouvernements devraient accorder les moyens nécessaires à l'obten-

tion du matériel didactique et à la formation de spécialistes en éducation relative à la vie familiale et en éducation en matière de population.

La Conférence recommande, en outre, que la prochaine Conférence des Ministres africains, qui doit se réunir à Dakar sous l'égide de l'UNESCO pour passer en revue les réalisations et les problèmes de l'éducation en Afrique, envisage d'inscrire l'éducation en matière de population dans les programmes d'éducation en Afrique.

D. La condition de la femme

Les pays africains devraient intensifier leurs efforts pour favoriser :

- la scolarisation des jeunes filles;
- la protection de la mère et de l'enfant;
- la protection de l'épouse par la législation.

Les facteurs suivants paraissent déterminants pour l'amélioration de la condition de la femme :

- l'éducation et, notamment, la scolarisation des filles;
- l'accroissement du nombre des femmes représentées dans les instances de décision (Bureaux politiques des Partis. Parlement et Gouvernement);
- la force de combativité des organisations féminines nationales;
- le soutien des hommes les plus conscients de la contribution apportée par les femmes au développement national.

V

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

La Conférence appuie les efforts du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et des autres organisations internationales qui travaillent dans le domaine de la population et du développement en Afrique.

La Conférence fait appel à ces organisations ainsi qu'à toutes les organisations et institutions internationales qui fournissent une assistance pour le développement en Afrique afin qu'elles intensifient leur action.

A ces fins, la Conférence fait également appel à tous les Parlements et à tous les Gouvernements pour qu'ils soutiennent les efforts du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et des autres organisations internationales dans ces domaines.

VI

MESURES DE MISE EN ŒUVRE

La Conférence,

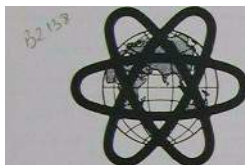
1. recommande que les Parlements et les Gouvernements africains reexaminent leurs politiques et leur législation en matière de population et de développement à la lumière des recommandations ci-dessus en vue de prendre les mesures qui se révèlent nécessaires

en fonction de la situation qui prévaut dans leurs pays respectifs;
! recommande à cet effet que les Groupes nationaux africains membres de l'Union interparlementaire et les autres participants africains :
a) portent les présentes conclusions et recommandations à l'attention de leurs Parlements et de leurs Gouvernements respectifs et encouragent leur mise en œuvre;

b) diffusent largement ces conclusions et recommandations auprès de tous les citoyens par l'intermédiaire des organes d'information et d'autres moyens;
c) facilitent les contacts entre les représentants du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et le Parlement de leur pays;

d) informent le Secrétariat de l'Union interparlementaire des mesures prises et des résultats obtenus afin que celui-ci puisse, à son tour, communiquer ces informations à tous les Groupes nationaux et Parlements africains ainsi qu'au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et à la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies.

L'IISA
ONG des Sciences
Administratives



L'Institut International des Sciences Administratives (IISA), fondé en 1930, est une organisation internationale non-gouvernementale, dont la mission est de promouvoir le développement des sciences administratives, l'amélioration du fonctionnement des administrations publiques, le perfectionnement des méthodes et des techniques administratives et le progrès de l'administration internationale.

Par les Congrès qu'il organise tous les trois ans et qui réunissent de nombreux spécialistes tant de l'Administration que de l'Université et des instituts de recherches (600 participants à Berlin-Ouest en septembre 1983, venus de 74 pays), par ses groupes de recherches, par ses publications et notamment par la Revue Internationale des Sciences Administratives, par son centre d'information et de documentation, l'Institut apporte à tous les spécialistes de l'administration publique une information de qualité.

Depuis quelques années, il a engagé une réforme de ses structures afin d'assurer une véritable universalisation et d'être un large centre international de rencontres pour les spécialistes de tous les pays du monde. Il développe son réseau international de correspondants et le nombre des Etats et des Sections nationales qui le soutiennent scientifiquement et financièrement par leurs adhésions (en 1983 : 48 Etats membres, 3 organisations internationales membres, 23 Sections nationales, 20 membres collectifs).

A la Table Ronde de Tokyo (1982) et au Congrès de Berlin-Ouest (1983), l'Institut a renforcé ses relations avec les organisations régionales de sciences adminis-

tratives : Organisation Arabe des Sciences Administratives (OASA) (membre de l'IISA), Africa, Association for Public Administration and Management (AAPAM), Arab Planning Institute, Association latinoamericana de Administración Publica (ALAP), Centre Africain de Formation et de Recherche Administrative pour le Développement (CAFRAD), Centro Latino Americano de Administración para el Desarrollo (CLAD), Eastern Regional Organization for Public Administration (EROPA), Instituto Centroamericano de Administración Publica (ICAP).

Il a également des relations privilégiées avec plusieurs associations internationales :

- L'Association internationale des Ecoles et Instituts d'Administration (cf p. 7) est un organe constitutif de MISA

- L'Association internationale d'Information et de Documentation en Administration publique a été créé lors du Congrès de Berlin-Ouest en vue de faciliter les relations et les échanges entre les unités

documentaires nationales et internationales, les usagers et les professionnels de l'information et de la documentation.

L'Association est également un organe constitutif de l'IISA

- L'IISA a contribué à la création de l'Association internationale des hautes Juridictions administratives (Congrès constitutif, Paris décembre 1983) dont l'objet est de favoriser les échanges d'idées et d'expériences entre les juridictions.

L'Institut international des Sciences administratives jouit du statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies et de l'Unesco et est membre du Conseil International des Sciences sociales.

Son siège est à Bruxelles (Belgique), il a en droit belge le statut d'Association internationale à but scientifique (loi du 25 octobre 1919).

(1) Voir - Associations transnationales - n°5 Oct/Nov 1981. Le nouvel ordre économique international »
(2) Idem - Pour un ordre global -

LE NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Sous ce titre, l'Institut International des Sciences Administratives, l'IISA, a publié dernièrement une suite d'études coordonnées par le Professeur Gérard Timsit, Directeur du Département de la Recherche de la Faculté de Droit à l'Université de Paris Sud.

Cet ouvrage collectif, riche de considérations sur les implications administratives d'un nouvel ordre économique international - le NOEI inscrit au plan à moyen terme de l'Unesco(1) - nous avertit que « la notion de nouvel ordre économique international déborde de tous côtés les mots qu'elle associe. Bien plus qu'un type d'organisation des relations internationales, bien plus qu'une exigence purement économique, bien plus qu'un système juridique fondé sur la reconnaissance de droits et de devoirs réciproques entre nations du Nord et du Sud, le nouvel ordre doit être conçu - comme un choix de destin à forger en commun et une responsabilité à l'égard de l'avenir de l'espèce humaine ».

Il s'agit d'« explorer la place qu'occupe, que pourrait et devrait occuper l'administration interne des Etats - à la fois celle des pays industrialisés et des pays en développement - dans l'élaboration d'un nouvel ordre international ». Recherche pluridisciplinaire qui « débouche sur l'analyse des stratégies qui voudraient substituer à un ordre administratif ancien un nouvel ordre administratif plus propre à assurer l'instauration d'un nouvel ordre économique international ». Voilà un objectif de solidarité humaine et d'action associative qui rejoint manifestement le propos du Colloque de l'IAI voué au développement de l'Afrique, perçu dans un nouvel ordre mondial qui n'est pas seulement économique mais nécessairement global.(2)

Aussi bien, l'IISA nous permettra-t-elle d'incorporer le fruit de ses études dans nos dossiers préparatoires au Colloque, en saisissant ici l'occasion de saluer un Institut cinquantenaire qui s'est remarquablement adapté au siècle en réformant ses structures dans le sens d'une véritable universalisation.

LE DOSSIER DES DROITS DE L'HOMME ET LA PARTICIPATION DES ONG AU DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Les études de l'UAI préparatoires au Colloque de Bruxelles 1984, à la recherche des éléments de la participation des ONG au développement de l'Afrique, ont naturellement ouvert un dossier des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales qui régent l'action associative, globalement et universellement.

Nous versionons à ce dossier les pièces suivantes :

- les résolutions des Nations-Unies, adoptées dernièrement par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et par la Commission des Droits de l'Homme, ou est évoquée la question du **droit et de la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnues**;
- un questionnaire du rapporteur spécial, M^{me} Erica-Irene A. Laes, désignée pour étudier un projet de déclaration sur cette question de « droit et de responsabilité » et un ensemble d'observations formulées à ce sujet par les membres de la sous-commission lors de sa trente-sixième session,
- une communication faite au colloque organisé par l'Institut international des droits de l'homme et de la paix de l'Université de Dakar avec la collaboration de l'Unesco sur « Les droits de l'homme dans les traditions culturelles africaines » par Iba Der Thiam (1);
- la Charte africaine des Droits de l'Homme dont l'idée remonte au Président Leopold Sedar Senghor.

L

Projet de principes relatifs au droit et à la responsabilité des individus et des groupes

A. Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Res. 1982/24

Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants : rapport de la Sous-Commission établi en application de la résolution 8 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme.

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

Prenant acte, des divers instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, qui affirment que tout individu doit s'effor-

cer de promouvoir et de protéger les droits et libertés fondamentales.

Rappelant l'étude établie par le Rapporteur spécial, M^{me} Erica-Irene A. Laes, sous le titre "Les devoirs de l'individu envers la communauté et les limitations des droits et libertés de l'homme en vertu de l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme - Contribution à l'étude de la liberté garantie à l'individu par la loi", et notamment la recommandation contenue dans cette étude selon laquelle la Sous-Commission devrait élaborer un projet de déclaration relative aux principes régissant les responsabilités de l'individu, particulièrement en ce qui concerne la promotion et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans une communauté contemporaine.

Prenant note de la résolution 23 (XXXVI) de la Commission des droits de l'homme, en date du 29 février 1980, par laquelle la Commission a lancé un appel à tous les gouvernements pour les inviter à encourager et à appuyer les individus et les organes de la société qui exercent leur droit et s'acquittent de leur devoir de promouvoir le respect effectif des droits de l'homme.

Prenant note également de la résolution 1982/30 de la Commission des droits de l'homme, en date du 11 mars 1982, par laquelle la Commission a prié le Secrétaire général de présenter à la Sous-Commission des éléments en vue de la rédaction d'un projet d'ensemble de principes sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Rappelant que la Commission a prié la Sous-Commission d'établir, à partir de ces éléments, pour le soumettre à la Commission des droits de l'homme à sa quarantième session, un rapport contenant des principes sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, en tenant compte de la responsabilité particulière qui incombe aux Etats en ce qui concerne la protection de ces droits.

Notant avec satisfaction le rapport que le Secrétaire général a établi conformément à la résolution 1982/30 de la Commission.

(1) Extrait au bulletin de l'enseignement des Droits de l'Homme - Unesco

1. *Réaffirme* le droit et la responsabilité des individus, des groupes et des organes de la société de promouvoir et de protéger les droits reconnus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les autres instruments internationaux pertinents,

2. *Déplore* toutes les tentatives visant à empêcher des individus, des groupes ou des organes de la société de promouvoir et de protéger la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales universellement reconnus ou à les punir pour l'avoir fait.

3. *Souligne* que, dans l'exercice de ces droits et libertés, l'individu ne doit pas être soumis à d'autres restrictions que celles que prévoient l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres instruments pertinents.

4. *Prie* M^{me} Erica-Irène A. Laes de rédiger un projet de principe sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, eu égard aux renseignements demandés aux gouvernements, aux institutions spécialisées, aux organisations intergouvernementales régionales et aux organisations non gouvernementales dotées de statuts consultatif, et de présenter ce projet de principes à la Sous-Commission à sa trente-sixième session.

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour de sa trente-sixième session une question intitulée : projet d'ensemble de principes et de directives sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

35^{ème} séance ou plénière
8 septembre 1982

B. Commission des droits de l'homme

Rés. 1983/31

Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ou qu'elle se produise dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants.

La Commission des droits de l'homme. Rappelant ses résolutions 28 (XXXVII) du 11 mars 1981 et 1982/30 du 11 mars 1982 sur le droit et la responsabilité des individus, des groupes et des organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et sur leur rôle à cet égard.

Prenant acte avec satisfaction de la résolution 1982/24 adoptée à ce sujet par la

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

1. *Accueille avec satisfaction* la décision de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d'établir un projet d'ensemble de principes sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, en tenant compte des renseignements demandés aux gouvernements, aux institutions spécialisées, aux organisateurs intergouvernementaux régionaux et aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif

Etude de M^{me} Erica-Irène A. Daes. Rapporteur spécial, sur un projet de principes

C. Questionnaire

relatifs au droit et à la responsabilité qu'ont les individus, les groupes et les organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, comme suite à la résolution 1982/24 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et à la résolution 1983/31 de la Commission des droits de l'homme.

A.
Des observations et informations sont demandées sur:

1. L'interprétation et l'application du paragraphe de la Déclaration universelle des droits de l'homme dans lequel l'Assemblée générale proclame que « tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelle et effectives... »,

2. L'interprétation et l'application du cinquième alinéa du préambule des deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, qui prévoit notamment que « l'individu a des devoirs envers autrui et envers la collectivité à laquelle il appartient et est tenu de s'efforcer de promouvoir et de respecter les droits reconnus dans le présent Pacte ».

3. Le rôle et la responsabilité de l'individu dans la société contemporaine.

4. L'interprétation des termes « individu », « groupe de personnes », « organe de la société », « communauté » et « Etat ».

5. La relation entre « droit » et « responsabilité » des individus, des groupes de per-

sonnes, des organes de la société, de la

Unies.
2. *Attend avec intérêt* de recevoir le rapport contenant le projet d'ensemble de principes, les vues et les recommandations de la Sous-Commission, que cette dernière lui présentera sur cette question.

3. *Décide* d'entreprendre, à sa quarante et unième session, à partir du rapport de la Sous-Commission et à titre prioritaire, l'examen d'un projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes ou organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus.

35^{ème} séance plénière
8 septembre 1982

sonnes, des organes de la société, de la

communauté et de l'Etat et l'indivisibilité de ces deux notions.

6. La responsabilité de l'Etat en ce qui concerne la promotion, la protection, la garantie et le cas échéant, le rétablissement des droits de l'homme.

7. Les éléments à inclure dans le projet de principes sur le droit et la responsabilité qu'ont les individus, les groupes de personnes, les organes de la société, la communauté et l'Etat de promouvoir, de protéger et de rétablir les droits de l'homme et les libertés fondamentales, par exemple la réaffirmation du fait que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde et que le renforcement du rôle de l'individu dans la société contemporaine contribue à la réalisation des objectifs fondamentaux de la paix mondiale, des relations amicales entre les peuples et les nations, de la justice sociale et de l'élimination de toutes les formes de discrimination et de l'apartheid.

8. Les mesures à adopter, aux échelons national, régional et mondial, pour faciliter, en particulier, l'exercice de la part des individus, des groupes de personnes, des organes de la société, de la communauté et de l'Etat, de la responsabilité qu'ils ont de promouvoir, de protéger et de rétablir les droits de l'homme. Par exemple, la propagation des normes internationales relatives aux droits de l'homme, la diffusion de l'information concernant la promotion, la protection et le rétablissement des droits de l'homme universellement reconnus et en particulier les mesures applicables dans le domaine de l'enseignement et de l'éducation pour promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et leur application.

9. La forme la plus appropriée que pourrait revêtir un instrument des Nations Unies énonçant les principes du droit et de la responsabilité qu'ont les individus, les groupes de personnes, les organes de la société, la communauté et l'Etat de promouvoir, de protéger, de garantir et de rétablir les droits de l'homme.

B. Sont aussi demandées toutes autres informations, données, observations et opinions pouvant être utiles pour la rédaction du rapport et du projet de principes et l'élaboration de normes des Nations Unies se rapportant à l'étude.

C. prière de communiquer également, si possible, des renseignements d'ordre bibliographique et des renseignements concernant les décisions des tribunaux nationaux et internationaux en la matière.

D. Observations

Formulées par les membres de la sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, à la trente-sixième session de la sous-commission, au sujet du projet d'ensemble de principes et de directives sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales (E/CN.4/Sub. 2/1983/SR. 30).

1. *M. Herndl* (Sous-Secrétaire général, centre pour les droits de l'homme) déclare, en présentant le point à l'examen, que ce dernier a été inscrit à l'ordre du jour conformément à la résolution 1982/24 de la Sous-Commission. Comme il est indiqué aux paragraphes 158, 159 et 160 de l'ordre du jour provisoire annoté (E/CN. 4/Sub. 2/1983/1 Add. 1), la Commission des droits de l'homme a réaffirmé, dans sa résolution 1982/30, le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits reconnus dans les instruments internationaux pertinents, sans préjudice des articles 29 et 30 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et souligne que l'exercice de ces droits ne devait pas être soumis à d'autres restrictions que celles que prévoyait la Charte et les autres instruments pertinents.

2. Conformément à la même résolution, la Sous-Commission était saisie, à sa session de 1982, d'un rapport du Secrétaire général contenant les éléments que pourrait comporter un projet d'ensemble de principes (E/CN. 4/Sub. 2/11/1982/12); dans sa résolution 1982/24, la Sous-Commission a prié M^{me} Erica-Irene Daes de rédiger ce projet de principes, eu égard

aux renseignements demandés aux gouvernements, aux institutions spécialisées, aux organisations intergouvernementales régionales et aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, et de présenter le projet à la Sous-Commission sa présente session.

3. M^{me} Daes rappelle que dans sa résolution 23 (XXXVI), du 29 février 1980, la Commission a demandé à tous les gouvernements d'encourager et d'appuyer les individus et les organes de la société qui exercent leur droit et leur devoir de promouvoir le respect effectif des droits de l'homme; dans sa résolution 28 (XXX-VII), la Commission a réaffirmé le droit et le devoir des individus et des organes de la société d'œuvrer pour la promotion et le respect des droits reconnus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les autres instruments internationaux pertinents et elle a prié la Sous-Commission d'étudier cette question, y compris celle de l'indivisibilité et de l'interdépendance des droits civils et politiques, d'une part, et des droits économiques, sociaux et culturels, d'autre part, en vue d'examiner quelle action pourrait être souhaitable à l'avenir à cet égard.

4. Conformément à la demande qui lui a été adressée par la Sous-Commission dans sa résolution 1982/24 - demande dont la Commission a pris acte avec satisfaction dans sa résolution 1983/31 - M^{me} Daes souhaite présenter un certain nombre d'éléments qui devraient figurer, à son avis, dans le projet d'ensemble de principes. Dans toute discussion relative aux droits de l'homme, notamment en ce qui concerne les moyens d'application, on

bénéficie de ces droits. Les instruments internationaux reconnaissent que l'individu est une personne responsable, qui veille à ses intérêts propres aux droits et aux libertés des autres et au bien-être général dans le cadre d'une société démocratique. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, notamment, précise les droits dont l'individu peut se prévaloir de *jure*.

5. Le Charte reconnaît en premier lieu la dignité et l'égalité de tous les êtres humains et la Déclaration universelle des droits de l'homme définit l'être humain libre en partant du principe que tous les êtres humains sont doués de raison et de conscience et qu'ils doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. Tous les systèmes juridiques démocratiques reconnaissent que l'être humain n'est pas seulement un objet de réglementation, mais qu'il est capable d'assumer des responsabilités dans la société et de jouer un rôle constructif dans les mécanismes juridiques.

6. Pour pouvoir faire un usage effectif des droits de l'homme, chacun doit comprendre leur nature, ainsi que la responsabilité qui lui incombe de les défendre. On ne peut parvenir à instaurer la justice dans une société qui si les droits et les devoirs

sont vérifiables. Le droit de s'informer librement des conditions d'application des normes en matière de droits de l'homme est l'un des moyens les plus efficaces de faire respecter les normes en question. Sauf indication contraire, en englobe sous le vocable « individus » les groupes d'individus, qu'ils soient organisés ou non; les individus, les groupes et les organes qui s'occupent particulièrement de protéger les droits de l'homme viennent compléter utilement le système actuel de protection internationale et ils peuvent prétendre, de ce fait, à une protection spéciale de la part de la communauté internationale.

7. Chacun doit avoir la possibilité de rechercher, de recevoir, de diffuser, de publier et de faire connaître des informations et des idées sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels garantis par les constitutions et les lois rationnelles et proclamés dans la Déclaration universelle et les autres conventions et instruments internationaux pertinents. Parmi ces droits, doivent figurer le droit d'exiger que le texte des lois, décrets, ordonnances, règlements, décisions judiciaires et administratives, traités et autres instruments internationaux soit commodément accessible dans la langue nationale du pays, ainsi que dans la langue de la minorité à laquelle appartient l'individu; et le droit de s'enquérir auprès des organes officiels compétents quant à la compatibilité du droit national avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme.

8. Chacun doit pouvoir se prévaloir des droits et des libertés reconnus dans la

pays, ainsi que dans les instruments internationaux pertinents, exiger un recours rapide et efficace en cas de violation de ces droits et libertés, attirer l'attention des autorités concernées sur les cas de violations des droits de l'homme, documenter ses doléances, proposer des solutions et faire des recommandations d'ordre spécial ou spécifique sur les moyens possibles de pallier les violations des droits de l'homme.

9. La responsabilité commune de l'Etat, des groupes et des individus dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme devrait comprendre notamment les éléments suivants : faire connaître les normes internationales relatives aux droits de l'homme afin de familiariser parfaitement tous les membres de la société avec leurs droits et leurs devoirs; rassembler, analyser et diffuser des informations sur les mesures de protection et sur les cas de privation des droits de l'homme internationalement reconnus; et mettre en œuvre dans le domaine public et dans le domaine privé, des programmes destinés à assurer le respect des droits de l'homme et notamment à promouvoir, en particulier auprès des jeunes, les idéaux de la vente, de la moralité et de la justice ainsi que la lutte pour la paix et le désarmement.

10. Telles sont quelques-unes des idées qui figureraient dans le rapport que M^{me} Daes présentera à la Sous-Commission à sa trente-septième session. M^{me} Daes enverra également un bref questionnaire aux gouvernements, aux institutions spécialisées, aux organisations intergouvernementales et aux organisations non gouvernementales pour qu'ils communiquent leurs avis et leurs observations.

11. M. Eide tient à attirer l'attention sur un aspect de la question qu'on a tendance à négliger mais dont devront s'occuper les organisations de défense des droits de l'homme, à savoir le terrorisme et le contre-terrorisme. M. Eide pense à des groupes sociaux qui, en prétendant vouloir faire évoluer la société dans un sens positif, ont recours à des mesures inhumaines qui frappent des innocents et qui sont inacceptables du point de vue des droits de l'homme. Il pense également aux mesures prises par les autorités contre des dissidents qui servent en réalité la cause des droits de l'homme, mais qui sont traités comme des terroristes. Cette question pourrait faire un jour l'objet d'une étude séparée, mais on attendait elle peut légitimement s'insérer dans l'étude de M^{me} Daes.

12. M. Chowdhury pense, comme M. Eide, que le terrorisme entre dans le cadre de l'étude de M^{me} Daes, qui est en fait une étude de l'homme sous tous ses aspects - idées, actions visop, de l'avenir et responsabilités envers la famille et la société. Toutefois, les individus pris collectivement constituent la société, les sociétés constituent les pays et les pays constituent la communauté internationale, de sorte que tous les éléments sont liés les uns aux autres.

13. M. Carey déclare que les individus, les groupes et les organes de la société doivent promouvoir et protéger leurs droits et ceux des autres en ayant recours aux procédures locales, régionales, nationales et internationales. Personne ne doit empêcher un individu, un groupe ou un gouvernement d'essayer de protéger les droits des autres. Malheureusement, il arrive souvent que des gens soient punis pour avoir essayé d'aider d'autres personnes et l'histoire du pays dont M. Carey est originaire en fournit un certain nombre d'exemples.

14. M. Carey est heureux de pouvoir souligner, à ce propos, que de nombreux groupes s'efforcent, dans son pays, d'agir comme on le préconise dans le cadre de la question actuellement examinée. Lorsque le pasteur Martin Luther King prenait la parole, c'étaient des Américains de toutes origines, et des Blancs comme des Noirs, qui se rassemblaient pour l'écouter, et ils ne le faisaient pas par intérêt égoïste, mais parce qu'ils s'intéressaient au sort d'autres êtres humains. Il en va certainement de même dans toutes les sociétés.

Si un seul individu est privé de ses droits politiques, économiques ou autres, ce sont les droits de tous les membres de la société qui sont menacés. Par conséquent, les individus et les groupes doivent œuvrer en faveur de la protection et de la promotion des droits des autres et aider ceux qui sont prêts à intervenir dans ce domaine, et non s'opposer à eux.

15. M. Masud déclare que la personne humaine est la création la plus remarquable qui soit au monde, mais qu'il y a souvent des conflits d'intérêt entre l'individu et la nation d'une part, et la communauté internationale, d'autre part. Par exemple, les dispositions de l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme - qui concernent le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de la personne - et de l'article 13 - qui concernent le droit de circuler librement - sont les unes et les autres inconditionnelles, alors que le paragraphe 3 de l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui traite également de la liberté de circulation, dispose à juste titre que ce droit peut être l'objet de restrictions si celles-ci sont nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui. Il appartiendra à M^{me} Daes de concilier toutes les dispositions pertinentes.

16. M. Saker déclare que la Sous-Commission pourrait s'intéresser à des sujets plus urgents que le point 18, étant donné que beaucoup de gouvernements appliquent la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres pactes et accords internationaux relatifs aux droits de l'homme; or l'occasion ne s'est pas présentée de discuter de ces problèmes. Tout en attachant pour sa part une importance particulière aux droits économiques, sociaux et culturels, M. Saker ne pense pas qu'il faille négliger les droits politiques, les droits civils et d'autres droits.

17. Les membres de chaque collectivité doivent pouvoir utiliser ses ressources essentielles, telles que l'énergie, et développer leur culture; ils doivent pouvoir participer aux activités économiques et sociales de la collectivité, dont les revenus doivent être repartis de façon équitable, les groupes les moins favorisés recevant une compensation sous une forme

situation. Au niveau international, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et aux résolutions de la Commission des droits de l'homme, toutes les nations doivent coopérer pour résoudre les problèmes culturels, économiques et humanitaires en suspens. Il ne faut épargner aucun effort pour faire respecter davantage les droits de l'homme et les libertés fondamentales, sans aucune discrimination en fonction du sexe, des convictions ou de la religion.

18. Certains peuples sont encore soumis à la domination coloniale alors qu'on

aurait dû leur accorder l'indépendance conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Il faut appliquer également les résolutions et déclarations de l'ONU concernant l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, l'instauration d'un nouveau ordre économique international, l'établissement de relations amicales entre les Etats, l'utilisation du progrès scientifique et technique dans l'intérêt de la paix et pour le bien de l'humanité, les droits et les devoirs économiques des Etats et la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, car le but essentiel est de garantir les droits et les libertés fondamentales des individus dans la société, d'une part, et le droit de tous les peuples à l'autodétermination et au développement économique, d'autre part. Le souveraineté nationale doit être respectée et tous les pays ont le droit de contrôler l'utilisation de leurs ressources naturelles. Le néocolonialisme et la domination étrangère sont des violations flagrantes de ces droits.

19. Le désarmement aiderait à résoudre beaucoup de problèmes mondiaux et à assurer la paix internationale, et il supprimerait le risque de destruction qui pèse sur toute l'humanité, tandis que les ressources ainsi libérées pourraient être utilisées dans l'intérêt de la communauté.

Somme toute, l'instauration d'un nouvel ordre économique international est l'un des meilleurs moyens d'aider les pays en développement à renforcer les droits individuels et les libertés fondamentales. M. Saker est convaincu que M^{me} Daes prendra tous ces éléments en considération quand elle établira son rapport.

20. M^{me} Daes apprécie toutes les propositions constructives qui ont été faites par les autres membres de la Sous-Commission, propositions dont elle tiendra certainement compte pour l'établissement de son rapport. Elle pense, comme M. Eide, que le phénomène du terrorisme et du contre-terrorisme devrait être examiné, et elle partage l'opinion de M. Chowdhury quant au rôle et à la responsabilité de l'individu dans la société. Elle a écouté avec intérêt les observations intéressantes de M. Carey.

21. M. Masud a très justement rappelé que des conflits peuvent opposer l'individu à la collectivité et un pays à la communauté internationale; elle ne manquera pas de souligner qu'il faut trouver un équilibre entre les droits et les responsabilités de l'individu et ceux de la société. Les observations de M. Saker sur la décolonisation et le néocolonialisme intéressent Mme Daes à un double titre : en tant que membre de la Sous-Commission et en tant que déléguée de son pays à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale. Elle tient également à remercier les organisations non gouvernementales qui ont présenté des observations et une documentation utiles.

II.

L'EXEMPLE DE CERTAINES SOCIÉTÉS SENEGAMBIENNES PRECOLONIALES

par Iba Der Thiam

J'ai l'habitude de dire et d'écrire que la meilleure façon pour l'Afrique de construire son présent et son futur, sur des bases idéologiques saines, réside moins dans la copie servile et mécanique des modèles de développement et de société conçus par l'Europe, qu'elle soit de l'Est ou de l'Ouest, que dans son aptitude à tenter, par un effort approfondi et constant de réflexion et d'investigation, d'interroger son passé, d'étudier sa société pour y puiser la source et l'inspiration de son édification dans le progrès, la justice et la démocratie.

Mais, il faut pour cela que les Africains aient d'abord confiance en eux-mêmes, qu'ils se donnent surtout la peine de connaître à fond leur culture et qu'ils entreprennent, par des manifestations comme celles que l'Unesco a organisées, de faire l'inventaire des valeurs, des concepts, des postulats et des théories philosophiques, morales, économiques et politiques sur lesquelles reposaient les sociétés traditionnelles africaines. Cela, pour appréhender correctement la structure véritable des formations sociales identifiées, les principes qui les inspirent, leur rapport interne de dépendance et de succession, la nature des pouvoirs existants, les modes et les rapports de production en vigueur, la relation de l'homme au pouvoir et à la société, sa place, son statut, ses droits dans la communauté, toutes questions pour lesquelles l'Afrique dispose d'un capital d'expériences variées, si souvent riches d'humanisme et d'originalité.

Je voudrais tenter, me fondant en cela sur le cas des sociétés sénégalaises - singulièrement sur celui de la société wolof -, de prouver que des traditions culturelles nombreuses et authentiques y fondent et y justifient tout un corpus de droits de l'homme, dont la langue et les usages wolof ont conservé, aujourd'hui encore, le souvenir.

Dans un premier mouvement, j'envisage d'explorer, à travers les traditions et les usages africains, la place faite à l'homme et à ses droits dans certaines sociétés sénégalaises. Cela fait, je m'emploierai à dégager, brièvement, les influences positives ou négatives que la rencontre de ce substrat culturel originel avec l'islam, la traite négrière et la colonisation a pu engendrer. La rencontre des droits traditionnels de l'homme avec l'islam constituera le second moment de mes réflexions, tandis que l'impact de la traite atlantique et celui du système colonial en seront l'étape terminale.

Ce qui m'a toujours le plus vivement frappé dans la société wolof, c'est sans nul doute la place que l'homme, en tant qu'être social, personne humaine et valeur morale, y a de tout temps occupée. En posant, en effet, comme un principe fondamental, sur lequel doit reposer tout édifice social, toute vie communautaire, que *nit may garai* (*unit(1)*), la société wolof fait de l'être humain, de sa condition, de son statut, de son rôle dans la société, la raison, l'objet et la finalité de son activité existentielle.

Définir l'être humain comme un *nit(2)*, c'est-à-dire un être générique, sans référence ethnique, linguistique, sociale, économique ou politique, perçu uniquement dans sa dimension humaine et sociale, qui doit constituer la seule raison de la place que la société

se doit de lui conférer, c'est, pour les Wolof, une manière de temporaliser l'essence de l'être humain, dans ce qu'elle peut avoir de contingent ou de contextuel, pour en faire une valeur suprême, éternelle, inaltérable, indépendante des secousses du temps et des vicissitudes de l'histoire.

De même, en considérant que chaque *nit*, indépendamment de son statut politique ou social, de son sexe, de sa race, de sa religion, ou de ses convictions philosophiques, est *garab u nit*, la société wolof affirme que l'être humain vaut à la fois par lui-même, mais aussi par référence à ses semblables, qu'il est, en somme, un sujet à la fois individuel et social, mais, surtout, un élément de vie et de bien-être, dont le respect, la sauvegarde et la protection renferment des promesses de bonheur pour tous.

Le mot *garab* a deux sens en langue wolof : il peut signifier médicalement, sédatif, c'est-à-dire un élément qui annihile ou apaise la souffrance physique, morale, sociale ou mentale, rétablit l'équilibre psychologique que le mal, la douleur, les pesanteurs sociales ou matérielles ont pu provoquer dans la vie de l'homme; en ce sens, il renvoie à l'idée que l'être humain est l'agent actif, le sédatif puissant grâce auquel son prochain pourra trouver remède à tous ses maux s'il sait utiliser et mettre à profit les capacités potentielles des aptitudes, du pouvoir d'innovation et de novation insoupçonnés et accumulés en lui. Cela veut dire, en termes modernes, que la communauté ne se réalise que par la participation créatrice de ceux qui la constituent et que l'homme ne s'épanouit que dans une communauté volontaire ouverte à tous, fraternelle et solidaire. Le mot *garab* peut également signifier plante ou arbre, c'est-à-dire un élément naturel et écologique, avec lequel l'être humain devrait non pas entretenir des rapports de domination - comme l'a souvent fait la civilisation matérielle de l'Occident, qui considéra longtemps l'homme comme le centre et le maître de toutes choses, la nature n'étant plus, alors, qu'un réservoir inépuisable de matières à exploiter sans retenue - mais qu'il devrait considérer comme un facteur de subsistance. L'arbre donnant, en effet, ses fruits, son ombre, son bois, ses feuilles et ses racines, fixe la terre, favorise la pluviosité, crée un cadre de vie, devient, en un mot, un facteur de vie et de bien-être, avec lequel l'homme doit définir des rapports de coexistence ou de coopération fondés sur l'intérêt réciproque. Pour bien comprendre ce qui précède, il est bon d'indiquer que l'être humain dans la société wolof traditionnelle entretient à la fois avec ses semblables, avec le milieu écologique environnant et, d'une façon plus générale, avec la nature, tout un faisceau de rapports qui se construisent sur un ordre qui répond à des conceptions et à des normes très précises. L'univers se compose de *nitni* (êtres humains), de *rabni* (animaux), de *garab* (plante), tous éléments avec lesquels l'individu tente, par des cérémonies, des rites, des actes divers, d'instaurer des liens d'harmonie, d'équilibre, de collaboration et de communion, condition de la paix et de la prospérité sociales.

En comparant donc l'être humain à un *garab*, contrairement à cet auteur du XVII^e siècle qui faisait de l'homme un loup pour son prochain, la philosophie wolof posa et définît, dans ses rapports avec les autres, une conception de l'homme qui ne pouvait que se fonder sur une vision optimiste et positive, valorisante de sa condition et de sa fonction. A preuve Kocc Bama(3) l'un des penseurs et sages wolof les plus connus, avait coutume de dire que nit signifiait fit, xel, xalaat(4). Le *fit*, c'est le courage ou la ténacité, l'esprit de créativité, qui permet d'oser, d'entreprendre, de réussir et de se dépasser. Le *xel* et le *xalaat*, en gros c'est la perspicacité, l'intelligence et, sur un plan général, la sagesse, mais aussi la capacité de réflexion, d'analyse; la possibilité de transcender le superficiel et le contingent pour aller au fond des choses; la modération enfin et la maîtrise de soi, propres à réfréner les réactions violentes, impulsives, épidermiques, les actes ou les choix irrationnels.

Si les Wolof attachaient beaucoup de prix à ces vertus, qu'ils considéraient comme quelques-uns des attributs fondamentaux de l'être humain, c'était essentiellement parce qu'elles constituaient les fondements du *joom* et du *foyde* (5), c'est-à-dire du sens de l'honneur et de la dignité, du courage réfléchi et tonifiant.

De ce qui précède, il découle que, dans la société wolof la notion de l'homme était élevée au rang d'une valeur morale et sociale fondamentale, inséparable de l'esprit de responsabilité, d'initiative, de liberté et de dignité, ainsi que du sens du discernement, de la capacité d'entreprendre, d'agir par son savoir, son savoir-faire et son savoir-être.

Ainsi, priver l'homme de ces dimensions irremplaçables équivalait à le rabaisser au rang de sous-homme. *suufelê*. De même, ceux qui se croyaient au-dessus de ces valeurs étaient considérés comme atteints du défaut de surestimation personnelle, qu'on appelait le *reey*(7). Or, le *suufel*, et le *reey* étaient deux formes de déviance particulièrement redoutées, car elles pouvaient engendrer le *gacce*(8). C'est-à-dire l'humiliation pouvant déboucher sur le dés-honneur, autrement dit, sur la perte du critère principal de l'homme, à savoir la dignité, le respect des autres, la valorisation personnelle, qui constituent ce qu'on appelle le *sutura*, le *ngor*, le décret(9), bases de l'éthique wolof.

Ainsi, la société wolof précoloniale nous donne l'image d'une société de dignité, d'honneur, dans laquelle la liberté et la respectabilité étaient reconnues presque comme des droits naturels de l'homme. Mieux, il est même possible de prouver, par quelques exemples historiques, que la plupart des droits reconnus à l'homme par la déclaration européenne des droits de l'homme, ainsi que d'autres droits nouveaux que cette dernière n'a pas encore reconnus, y étaient attestés.

Nous savons que, bien qu'ils soient demeurés, par certains côtés, des sociétés inégalitaires où la domination n'était pas toujours absente, beaucoup de royaumes sénégaubiens nous ont laissé les traces d'une vie politique endogène, réelle et effective, s'inspirant d'un idéal économique, social, philosophique et moral fondé sur une certaine forme de démocratie, de liberté, de justice ainsi que sur des droits reconnus et garantis aux personnes, selon des mécanismes et des procédures spécifiques au cadre socioculturel envisagé. Il est également possible d'y identifier des manifestations de mouvements partisans ainsi que l'existence d'organes d'expression, de consultation, de délibération, de régulation, de recours, c'est-à-dire certaines des institutions sur lesquelles s'appuie et s'exerce la démocratie dans d'autres aires culturelles; des magistratures, électives pour la plupart, auxquelles étaient dévolues des fonctions d'autorité, de direction, d'administration, de contrôle, sans parler de la présence permanente d'une éthique philosophique, morale, sociale et d'un code de droits, de conduites sociales, auxquels tous les membres de la communauté étaient tenus de se conformer.

Je vais prendre quelques exemples pour illustrer ces assertions. Des le XI^e siècle. Idrissi nous parle du roi du Ghana, duquel dépendaient certains royaumes sénégaubiens, qui, tous les matins parcourait sa capitale à la recherche de plaignants à qui rendre justice. N'avons-nous pas là une illustration significative de l'importance que la justice occupait dans ce royaume, de la conscience avec laquelle le monarque remplissait les devoirs de sa charge du contrat qui liait le chef à son peuple, du droit reconnu à tous les

citoyens de faire appel à son jugement ? N'avons-nous pas là une indication précieuse sur les procédures et les mécanismes directs ouverts publics, simples, accessibles, par lesquels les conflits et les tensions potentielles pouvaient être résolus au mieux des intérêts de tous?

Du temps du Fouta Toro, la notion d'association ou de coalition de personnes physiques unies par des buts et des objectifs politiques communs, c'est-à-dire la notion de parti politique n'était pas inconnue. En effet, après la conquête du Fouta vers 1515 par les Deniankobe et la mise en place par les vainqueurs d'une politique d'assujettissement, on se rappelle qu'une situation de trouble et de résistance s'était développée à la faveur de laquelle se constitua un parti musulman, le parti torodo, qui prêcha, sous la direction de Suleyman Baal, la guerre sainte de libération nationale contre les envahisseurs. Ces derniers ayant été vaincus, le parti torodo rétablit l'imamat et prit en main le gouvernement du pays dans tous les domaines pour la période allant de 1776 à 1881.

Si, du Fouta, nous tournons le regard vers l'Ouest, nous découvrons le royaume du Waalo, où l'organisation des institutions et l'exercice des magistratures avaient été aménagés de manière à décourager toute velléité d'accaparement du pouvoir par une seule personne, donc de personnalisation au pouvoir au détriment du peuple.

Si le royaume était, par exemple, dirigé par le *brak*, Robin affirme que le pouvoir de ce monarque n'avait rien d'autocratique et soutient même qu'il n'était, tout compte fait, qu'un « chef honorifique et symbolique », une sorte de *primus inter pares*. Le *brak* était appelé, ne l'oublions pas, le *ndjiir*. C'est-à-dire celui qui ouvre la marche de la communauté de ses pairs alignés derrière lui. En effet, la réalité du pouvoir était répartie entre différents organes et corps constitués, parmi lesquels le *Seb ak bawar*, assemblée désignée par le peuple, à laquelle était dévolue le pouvoir de nommer le *brak*, mais aussi celui de le destituer en cas de carence ou de faute grave.

La tradition orale a conservé le souvenir de certaines délibérations au cours desquelles le *Seb ak bawar* exerça pleinement ses attributions de conseil chargé de faire respecter les droits des individus et du peuple. Lorsque Dégèen Fara, sœur du *brak* Bar Tiaka, qui a régné de 1630 à 1670, multiplia, dans le royaume du Waalo, les exactions contre son peuple, le *Seb ak bawar*, assemblée désignée par le peuple, n'hésita pas à prendre acte de son incompétence, de sa félonie, de son autoritarisme excessif et à le destituer pour mettre à sa place son neveu Yerim Mbanik.

C'est que, dans la quasi-totalité des royaumes wolof, le plus souvent, la royauté était moins une sinécure, une fonction de prestige ou un moyen d'enrichissement qu'un sacerdoce véritable, fondé sur des exigences sacrées, dont l'un des principales était le respect des droits du peuple et des individus. Le vrai chef, enseignait-on, devait toujours obligatoirement respecter les croyances du groupe ou de la collectivité et toutes les prérogatives et droits reconnus à ses sujets, faute de quoi, les normes du contrat social qui le liaient à eux étant violées, la rébellion devenait légitime.

Ce fut parce que les normes de bienséance, de respect mutuel avaient été unilatéralement violées par Dedeuf Njogu, roi du Jolof, qu'Amari Ngone Sobel avait décidé de provoquer la sécession de son royaume, donnant ainsi naissance au Kayoor. La bataille de Janki, que provoqua cet événement, marqua l'avènement de la dislocation du grand Jolof mais plus encore, me semble-t-il, l'affirmation du droit des autres peuples qui le composaient à disposer d'eux-mêmes, à partir du moment où le centralisme et l'absolutisme royal devenaient excessifs, autocratiques et violaient les normes et les usages qui les justifiaient.

4. Se lit - lit -, - khel -, - Khalate -.
5. Se lisent - djom - et - laida -

8. Se lit -giathi-.

9. *Sutura*, discrétion dans sa vie privée :ngor: sens de l'honneur ; decret: idelité à son sang et su respect qu'on lui doit.

Tour à tour, le Baol, le Siin et le Saalum prirent naissance et s'affirmèrent comme des entités historiques indépendantes. Ainsi, pour éviter toute crise, les rapports du chef avec son peuple ou ses vassaux étaient fondés sur la règle du *deggoo* et du *disso*(10), c'est-à-dire la concertation permanente en vue de l'accord parfait dans les décisions, actions prises ou à prendre. Ici, les notions de majorité et de minorité n'étaient jamais tenues pour des données statistiques, quantitatives, arithmétiques, mais pour des indicateurs servant à la recherche du consensus souhaité par tous.

Si je passe au royaume du Cayor, je découvre là aussi tout un code complexe d'usages, de coutumes, de règles à valeur constitutionnelle, qui ont régi pendant plus de quatre siècles aussi bien les organes de la société que les relations entre le pouvoir, le peuple et les individus.

Le roi était investi dans ce dernier royaume par ce que l'historien Cheikh Anta Diop appelle un « conseil de gouvernement ». Il s'agissait d'un organe au sein duquel tous les corps de la nation, sans exception, étaient représentés. C'est ainsi que, si le *jawerin mbul*, qui présidait le conseil, devait être choisi par les *geer*, « le Lamani Diamatli, le Bataloupe N'Diob et le Badie Gateigne », qui étaient tous les trois des gouverneurs de provinces importantes, devaient obligatoirement appartenir à la catégorie des *neeno* ou gens de caste.

A une époque où l'islamisation n'était pourtant qu'un phénomène périphérique, il est intéressant de noter que le souci de faire participer tous les courants de pensée philosophique à la gestion des affaires du pays avait conduit la société à conférer à la religion nouvelle une place au gouvernement, en la personne de l'imam de Mballé et du *serin* de Cobe.

Enfin, chose impensable pour un Européen de cette époque, le *jawerin mbul* représentait les esclaves de case au nom du principe *seed kuneek cereem*(11).

Le Sénégalien, intériorisant tous ces acquis, en avait tout naturellement tiré assez tôt une prise de conscience démocratique précoce, une certaine liberté d'allure et de comportement, un esprit de tolérance et d'ouverture, la conscience d'un certain nombre de droits, dont la langue wolof a gardé le souvenir. Ce sont : Le droit de réunir, *book dajee*(12), qui n'était soumis à aucune autorisation préalable ni à aucune limitation de durée dans le temps et dans l'espace.

Le droit d'association, *mbootay*, qui était lui aussi totalement libre et accessible à toutes les couches sociales.

Le droit d'expression, *wax sa xalaat*(13), droit imposant à celui qui en usait des obligations de modération et de bienséance. Il s'agissait là d'un droit qui, une fois remis en cause par le système colonial, avait justement donné naissance à une réaction connue sous la forme du *kali*, langage par euphémisme, codé, érotique, sorte de communication médiatisée par une sorte d'initiation. Le droit de libre choix, *taan sa bula neex* (14), dans les limites fixées, il est vrai, par les usages établis.

On pourrait y ajouter un attachement quasi charnel à l'idée de justice et une répulsion tout aussi forte à toute forme d'injustice, qu'elle soit économique, politique, sociale ou culturelle; une certaine liberté d'expression et un sens critique très développé: la foi en une certaine forme d'égalité devant certains droits: refus de l'arbitraire, une conception de l'homme s'inspirant de la notion de *nawlie* (égaux): l'attachement à une conscience de soi, qu'illustrent une susceptibilité ombrageuse, *gawa giis sa bopp*(15), un certain sens de l'homme, de sa liberté, de sa dignité, le rejet de toute forme d'humiliation et de domination excessive, de tout totalitarisme et de la dictature sous toutes ses formes, *daag bumu njaam gi*(16).

La société wolof précoloniale était et demeure en effet, encore largement aujourd'hui, une société d'opinion publique, où les faits et gestes des leaders étaient surveillés, comptabilisés et les manquements aux principes de justice, aux droits des populations décriés et amplifiés par des rumeurs verbales très persistantes. La pratique du *jiin* (défi public par un tam-tam) avait justement été instituée et protégée pour donner au peuple et aux individus le moyen de dénoncer certains abus; il n'était pas rare que certains monarques en fussent les victimes. Ce fut notamment le cas du

dammel Dau Demba du Cayor, déposé en 1647 grâce à l'action de Kocc Barma; ce fut également le cas du trente-deuxième *buur* Saalum Paxa Fal, qui, contraint à l'exil pour abus de pouvoir, périt noyé à Sangomar.

Cette société wolof connaissait et reconnaissait, en outre: Le droit à la propriété et au travail. Abdoulaye Bara Diop (17) a prouvé avec éclat, dans sa thèse récente, que la société wolof n'a pas connu le modèle du paysan-serf assujéti à la glèbe, taillable et corvéable à merci, et sur lequel le seigneur avait droit de vie ou de mort. J'ajoute que la torture physique sous sa forme européenne ne me semble pas non plus avoir existé dans ces sociétés. De même, la prison sous sa forme classique était inconnue en Sénégal. Bien qu'on en trouve trace dans certains empires du Soudan nigérien.

Le droit à l'éducation, à la culture, à sa culture, était une exigence morale qui s'imposait à tous; l'expression *yaru*(18), qui désignait le résultat d'une bonne éducation, était en même temps considérée comme le critère par excellence de la connaissance puisque la personne mal élevée était dite *xamadi* (qui ignore ce qu'il faut savoir).

Il en était de même du droit à la vie privée (*moan gace*)(19) et du droit au bonheur et à la paix (*aam jamm ak teranga*)(20).

Les dispositions expresses protégeaient l'enfant, la femme, la personne âgée (*Bul ko top xaale la, but ko top jigeen - la maagbax na bayi dim reev*)(21), c'est-à-dire les *neew doole*(22).

Les personnes âgées n'étaient jamais isolées; au contraire, elles bénéficiaient de l'affection de leurs enfants et vivaient parmi eux, et l'on continuait à les consulter sur tous les problèmes qui pouvaient se poser. Les femmes, elles, bénéficiaient dans un royaume comme le Waalo de pouvoirs considérables, comme l'illustrent la fonction de la *lingeer* (reine mère), ou la place et le rôle dévolus à l'avvo (première épouse du roi), ou encore le sacrifice des femmes de Ndeer. Cela transparait aussi dans l'importance donnée à la descendance utérine ou *meen* dans les critères d'accession au trône, notamment au Kayoor ou en pays seereer, ou bien dans la conservation du pouvoir, symbolisée par le sacrifice de Birame Yasiin Bubu, enfin par la place que la notion de *ligei ndeyi*(23) occupait dans la conscience populaire. Aux femmes était en outre reconnu un droit naturel à la maternité, qui, dans les cas de stérilité, se traduisait par le « don » d'un enfant à toutes celles qui ne pouvaient en avoir.

De même, on a tendance à oublier que le droit au séparatisme et à l'exil, c'est-à-dire le *gaeday*, était attesté. C'était le cas lorsqu'une personne était frappée d'un déshonneur la ravalant au rang d'être marginal, obligé alors de se couper de son milieu pour aller fonder ailleurs une nouvelle vie (car le dédain social était la pire des punitions), elle pouvait sans obstacle quitter le village pour une destination inconnue. Ce fut précisément parce que la prison d'inspiration européenne portait atteinte au droit au libre séparatisme et imposait la nécessité de la réclusion carcérale punitive qu'elle fut l'objet d'un rejet presque unanime. Matérialisation concrète de la marginalité sociale et de la déchéance morale qui en était le corollaire, elle fut amèrement ressentie par beaucoup de prévenus comme une forme inqualifiable de déshonneur, ce qui conduisit bon nombre de prisonniers à se jeter dans le fleuve à Saint-Louis (où le colonisateur avait créé la première prison) plutôt

10 C'est-à-dire l'entente et la consultation.

11 *Seed kuneek cereem*: réserver à chacun la part légitime de pouvoir qui lui revient.

12 Se lit -book dajee-

13 Se lit - waksh sa khalat -.

14 Se lit - ta ne sa bula neekh -.

16 Signifie briser les chaînes de l'esclavage.

17 A.B. Diop : *La société wolof*... Paris. Kurthalia. 1980.

18 Signifie bien éduqué.

20 Se lit - am jam ak teranga -

21 Ces expressions invitent les personnes auxquelles elles s'adressent à se comporter de manière très tolérante avec les enfants, les femmes, les personnes âgées défavorisées.

22 L'expression *neew doote* signifie personnes sans défense.

23 Expression mettant tout succès ou échec de l'homme sur le compte de sa mère

que d'être incarcérés, ou bien à lutter, les armes à la main, jusqu'à la mort. L'exemple le plus illustre de cet état d'esprit est sans conteste celui de Jeeri Ndella Kumba. qui assassina le commandant Chautemps en 1904 à Thiès.

Le droit à la séparation était, au demeurant, facilité par le droit d'asile, le droit d'accueil, de logement, de nourriture, d'assistance, ainsi que par le droit à la sécurité et à la protection de l'étranger, de ses biens, de sa santé, jusqu'au droit à l'enterrement qui était garanti aux non-nationaux par les usages traditionnels en cas de décès imprévu. Makodu et Lat Joor, par exemple, bénéficièrent du droit d'asile auprès de Maba Oiaxu Ba. Alhuri accueillit Lat Joor, banni par des Européens au nom du même principe, et fut lui-même accueilli par Ahmadu Bamba. Ahmadu Bamba en personne ne put s'empêcher de donner asile à beaucoup de chefs traditionnels déchus, notwithstanding l'opposition de la France; ce fut le cas avec : Birahim Kodu Maram et Amadu Makurega, du Gât; Mbar Joor Sigaa du Mbul, parent du damme/Samba Fal; Manel Fal, ex-chef de canton démissionnaire; Briam Bige Jeng, ex-chef de Ndongol révoqué; Maba Awa du Saalum, frère de Saer Maty, fils de Maba; Sarin Bamba du Saalum, cousin de Biram Siise, ex-chef du Saalum. Toutefois, l'exilé ou l'étranger voyait les droits qui lui étaient reconnus compensés par certains devoirs, dont celui de la discrétion et de l'humilité (*gaan du yewi beey*) (24). On se souvient de la manière dont Maba répondit au gouverneur Faidherbe - qui lui reprochait d'avoir accueilli Lat Joor - en lui rappelant le proverbe wolof : *Gaan ganale, teru, teraal*(25).

Dans le même ordre d'idée, le droit à la solidarité de tous était imprescriptible et sacré dès que la personne en détresse faisait connaître son infortune. C'était là le sens du *walu* et du *ndimbaal*. Le langage tambouriné employé lorsqu'une personne était mordue par un serpent venimeux, par exemple, obligeait tout guérisseur qui l'entendait à abandonner ce qu'il était en train de faire pour porter secours immédiatement à la victime, faute de quoi il pouvait être considéré comme moralement responsable de sa mort au cas où celle-ci succombait en raison du manque d'assistance.

Bien entendu, le droit de circuler, d'aller et venir sans autorisation ni visa, d'accéder aux fonctions correspondante son rang, d'estimer en justice était reconnu à tous.

Dans une université comme celle de Pire, il existait même tout un code de franchises universitaires reconnues par le *damme!* à tous ceux qui, ayant enfreint la loi, venaient chercher refuge dans l'enceinte de l'institution.

Enfin, s'il est vrai que, malgré ces performances, la société wolof rétablissait une certaine forme d'inégalité et de domination entre ses membres, inégalité et domination symbolisées par le système des castes, celui-ci n'était pas sans contrepartie. Il était, par exemple, tempéré par certains privilèges exceptionnels, tels que le devoir de prodigalité imposé au plus noble en faveur du moins noble, le privilège reconnu à ce dernier de dire certaines vérités en public au monarque et, surtout, une égale aspiration à la dignité. Autrement, on ne comprendrait point qu'Amadu Dugway Chedor, retraçant la bataille de Gile, ait noté que, défiant le danger, le griot Muse Buri Degen Jen, après avoir vainement tenté d'empêcher le *damme!* Samba Laobe Fal d'attaquer le Jolof, prit néanmoins la tête de ces troupes, et, devant la débâcle de la cavalerie cayorienne, lui cria : «*Damme!* Samba Laobe, regarde-moi, car tu ne me verras plus. Tes troupes lâchent pied et abandonnent. Je ne survivrai pas à cette honte. Adieu, *damme!*», avant de forcer tête baissée sur son fier coursier Yaram, à l'assaut des forces ennemies, pour mériter d'avoir le premier fait le sacrifice de sa vie pour la gloire du Cayor, dans une guerre qu'il avait pourtant déconseillé de mener. Mais nous savons aussi la société wolof n'a jamais été une société fermée, évoluant en vase clos. Ouverte à maintes influences venues du dehors, elle en a subi la marque. Parmi ces influences, l'Islam et la colonisation furent les plus déterminants. Tandis que le premier confortait la situation préexistante, le second la remettait en cause pour ainsi dire totalement.

L'influence de l'Islam

Les manifestations les plus immédiatement perceptibles de l'influence spirituelle et sociale introduite par l'Islam touchent plu-

sieurs domaines de la vie du peuple wolof : la spiritualité, la moralité, le droit et le statut des personnes, le système politique, les rapports de l'homme avec les autres hommes, les rapports de l'homme avec la nature, les rapports de l'homme avec le divin.

En proclamant de la façon la plus intransigeante la transcendance du Dieu unique et, en fondant sur elle un type nouveau de communauté, l'Islam donna aux populations sénégalaises la conscience de leur dimension proprement humaine, c'est-à-dire divine, et l'âme d'une nouvelle vie collective. En proclamant a « il n'y a d'autre dieu que Dieu », il rappelait que la raison d'être de toute vie d'homme, de cet homme universel évoqué par Ibn Arabi comme par Al Jili, « c'est de faire de sa vie un lieu de la manifestation du divin ». Il en découlait une nouvelle moralité et des règles de vie sociale fondées sur les notions de crainte de Dieu, d'amour du prochain, d'esprit de vraie fraternité, de respect de la personne humaine, de la vie, de la liberté et de la sécurité matérielle et psychologique des populations, qui confortèrent considérablement toutes les valeurs correspondantes, déjà en vigueur, dans les sociétés traditionnelles.

Sur le plan du droit, le nouveau droit islamique se fondait sur la conception coranique de bien et de mal et sur les notions de péché et de récompense. Ce qui est bien est licite, ce qui est mal est illicite; or, il ne faut faire que ce qui est bien et s'interdire de commettre ce qui est illicite, c'est-à-dire le péché. L'Islam affirme, de plus, que nul ne saurait échapper à la loi divine, pas même le souverain d'un pays, pas même les prophètes. Enfin, de cette conception découlait toute une hiérarchie de sanctions dont les unes étaient matérielles, les autres spirituelles. Cette élaboration offrit, évidemment, un nouveau sens à la vie et à l'homme, donna à ce dernier une place plus importante dans la société dans la mesure où, grâce à elle, il se rapprochait de Dieu par l'obéissance, la charité, la pitié et, surtout, par les victoires quotidiennes qu'il devait remporter sur ses mauvais penchants, sur son moi ou son *nafs*. C'est cela, au demeurant, la *djihad*, la vraie lutte que chaque homme doit mener pour dominer ses passions, persévérer dans le bien pour soi et ses semblables, s'écarter du mal et de ses méfaits.

Mais l'islamisation des sociétés sénégalaises eut une autre conséquence touchant instantanément au statut des personnes en général, à la condition de la femme, de l'esclave, de l'orphelin en particulier.

L'Islam enseigna que tous les êtres humains forment un même peuple, le peuple de Dieu. Cela signifiait que tous les êtres humains, parce qu'ils sont des créatures de Dieu, méritent le respect quelle que soit la confession à laquelle ils appartiennent ou qu'ils professent. Tous les êtres humains sont égaux devant Dieu. L'Arabe n'est pas supérieur au non-Arabe, le Blanc au Noir ou au Jaune. La supériorité, quand elle existe, ne peut se fonder que sur la pitié, et sur elle seule, mais jamais sur la naissance, la condition sociale ou la fortune. Ce faisant, l'Islam atténua le régime des castes. Cela fut évident notamment dans un mouvement religieux comme le tidjanisme.

La femme était donc reconnue comme l'égale de l'homme de par sa condition de croyante et son statut de créature de Dieu. Elle est astreinte aux mêmes pratiques culturelles que lui; elle est l'objet des mêmes interdictions (jeux de hasard, alcool, porc, adultère, défaillance morale, etc.); elle est soumise au respect d'une moralité équivalente; elle peut jouir du droit de propriété, posséder des biens, ester en justice, défendre ses droits, donner son avis sur les mariages, y compris le sien; elle peut demander le divorce. Elle a droit à la protection de son honneur et de sa respectabilité contre les mauvaises langues, les calomnies de la société, à la protection de sa beauté physique contre les agressions des sadiques; elle peut accéder au paradis par la seule vertu de ses mérites personnels, indépendamment de son mari, et peut, de même, obtenir dans la pratique du mysticisme des privilèges élevés et envies. L'Islam accorda en plus à la femme une part d'héritage égale à la moitié de celle de l'homme. Il ne lui interdit point d'exercer un métier, d'accéder aux fonctions publiques, de participer à la vie de

24. Cela veut dire que l'étranger n'a pas le droit d'aller détacher un chèvre de son feu

25. Proverbe signifiant que l'étranger doit être fêté, honoré, élevé.

la nation, y compris les guerres. Il lui contera le droit déjà existant au respect de son mari, à son affection et à sa considération. Celui-ci doit la consulter, l'informer de tout ce qu'il entreprend, tenir compte de son avis, l'aider dans l'administration du ménage. Ainsi l'islam conforta d'autant le statut antérieur jusque-là détenu par la femme et l'établit sur des bases philosophiques renforcées. A la conception d'une communauté fondée soit sur la famille, le clan ou la tribu, c'est-à-dire sur les critères d'origine, de race, de cadre et de conditions de vie, à la notion d'une communauté ethnique ou nationale fondée sur une activité économique (nomade ou sédentaire), sur une langue ou une histoire partagées, c'est-à-dire sur des facteurs historique, géographique ou culturel, l'islam apportait sa reconnaissance, tout en invitant à la dépasser par la création d'une fraternité interraciale et interculturelle en Dieu, s'appuyant sur une expérience vécue et partagée de la transcendance de Dieu. l'*Umma*.

De même, au principe d'un gouvernement réservé à une famille, il apportait un élément de temporisation et de moralisation, en insistant, là où cela faisait défaut, sur la nécessité d'un régime fondé sur la consultation ou *shura* et la pratique de l'élection; enfin, à la conception d'une propriété conçue comme le droit d'user et d'abuser d'un bien, conception très rarement représentée, au demeurant, en Senegambie, l'islam recommandait de substituer une propriété à fonction sociale dont l'usage doit toujours être subordonné à des fins dépassant de loin les limites dérisoires de l'individu ou de la seule famille. La *zakat*, expression du droit et du devoir de solidarité, en est une manifestation exemplaire.

Ainsi, les idées nouvellement introduites eurent évidemment un effet réel sur les droits de l'homme et confortèrent, en général, la plupart des normes qui leur étaient antérieures.

Traite négrière, colonisation et violation des droits de l'homme

Lorsque la traite négrière prit souche et se développa dans les royaumes sénégaubiens, elle engendra des bouleversements profonds qui altérèrent considérablement les mœurs, vicièrent les rapports préexistants, installèrent l'insécurité, l'esprit de rapine, la paralysie des institutions traditionnelles, le recul des droits de l'homme, l'apparition de nouvelles attitudes sociales engendrées soit par la diffusion de plus en plus importante de l'alcool, soit par celles des produits de pacotille introduits en même temps par le commerce triangulaire; apparition aussi de nouvelles aspirations et de nouveaux comportements, d'un processus rampant de surarmement des populations, de formes de bellicisme local, de multiplication des foyers de tensions, tous facteurs qui déstructurèrent les sociétés sénégaubiennes, favorisèrent leur dislocation sociale par le déséquilibre démographique, l'instabilité politique, l'exacerbation des rivalités diverses.

De nouvelles aristocraties guerrières (comme celles des cedo par exemple) commencèrent à s'affirmer, constituant une sorte d'armée de métier au service non plus des intérêts du groupe, mais de ceux de coteries engagées dans la course au pouvoir ou à la prééminence politique.

La plupart des coutumes jusque-là en vigueur et des droits dont ils avaient consacré la permanence furent supprimés. La rivalité, la désharmonie, la cupidité, l'esprit de luxe, de privilège et d'exclusivité, le goût du profit et de la puissance, l'antagonisme des castes, des ordres et, déjà des classes se substituèrent aux équilibres relatifs qui s'étaient établis auparavant. Pour lutter contre cette anarchie, certains royaumes furent obligés de recourir à des méthodes brutales et durent mettre en vigueur certains droits de l'homme.

Les masses violentées, traumatisées, étaient encore la proie de ce bouleversement dramatique et chaotique lorsque la révolution industrielle donna naissance au processus d'expansion impérialiste.

Parce qu'elle est un processus d'occupation territoriale, de domination politique, d'exploitation économique et d'aliénation culturelle imposé par la ruse ou la force, la colonisation fut l'agent le plus actif et le plus décisif dont l'action allait porter les atteintes les plus graves aux droits de l'homme.

A peine les Français s'étaient-ils installés au Sénégal qu'ils y créèrent des institutions dont la composition et les mécanismes de fonctionnement étaient fondés sur l'inégalité, la discrimination, l'accaparement du pouvoir par une minorité, la domination et l'oppression érigées en système de gouvernement, ainsi que sur la méconnaissance délibérée des droits des populations. Qu'il s'agisse de la Compagnie du Sénégal, qui dirigea la colonie de 1719 à 1763, de la fonction de maire, attestée depuis le XVIII^e siècle, de celle du Conseil d'administration, ou du Conseil administratif, du Conseil de la colonie ou du Conseil privé, du Conseil spécial, de l'Assemblée des soixante habitants et fonctionnaires du Sénégal, ou du Conseil du gouvernement, les mêmes principes absolutistes et dominateurs étaient constants dans chacune de ces institutions et dans les règles qui les gouvernaient.

Si, à partir de 1840, la création du Conseil général et de la fonction de délégué donna, un moment, l'illusion du changement, ce fut de courte durée. Les Sénégalais découvrirent bientôt que toutes ces institutions étaient conçues avant tout pour préserver les intérêts d'une minorité privilégiée au détriment de ceux de l'écrasante majorité du peuple. Loin de leur conférer des droits nouveaux ou de confirmer, ne fût-ce que les droits qu'ils tenaient de leurs royaumes traditionnels, il les assujétissaient davantage à la domination arrogante et pesante des hommes d'affaires, des militaires et des administrateurs étrangers.

Certes, la première République avait fondé l'égalité civile. Mais si, en 1794, la Révolution française avait supprimé l'esclavage dans les colonies par un décret de Pluviôse an II, ce même décret avait été, par la suite, annulé par une loi de Floréal an X, qui rétablissait la traite négrière, alors même que l'Angleterre, suivant l'exemple français, avait renoncé à l'esclavage en 1807 et que le Traité de Paris, de 1814 en avait fait de même. Ce ne fut qu'en 1818 que Louis XVIII, jusque-là réticent, accepta de mettre fin à l'esclavage. Pourtant l'inégalité, l'injustice, l'absence de droits de l'homme n'avaient pas cessé au Sénégal, bien au contraire. Le règlement du 17 janvier 1822 avait fixé dans les textes cette situation de droit et de fait. Si les ordonnances des années 1830 et 1833 marquaient un net progrès par rapport au passé, elles ne concernaient que les populations de Saint-Louis et Gorée, soit en tout dix-huit mille personnes sur près d'un million. Et lorsqu'on appliqua l'ordonnance du 25 mars 1830, aux termes de laquelle le territoire de la colonie était considéré de par le code civil, comme partie intégrante de la métropole, on n'en continua pas moins à pratiquer l'esclavage ou à distinguer les « indigènes » des Européens. Cette situation entraîna d'ailleurs, en 1835 et 1837, des crises passagères entre Blancs, d'une part, mulâtres et Noirs de l'autre. Cette crise atteignit en 1839 son paroxysme lors de la création du Conseil général et de la fonction de délégué du Sénégal auprès du roi, et à cause de l'inégalité de condition et de la modicité des droits reconnus aux autochtones.

Si l'établissement du suffrage prétendu universel, proclamé en France en 1848, au Sénégal quelques années plus tard, la suppression de la traite négrière, avaient apporté des changements notables et établi, en théorie du moins, l'égalité politique, ils n'avaient cependant pas changé les mentalités. Le droit de réunion et la liberté de la presse ne furent reconnus qu'en 1881; mais il faut le reconnaître, une fois institués, ils furent le plus souvent respectés. Pourtant, ces droits ne concernaient que les seuls ressortissants des quatre communes de plein exercice. Là, d'ailleurs, la situation était toute différente. Si de nombreux droits y furent effectivement reconnus aux électeurs africains, ceux-ci n'étaient, en fait, qu'une faible minorité. En effet, depuis 1887, le décret du 30 septembre appliquait le régime de l'« indigénat », tandis que l'arrêté local du 12 octobre 1888 mentionnait la liste des infractions applicables aux délinquants. Les populations étaient, quant à elles, réparties en deux groupes relevant de statuts juridiques différents.

D'un côté, il y avait les citoyens; ils comprenaient tous les Français de souche, résidant au pays, et dont les droits étaient égaux à ceux de la métropole, et les habitants des quatre communes de Saint-Louis, Gorée, Rufisque et Dakar, devenus citoyens par la loi militaire du 29 octobre 1915 et celle du 29 septembre 1916. De l'autre, il y avait tous ceux qui n'étaient pas nés dans les quatre communes. Même s'ils étaient issus de la même ethnie et parfois de la même famille, ils étaient tous soumis au statut de sujet fran-

çais. C'était le cas de la majorité des Sénégalais. Les sujets étaient placés sous la dépendance politique directe des administrateurs français. Non seulement ils n'avaient ni les droits ni les libertés des citoyens, mais ils étaient, en plus, assujettis à des servitudes politiques, sociales et économiques, qui les exposaient à des obligations particulières, dont le poids et les limites, n'étant pas toujours fixes par des textes précis, dépendaient le plus souvent de l'arbitraire des autorités locales : le refus de payer l'impôt, le fait de ne pas répondre avec diligence à la réquisition pour les travaux obligatoires ou forcés, ou au recrutement militaire ou simplement tout acte irrespectueux, ou propos offensant, vis-à-vis des représentants de l'autorité entraînaient des finalités immédiatement exécutoires et sans appel, allant de l'amende à l'emprisonnement. Aux termes du décret du 12 août 1912, un sujet français traduit en justice n'avait même pas droit à un conseiller dans une juridiction présidée par le commandant de cercle. Evidemment, du fait de leur statut et puisqu'ils ne participaient pas aux institutions politiques, les sujets ne pouvaient prendre part aux décisions qui les concernaient.

Au niveau syndical, la situation était pire encore. Les vrais citoyens ne pouvaient même pas bénéficier des dispositions de la loi du 21 mars 1884 sur la création des syndicats. Seules étaient autorisées, conformément aux dispositions des articles 219 à 244 du Code pénal français, les associations amicales professionnelles. Il en fut ainsi jusqu'en 1937, date à laquelle le Front populaire accorda aux travailleurs le droit syndical. Et c'est pourquoi, bien

que promulguées en France, la loi du 3 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, celle du 9 juin 1908 sur les accidents du travail, celles de 1910 et 1912 sur la retraite des ouvriers et des paysans ne furent appliquées au Sénégal que bien après. Les syndicats n'étant pas reconnus, une section de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen, créée en 1898 à l'occasion de l'affaire Dreyfus, vit le jour en 1914 à Dakar et Saint-Louis; mais elle donna lieu à peu d'activités et n'eut, somme toute, qu'une autorité assez faible face au boycottage dont elle fut l'objet de la part des milieux coloniaux. Bien entendu, presque rien n'avait été fait en faveur des femmes, des jeunes et des personnes âgées. Il en fut ainsi jusqu'en 1945, date à partir de laquelle intervinrent des changements notables dans les droits des colonisés.

En conclusion, les sociétés sénégalaises avaient non seulement une philosophie constante et élevée des droits de l'homme, mais en avaient fait une pratique qui dura tant que le système colonial n'établissait point sa domination sur leur pays. Ce fut, sans doute, parce qu'il ne pouvait pas ignorer tout ce substrat que le colonisateur aménagea à Saint-Louis, Goree, Rufisque et Dakar les quatre communes de plein exercice.

Et c'est sans nul doute à cause de cet héritage que le Sénégal et la Gambie sont demeurés des pays de pluralisme politique, où certains droits de l'homme ont souvent été reconnus et, en partie, sauvegardés, depuis l'indépendance de ces pays malgré les vicissitudes d'une histoire parfois troublée.

III

CHARTRE AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES

Préambule

Les Etats africains membres de l'OUA, parties à la présente charte, qui porte le titre de « Charte africaine des droits de l'homme et des peuples » :

Rappelant la décision 115 (XVI) de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement en sa seizième session ordinaire, tenue à Monrovia (Libéria) du 17 au 20 juillet 1979, relative à l'élaboration d'un avant-projet de charte africaine des droits de l'homme et des peuples, prévoyant notamment l'institution d'organes de promotion et de protection des droits de l'homme et des peuples ».

Considérant la Charte de l'Organisation de l'unité africaine, aux termes de laquelle « la liberté, l'égalité, la justice et la dignité sont des objectifs essentiels à la réalisation des aspirations légitimes des peuples africains ».

Réaffirmant l'engagement qu'ils ont solennellement pris à l'article 2 de ladite charte d'éliminer sous toutes ses formes le colonialisme de l'Afrique, de coordonner et d'intensifier leur coopération et leurs efforts pour offrir de meilleures conditions d'existence aux peuples d'Afrique, de favoriser la coopération internationale en tenant dûment compte de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Tenant compte des vertus de leurs traditions historiques et des valeurs de civilisation africaine qui doivent inspirer et caractériser leurs réflexions sur la conception des droits de l'homme et des peuples.

Reconnaissant que, d'une part, les droits fondamentaux de l'être humain sont fondés sur les attributs de la personne humaine, ce

qui justifie leur protection internationale, et que, d'autre part, la réalité et le respect des droits du peuple doivent nécessairement garantir les droits de l'homme.

Considérant que la jouissance des droits et libertés implique l'accomplissement des devoirs de chacun.

Convaincus qu'il est essentiel d'accorder désormais une attention particulière au droit au développement : que les droits civils et politiques sont indissociables des droits économiques, sociaux et culturels, tant dans leur conception que dans leur universalité, et que la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels garantit la jouissance des droits civils et politiques.

Conscients de leur devoir de libérer totalement l'Afrique, dont les peuples continuent à lutter pour leur indépendance véritable et leur dignité, et s'engageant à éliminer le colonialisme, le néocolonialisme, l'apartheid, le sionisme, les bases militaires étrangères d'agression et toute forme de discrimination, notamment celle fondée sur la race, l'ethnie, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou l'opinion politique.

Réaffirmant leur attachement aux libertés et aux droits de l'homme et des peuples contenus dans les déclarations, conventions et autres instruments adoptés dans le cadre de l'Organisation de l'unité africaine, du Mouvement des pays non alignés et de l'Organisation des Nations Unies.

Fermement convaincus de leur devoir d'assurer la promotion et la protection des droits et libertés de l'homme et des peuples, compte dûment tenu de l'importance primordiale traditionnellement attachés en Afrique à ces droits et libertés.

Sont convenus de ce qui suit :

Première partie - Des droits et des devoirs

Chapitre premier - Des droits de l'homme et des peuples

Article premier

Les Etats membres de l'Organisation de l'Unité africaine, partie à

la présente charte, reconnaissent les droits, devoirs et libertés énoncées dans cette charte et s'engagent à adopter des mesures législatives ou autres pour les appliquer.

Toute personne a droit à la jouissance des droits et libertés reconnus et garantis dans la présente charte sans distinction aucune notamment de race, d'ethnie, de couleur, de sexe, de langue de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

Art. 3

1. Toutes les personnes bénéficient d'une totale égalité devant la loi.
2. Toutes les personnes ont droit à une égale protection de la loi.

Art. 4

La personne humaine est inviolable. Tout être humain a droit au respect de sa vie et à l'intégrité physique et morale de sa personne. Nul ne peut être privé arbitrairement de ce droit.

An. 5

Tout individu a droit au respect de la dignité inhérente à la personne humaine et à la reconnaissance de sa personnalité juridique. Toute forme d'exploitation et d'avilissement de l'homme, notamment l'esclavage, la traite des personnes, la torture physique ou morale et les peines ou les traitements cruels inhumains ou dégradants, est interdite.

Art. 6

Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf pour des motifs et dans des conditions préalablement déterminés par la loi; en particulier, nul ne peut être arrêté ou détenu arbitrairement.

Art. 7

1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue. Ce droit comprend : a) le droit de saisir les juridictions nationales compétentes de tout acte violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus et garantis par les conventions, les lois, règlements et coutumes en vigueur; b) le droit à la présomption d'innocence jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie par une juridiction compétente; c) le droit à la défense, y compris celui de se faire assister par un défenseur de son choix; d) le droit d'être jugé dans un délai raisonnable par une juridiction impartiale.

2. Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui ne constituait pas, au moment où elle a eu lieu, une infraction légalement punissable. Aucune peine ne peut être infligée si elle n'a pas été prévue au moment où l'infraction a été commise. La peine est personnelle et ne peut frapper que le délinquant.

Art. 8

La liberté de conscience, la profession et la pratique libre de la religion sont garanties. Sous réserve de l'ordre public, nul ne peut être l'objet de mesures de contrainte visant à restreindre la manifestation de ces libertés.

Art. 9

1. Toute personne a droit à l'information.
2. Toute personne a le droit d'exprimer et de diffuser ses opinions dans le cadre des lois et des règlements.

Art. 10

1. Toute personne a le droit de constituer librement des associations avec d'autres, sous réserve de se conformer aux règles édictées par la loi.
2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association, sous réserve de l'obligation de solidarité prévue à l'article 29.

An. 11

Toute personne a le droit de se réunir librement avec d'autres. Ce droit s'exerce sous la seule réserve des restrictions nécessaires édictées par les lois et règlements, notamment dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté d'autrui, de la santé, de la morale ou des droits et libertés des personnes.

Art. 12

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat, sous réserve de se conformer aux règles édictées par la loi.
2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. Ce droit ne peut faire l'objet de restrictions que si celles-ci sont prévues par la loi, nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques

3. Toute personne a le droit, en cas de persécution, de rechercher et de recevoir asile en territoire étranger, conformément à la loi de chaque pays et aux conventions internationales.

4. L'étranger légalement admis sur le territoire d'un Etat partie à la présente charte ne pourra en être expulsé qu'en vertu d'une décision conforme à la loi.

5. L'expulsion collective d'étrangers est interdite. L'expulsion collective est celle qui vise globalement des groupes nationaux, raciaux, ethniques ou religieux.

An. 13

1. Tous les citoyens ont le droit de participer librement à la direction des affaires publiques de leur pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis, ce, conformément aux régies édictées par la loi.

2. Tous les citoyens ont également le droit d'accéder aux fonctions publiques de leurs pays.

3. Toute personne a le droit d'user des biens et services publics dans la stricte égalité de tous devant la loi.

Art. 14

Le droit de propriété est garanti. Il ne peut y être porté atteinte que par nécessité publique ou dans l'intérêt général de la collectivité, ce, conformément aux dispositions des lois appropriées.

Art. 15

Toute personne a le droit de travailler dans des conditions équitables et satisfaisantes et de percevoir un salaire égal pour un travail égal.

An. 16

1. Toute personne a le droit de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre.

2. Les Etats parties à la présente charte s'engagent à prendre les mesures nécessaires en vue de protéger la santé de leurs populations et de leur assurer l'assistance médicale en cas de maladie.

An. 17

1. Toute personne a droit à l'éducation.

2. Toute personne peut prendre part librement à la vie culturelle de la communauté.

3- La promotion et la protection de la morale et des valeurs traditionnelles reconnues par la communauté constituent un devoir de l'Etat dans le cadre de la sauvegarde des droits de l'homme.

Art. 18

1. La famille est l'élément naturel et la base de la société. Elle doit être protégée par l'Etat, qui doit veiller à sa santé physique et morale.

2. L'Etat a l'obligation d'assister la famille dans sa mission de gardienne de la morale et des valeurs traditionnelles reconnues par la Communauté.

3. L'Etat a le devoir de veiller à l'élimination de toute discrimination contre la femme et d'assurer la protection des droits de la femme et de l'enfant tels que stipulés dans les déclarations et conventions internationales.

4. Les personnes âgées ou handicapées ont également droit à des mesures spécifiques de protection en rapport avec leurs besoins physiques ou moraux.

An. 19

Tous les peuples sont égaux; ils jouissent de la même dignité et ont les mêmes droits. Rien ne peut justifier la domination d'un peuple par un autre.

Art. 20

1. Tout peuple a droit à l'existence. Tout peuple a un droit imprescriptible et inaliénable à l'autodétermination. Il détermine librement son statut politique et assure son développement économique et social selon la voie qu'il a librement choisie.

2. Les peuples colonisés ou opprimés ont le droit de se libérer de leur état de domination en recourant à tout moyen reconnu par la communauté internationale.

3. Tous les peuples ont droit à l'assistance des Etats parties à la présente charte dans leur lutte de libération contre la domination étrangère, qu'elle soit d'ordre politique, économique ou culturel.

Art. 21

1. Les peuples ont la libre disposition de leurs richesses et de leurs ressources naturelles. Ce droit s'exerce dans l'intérêt exclusif des populations. En aucun cas, un peuple ne peut en être privé.

2. En cas de spoliation, le peuple spolié a droit à la légitime réparation de ses biens ainsi qu'à une indemnisation adéquate.
3. La libre disposition des richesses et des ressources naturelles s'exerce sans préjudice de l'obligation de promouvoir une coopération économique internationale fondée sur le respect mutuel, l'échange équitable et les principes du droit international.
4. Les Etats parties à la présente charte s'engagent, tant individuellement que collectivement, à exercer le droit de libre disposition de leurs richesses et de leurs ressources naturelles en vue de renforcer l'unité et la solidarité africaines.
5. Les Etats parties à la présente charte s'engagent à éliminer toutes les formes d'exploitation économique étrangère, notamment celle qui est pratiquée par des monopoles internationaux, afin de permettre à la population de chaque pays de bénéficier pleinement des avantages provenant de ses ressources nationales.

Art 22

1. Tous les peuples ont droit à leur développement économique, social et culturel dans le respect strict de leur liberté et de leur identité, et à la jouissance égale du patrimoine commun de l'humanité.
2. Les Etats ont le devoir, séparément ou en coopération, d'assurer l'exercice du droit au développement.

Art 23

1. Les peuples ont droit à la paix et à la sécurité tant sur le plan national que sur le plan international. Le principe de solidarité et de relations amicales affirmé implicitement par la Charte de l'Organisation des Nations Unies et réaffirmé par celle de l'Organisation de l'Unité Africaine aux rapports entre les Etats.
2. Dans le but de renforcer la paix, la solidarité et les relations amicales, les Etats parties à la présente charte s'engagent à interdire : a) qu'une personne jouissant du droit d'asile aux termes de l'article 12 de la présente charte entreprenne une activité subversive dirigée contre son pays d'origine ou contre tout autre pays partie à la présente charte; b) que leurs territoires soient utilisés comme base de départ d'activités subversives ou terroristes dirigées contre le peuple de tout autre Etat partie à la présente charte.

Art 24

Tous les peuples ont droit à un environnement satisfaisant et global, propice à leur développement.

Art 25

Les Etats parties à la présente charte ont le devoir de promouvoir et d'assurer, par l'enseignement, l'éducation et la diffusion, le respect des droits et des libertés contenus dans la présente charte, et de prendre des mesures en vue de veiller à ce que ces libertés et droits soient compris, de même que les obligations et devoirs correspondants.

Art. 26

Les Etats parties à la présente charte ont le devoir de garantir l'indépendance des tribunaux et de permettre l'établissement et le perfectionnement d'institutions nationales appropriées chargées de la promotion et de la protection des droits et libertés garantis par la présente charte.

Chapitre II - Des devoirs

Art. 27

1. Chaque individu a des devoirs envers la famille et la société, envers l'Etat et les autres collectivités légalement reconnues, et envers la communauté internationale.
2. Les droits et les libertés de chaque personne s'exercent dans le respect du droit d'autrui, de la sécurité collective, de la morale et de l'intérêt commun.

Art. 28

Chaque individu a le devoir de respecter et de considérer ses semblables sans discrimination aucune, et d'entretenir avec eux des relations qui permettent de promouvoir, de sauvegarder et de renforcer le respect et la tolérance réciproques.

Art. 29

L'individu a en outre le devoir :

1. De préserver le développement harmonieux de la famille et d'œuvrer en faveur de la cohésion et du respect de cette famille : respecter à tout moment ses parents, les nourrir, les assister en cas de nécessité.
2. De servir sa communauté nationale en mettant ses capacités physiques et intellectuelles à son service.
3. De ne pas compromettre la sécurité de l'Etat dont il est national ou résident.
4. De préserver et de renforcer la solidarité sociale et nationale, singulièrement lorsque celle-ci est menacée.
5. De préserver et de renforcer l'indépendance nationale et l'intégrité territoriale de la patrie, et, d'une façon générale, de contribuer à la défense de son pays, dans les conditions fixées par la loi.
6. De travailler, dans la mesure de ses capacités et de ses possibilités, et de s'acquitter des contributions fixées par la loi pour la sauvegarde des intérêts fondamentaux de la société.
7. De veiller, dans ses relations avec la société, à la préservation et au renforcement des valeurs culturelles africaines positives dans un esprit de tolérance, de dialogue et de concertation, et, d'une façon générale, de contribuer à la promotion de la santé morale de la société.
8. De contribuer au mieux de ses capacités, à tout moment et à tous les niveaux, à la promotion et à la réalisation de l'unité africaine.

Deuxième partie - Des mesures de sauvegarde

Chapitre premier - De la composition et de l'Organisation de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples

Art 30

Il est créé auprès de l'Organisation de l'Unité africaine une Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, ci-dessous dénommée « la Commission », chargée de promouvoir les droits de l'homme et des peuples et d'assurer leur protection en Afrique.

Art. 31

1. La Commission se compose de onze membres qui doivent être choisis parmi les personnalités africaines jouissant de la plus haute considération, connues pour leur haute moralité, leur intégrité et leur impartialité, et possédant une compétence en matière de droits de l'homme et des peuples, un intérêt particulier devant

en matière de droit.

2. Les membres de la Commission siègent à titre personnel.

Art 32

La Commission ne peut comprendre plus d'un ressortissant du même Etat.

An. 33

Les membres de la Commission sont élus au scrutin secret, par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, sur une liste de

personnes présentées, à cet effet, par les Etats parties à la présente charte.

Art. 34

Chaque Etat partie à la présente charte peut présenter deux candidats au plus. Les candidats doivent avoir la nationalité d'un des Etats parties à la présente charte. Quand deux candidats sont présentés par un Etat, l'un des deux ne peut être national de cet Etat.

Art 35

1. Le Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine invite les Etats parties à la présente charte à procéder, dans un délai d'au moins quatre mois, avant les élections, à la présentation des candidats à la Commission.
2. Le Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine dresse la liste alphabétique des personnes ainsi présentées et la communique, un mois au moins avant les élections, aux chefs d'Etat et de gouvernement.

Art. 36

Les membres de la Commission sont élus pour une période de six ans renouvelable. Toutefois, le mandat de quatre des membres élus lors de la première élection prend fin au bout de deux ans et le mandat de trois autres au bout de quatre ans.

An. 37

Immédiatement après la première élection, les noms des membres visés à l'article 36 sont tirés au sort par le président de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA.

Art. 33

Après leur élection, les membres de la Commission font la déclaration solennelle de bien et fidèlement remplir leurs fonctions en toute impartialité.

Art. 39

1. En cas de décès ou de démission d'un membre de la Commission, le Président de la Commission en informe immédiatement le Secrétaire général de l'OUA, qui déclare le siège vacant à partir de la date du décès ou de celle à laquelle la démission prend effet.

2. Si, de l'avis unanime des autres membres de la Commission, un membre a cessé de remplir ses fonctions pour toute autre cause qu'une absence de caractère temporaire, ou se trouve dans l'incapacité de continuer à les remplir, le Président de la Commission en informe le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, qui déclare le siège vacant.

3. Dans chacun des cas prévus ci-dessus, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement procède au remplacement du membre dont le siège est devenu vacant pour la portion du mandat restant à courir, sauf si cette portion est inférieure à six mois.

Art. 40

Tout membre de la Commission conserve son mandat jusqu'à la date d'entrée en fonction de son successeur.

An. 41

Le Secrétaire général de l'OUA désigne un secrétaire de la Commission et fournit, en outre, le personnel, les moyens et services nécessaires à l'exercice effectif des fonctions attribuées à la Commission. L'OUA prend à sa charge le coût de ce personnel, de ces moyens et services.

Art. 42

1. La Commission élit son président et son vice-président pour une période de deux ans renouvelable.

2. Elle établit son règlement intérieur.

3. Le quorum est constitué par sept membres.

4. En cas de partage des voix au cours des votes, la voix du président est prépondérante.

5. Le Secrétaire général de l'OUA peut assister aux réunions de la Commission. Il ne participe ni aux délibérations ni aux votes. Il peut toutefois être invité par le président de la Commission à y prendre la parole.

Art. 43

Les membres de la Commission, dans l'exercice de leurs fonctions, jouissent des privilèges et immunités diplomatiques prévus par la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation de l'unité africaine.

Art. 44

Les émoluments et allocations des membres de la Commission sont prévus au budget régulier de l'Organisation de l'unité africaine.

Chapitre II - Des compétences de la Commission

Art. 45

La Commission a pour mission de :

1. Promouvoir les droits de l'homme et des peuples, et notamment : a) rassembler de la documentation, faire des études et des recherches sur les problèmes africains dans le domaine des droits de l'homme et des peuples, organiser des séminaires, des colloques et des conférences, diffuser des informations, encourager les organismes nationaux et locaux s'occupant des droits de l'homme et des peuples et, le cas échéant, donner des avis ou faire des recommandations aux gouvernements; b) formuler et élaborer, en vue de servir de base à l'adoption de textes législatifs par les gouvernements africains, des principes et règles qui permettent de résoudre les problèmes juridiques relatifs à la jouissance des droits de l'homme et des peuples et des libertés fondamentales; c) coopérer avec les autres institutions africaines ou internationales qui s'intéressent à la promotion et à la protection des droits de l'homme et des peuples.

2. Assurer la protection des droits de l'homme et des peuples dans les conditions fixées par la présente charte.

3. Interpréter toute disposition de la présente charte à la demande d'un Etat partie, d'une institution de l'OUA ou d'une organisation africaine reconnue par l'OUA.

4. Exécuter toute autre tâche qui lui sera éventuellement confiée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement.

Chapitre III - De la procédure de la Commission

Art. 46

La Commission peut recourir à toute méthode d'investigation appropriée; elle peut notamment entendre le Secrétaire général de l'OUA et toute personne susceptible de l'éclairer.

I. DES COMMUNICATIONS EMANANT DES ETATS PARTIES A LA PRESENTE CHARTE

Art. 47

qu'un autre Etat également partie à cette charte a violé les dispositions de celle-ci, il peut attirer, par communication écrite, l'attention de cet Etat sur la question. Cette communication sera également adressée au Secrétaire général de l'OUA et au Président de la Commission. Dans un délai de trois mois à compter de la réception de la communication, l'Etat destinataire fera tenir à l'Etat qui a adressé la communication des explications ou déclarations écrites elucidant la question, qui devront comprendre, dans toute la mesure du possible, des indications sur les lois et règlements de procédure applicables ou appliqués et sur les moyens de recours soit déjà utilisés, soit en instance, soit encore ouverts.

Art. 48

Si, dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la communication originale par l'Etat destinataire, la question n'est pas réglée à la satisfaction des deux Etats intéressés, par voie de négociation bilatérale ou par toute autre procédure pacifique, l'un comme l'autre auront le droit de la soumettre à la Commission par une notification adressée à son président, à l'autre Etat intéressé et au Secrétaire général de l'OUA.

Art. 49

Nonobstant les dispositions de l'article 47, si un Etat partie à la présente charte estime qu'un autre Etat également partie à cette charte a violé les dispositions de celle-ci, il peut saisir directement la Commission par une communication adressée à son Président au Secrétaire générale de l'OUA et à l'Etat intéressé.

Art. 50

La Commission ne peut connaître d'une affaire qui lui est soumise qu'après s'être assurée que tous les recours internes, s'ils existent, ont été épuisés, à moins qu'il ne soit manifeste pour la Commission que la procédure de ces recours se prolonge d'une façon anormale.

Art. 51

1. La Commission peut demander aux Etats parties intéressés de lui fournir toute information pertinente.

2. Au moment de l'examen de l'affaire, des Etats parties intéressés peuvent se faire représenter devant la Commission et présenter des observations écrites ou orales.

Art. 52

Après avoir obtenu, tant des Etats parties intéressés que d'autres sources, toutes les informations qu'elle estime nécessaire et après avoir essayé par tous les moyens appropriés de parvenir à une solution amiable fondée sur le respect des droits de l'homme et des peuples, la Commission établit, dans un délai raisonnable à partir de la notification visée à l'article 48, un rapport relatant les faits et les conclusions auxquelles elle a abouti. Ce rapport est envoyé aux Etats concernés et communiqué à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement

Art. 53

Au moment de la transmission de son rapport, la Commission peut faire à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement telle recommandation qu'elle jugera utile.

An. 54

La Commission soumet à chacune des sessions ordinaires de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement un rapport sur ses activités.

II, DES AUTRES COMMUNICATIONS

Art. 55

1. Avant chaque session, le Secrétaire de la Commission dresse la liste des communications autres que celles des Etats parties à la présente charte et les communique aux membres de la Commission qui peuvent demander à en prendre connaissance et en saisir la Commission.

2. La Commission en sera saisie sur la demande de la majorité absolue de ses membres.

Art. 56

Les communications visées à l'article 55 reçues à la Commission et relatives aux droits de l'homme et des peuples doivent nécessairement, pour être examinées, remplir les conditions ci-après :

1. Indiquer l'identité de leur auteur, même si celui-ci demande à la Commission de garder l'anonymat.
2. Etre compatibles avec la Charte de l'Organisation de l'unité africaine ou avec la présente charte.
3. Ne pas contenir des termes outrageants ou insultants à l'égard de l'Etat mis en cause, de ses institutions ou de l'OUA.
4. Ne pas se limiter à rassembler exclusivement des nouvelles diffusées par des moyens de communication de masse.
5. Etre postérieures à l'épuisement des recours internes s'ils existent, à moins qu'il ne soit manifeste à la Commission que la procédure de ces recours se prolonge d'une façon anormale.
6. Etre introduites dans un délai raisonnable courant depuis l'épuisement des recours internes ou depuis la date retenue par la Commission comme faisant commencer à courir le délai de sa propre saisine.
7. Ne pas concerner des cas qui ont été réglés conformément soit aux principes de la Charte des Nations Unies, soit de la charte de l'Organisation de l'unité africaine soit des dispositions de la présente charte.

Art. 57

Avant tout examen au fond, toute communication doit être portée à la connaissance de l'Etat intéressé par les soins du président de la Commission.

Art. 58

1. Lorsqu'il apparaît, à la suite d'une délibération de la Commission, qu'une ou plusieurs communications relatent des situations particulières qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations graves ou massives des droits de l'homme et des peuples, la Commission attire l'attention de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement sur ces situations.

2. La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement peut demander à la Commission de procéder, sur ces situations, à une étude approfondie et de lui rendre compte dans un rapport circonstancié, accompagné de ses conclusions et recommandations.

3. En cas d'urgence dûment constatée par la Commission, celle-ci saisit le président de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement qui pourra demander une étude approfondie.

Art. 59

1. Toutes les mesures prises dans le cadre du présent chapitre resteront confidentielles jusqu'au moment où la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement en décidera autrement.
2. Toutefois, le rapport est publié par le président de la Commission sur décision de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement.
3. Le rapport d'activités de la Commission est publié par son président après son examen par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement.

Chapitre IV - Des principes applicables

Art. 60

La Commission s'inspire du droit international relatif aux droits de l'homme et des peuples, notamment des dispositions des divers instruments africains relatifs aux droits de l'homme et des peuples, des dispositions de la Charte des Nations Unies, de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des dispositions des autres instruments adoptés par les Nations Unies et par les pays africains dans le domaine des droits de l'homme et des peuples, ainsi que des dispositions de divers instruments adoptés au sein d'institutions spécialisées des Nations Unies dont sont membres les parties à la présente charte.

Art. 61

La Commission prend aussi en considération, comme moyens auxiliaires de détermination des règles de droit, les autres conventions internationales, soit générales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine, les pratiques africaines conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme et des peuples, les coutumes généralement acceptées comme étant le droit, les principes généraux de droit reconnus par les nations africaines ainsi que la jurisprudence et la doctrine.

Art. 62

Chaque Etat partie s'engage à présenter tous les deux ans, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente charte, un rapport sur les mesures d'ordre législatif ou autre prises en vue de donner effet aux droits et libertés reconnus et garantis dans la présente charte.

Art. 63

1. La présente charte sera ouverte à la signature à la ratification ou à l'adhésion des Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine.
2. Les instruments de ratification ou d'adhésion de la présente charte seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine.
3. La présente charte entrera en vigueur trois mois après la réception par le Secrétaire général des instruments de ratification ou d'adhésion de la majorité absolue des Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine.

Troisième partie - Dispositions diverses

Art. 64

1. Dès l'entrée en vigueur de la présente charte, il sera procédé à l'élection des membres de la Commission dans les conditions fixées par les dispositions des articles pertinents de la présente charte.
2. Le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine convoquera la première réunion de la Commission au siège de l'Organisation. Par la suite, la Commission sera convoquée chaque fois qu'il sera nécessaire et au moins une fois par an, par son président.

Art. 65

Pour chacun des Etats qui ratifieront la présente charte ou y adhéreront après son entrée en vigueur, ladite charte prendra effet trois mois après la date du dépôt, par cet Etat, de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Art. 66

Des protocoles ou accords particuliers pourront, en cas de besoin,

compléter les dispositions de la présente charte.

Art. 67

Le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine informera les Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

Art. 68

La présente charte peut être amendée ou révisée si un Etat partie envoie à cet effet une demande écrite au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine. La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement n'est saisie du projet d'amendement que lorsque tous les Etats parties en auront été dûment avisés et que la Commission aura donné son avis à la diligence de l'Etat demandeur. L'amendement doit être approuvé par la majorité absolue des Etats parties. Il entre en vigueur pour chaque Etat qui l'aura accepté conformément à ses règles constitutionnelles trois mois après la notification de cette acceptation au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine.

SOCIETAL LEARNING AND THE EROSION OF COLLECTIVE MEMORY

- the role of international organizations in combatting global amnesia *

A J N Judge

International organizations have a vital role to play in the emerging information society. They are often seen as custodians of international collective memory. But in addition to this « maintenance learning » function they can play a vital active role in « innovative learning » - in the collective learning of new modes of responding to the crisis of the times. This paper focuses on the limitations and possibilities of such collective learning.

Introduction

Given the current period of budgetary crisis in the international organization community and elsewhere, it may well be asked whether consideration of « the utilization of international documentation » at this time can lead to significant conclusions. The report of the 1972 Symposium indicates a range of user problems which remain valid (1). Budgets have however been contracted rather than expanded since then. Further the hopes for major inter-agency information exchanges, particularly at the computer level, have been largely abandoned or focused on narrowly specialized domains. Those who earlier expressed concern are now resigned to the fragmentation of international documentation. Relations between potential collaborators in any such exchanges have been eroded by priority attention to basic programme concerns within each agency. In many cases where there has been a real cross-system need this has been met by external services possibly established by a commercial enterprise at the national level. Given this level of activity, the recommendations of the 1972 Symposium still stand as a minimal adequate guideline.

On the other hand the period since 1972 has witnessed the advent of the pocket computer which has changed peoples' perception of the credibility of the « computer revolution ». There have been many studies of the « information society » now and to come. Computer terminals are creeping into offices and the « paper-free office » is announced for the immediate future. In homes such devices are used for education and amusement (attached to television). International and national agencies are now experimenting with such devices - each in their own way in support of their own system. The pressure to do so is great because of the rapid spread of international satellite-linked data networks and the multitude of data bases now available via them.

The boundless optimism of those associated with the information society revolution is far from being matched by those concerned with the world problématique. Crisis has been heaped on crisis and international agencies are increasingly perceived as helpless observers of these worsening conditions. Loss of confidence in them, as reflected in their budgets, is part of the general loss of confidence in established institutions.

In this context it would seem to be shortsighted, if not simply foolish, to attempt any conventional inward-looking evaluation of the problems of « utilization of international documentation ». The dramatic times in which we live would seem to call for a new look at the context within which the objectives of « international documentation » are defined and perceived by the user, whether actual or potential. Not to do so would simply beg the well-known management quip : « Having lost sight of their objectives, they redoubled their efforts ».

The danger in the emerging information society is that many traditional library dreams of total computerization and in-depth cataloguing may too easily become a reality. The question is not whether this is worthwhile, especially to the user. In this transition period a major concern should be with whether such innovations are assessed within a broad enough framework in the light of needs during social crisis and upheaval. The latter concern is of course a special responsibility of international documentation services. Are the right questions being asked - are there better questions to ask? It is the search for such a framework, to stimulate better questions about utilization, which is the prime thrust of this report.

Social learning and the world problématique

Given the continuing insistence of international agencies on the complexity and urgency of the world crisis situation, it is unnecessary to summarize this point here (2). In response to recognition of this world problématique a new generation of perceptive studies is now emerging. What is surprising is that they stress similar points which are relevant to the objectives of any international documentation system.

As a first example. Ambassador Soedjatmoko, currently Rector of the United Nations University (*), stressed the importance of the « learning capacity of nations » :

« The capacity of a nation - not just of its government, but of society as a whole - to adjust to rapidly changing techno-economic, socio-cultural and political changes, on a scale which makes it possible to speak of social transformation, very much depends on its collective capacity to generate, to ingest, to reach out for, and to utilise a vast amount of new and relevant information. This capacity for creative and innovative response to changing conditions and new challenges I would like to call the learning capacity of a nation. This capacity is obviously not limited to the cognitive level, but includes the attitudinal, institutional and organisational levels of society as well » (3).

In 1979, a recent report to the Club of Rome was published (5). It argues:

« Whoever chronicles the history of the 1970s will see clearly what we perceive only dimly now... Not only is a critical element still missing from most discussions on global problems, but the most striking analyses of the world problématique are diverting attention from a fundamental issue. What has been missing is the human element and what is at issue is what we call the human gap. The human gap is the distance between growing complexity and our capacity to cope with it. Distinguishing this notion of learning from schooling does not mean that this report will ignore education which is a fundamental way and a formal means to enhance learning... Further, we shall contend that not only individuals but also groups of people learn, that organizations learn, and that even societies can be said to learn. The concept of « societal learning » is relatively new and stirs some controversy. Some contend that it is merely a metaphor that distorts the meaning of learning. Doubtless the concept of societal learning has limits, but we nonetheless shall maintain that societies can and do learn, and we shall not hesitate to cite evidence of learning processes at work in societies ».

In 1980, Alvin Toffler (author of «Future Shock») produced a book (6) reviewing the positive factors associated with the current period of crisis. In it he stresses the importance of « social memory » and how it is being revolutionized by the changes in the « Info-Sphere » (pp. 192-193). He points out :

« Our remarkable ability to file and retrieve shared memories is the secret of our species' evolutionary success. And anything that significantly alters the way we construct, store, or use social memory there-

(*) The paper is an extract from « Utilisation of International Documentation; introductory report for Panel III - which appears in « International Documents for the 80's: their role and use, proceedings of the Second world Symposium on International Documentation, Brussels, 1980 (Pleasantville, NJ, Unifo 1982, pp. 335-381) edited by Th. Dimitrov. An unpublished French version is also available from Th. Dimitrov, United Nations Library, Palais des Nations, Geneva. The text reproduced here has been slightly modified but includes the references and annexes previously omitted. The original paper was also presented to a meeting of the Forms of Presentation sub-project of the UNU/GPID project (Geneva, 1980).

published French version is also available from Th. Dimitrov, United Nations Library, Palais des Nations, Geneva. The text reproduced here has been slightly modified but includes the references and annexes previously omitted. The original paper was also presented to a meeting of the Forms of Presentation sub-project of the UNU/GPID project (Geneva, 1980).

fore touches on the well springs of destiny. Twice before in history humankind has revolutionized its social memory. Today, in constructing a new info-sphere, we are poised on the brink of another such transformation...

What makes the leap to a Third Wave info-sphere so historically exciting is that it not only vastly expands social memory again, but resurrects it from the dead.

The computer, because it processes the data it stores, creates an historically unprecedented situation : it makes social memory both extensive and active. And this combination will prove to be propulsive » (6, pp. 192-193).

Unlike earlier hopes for a « world brain », a functioning information infrastructure (7) is emerging very rapidly which will accomplish more than was desired by those who first reflected on the future of information. (Recent years have nevertheless seen the rebirth of a World Mind Group (8)).

But Toffler makes the point that :

« Unless we incinerate the planet and our social memory with it, we shall before long have the closest thing to a civilization with total recall » (6, p. 193).

This optimistic argument conceals a basic problem to which the Club of Rome report (above) is more sensitive. For whilst technically it may well be possible to recall any item of information, the problem lies with how the user is to use such a facility given the limited processing capacity of the brain.

And, more specifically, how is he to learn from it and to what extent will it facilitate social learning in relation to the world problématique ?

This basic constraint emerges more clearly in the Dakar Declaration (1979) of l'Informatique pour le Tiers Monde (9) : « The key element of human communications- the ordering and transmission of information - is tending to become a source of mis-communication. The scientific and technological breakthroughs which have led to the informatics revolution are way ahead of the learning process of human society. This cultural lag is the most serious challenge to a comprehensive view of the implications of informatics. It is a matter of values, of organizational capacity and transformation in mental structures ».

This statement, however, itself fails to distinguish between the collective and the individual dimensions of the problem. These are explored in the following sections.

1. Nature of collective memory

Learning implies memory, whether in the case of the individual or of society.

« That experiences influence subsequent behaviour is evidence of an obvious but nevertheless remarkable activity called remembering. Learning could not occur without the function popularly called memory... So-called intelligent behaviour demands memory; remembering being prerequisite to reasoning. The ability to solve any problem or even to recognize that a problem exists depends on memory (17).

What then is societal memory ? How is it related to the international documentation system ?

In the past, as Toffler notes (6, p. 192), « social memory » was stored in the minds of individuals as « history, myth, lore and legend and transmitted... to their children through speech, song, chant and example... all the accumulated experience of the group was stored in the neurons and glia and synapses of human beings ». This is still the Case in many countries and sectors of society. But anthropologists do not appear to have studied « folk memory » or « cultural memory » as such. They focus on traditions as « values, beliefs, rules, and behavior patterns that are shared by a group and passed on from generation to generation as part of the socialization process » (16). This verbal tradition has largely been replaced by one based on texts.

Biologists on the other hand have tentatively recognized a « noosphere ». The age of ecological enlightenment has brought with it a new term, the ecosphere, which implies a responsible stewardship of Earth. Beyond and superimposed on these spheres lies another dimensional sphere, the noosphere, a figurative envelope of conceptual thought, or reflective impulses produced by the human intellect... « It is not scientifically measurable, of course, but its presence is strongly felt and its influence is all-pervading » (17). The concept was first formulated by Vladimir Vernadsky and elaborated by Pierre Teilhard de Chardin. This approach has not focused on memory. As one biologist remarks, however:

« Although we are by all odds the most social of all social animals - more interdependent, more attached to each other, more inseparable in our behaviour than bees - we do not often feel our conjoined intelligence. Perhaps, however, we are linked in circuits for the storage, processing, and retrieval of information since this appears to be the most basic and universal of all human enterprises », (17a, p. 14) Classical Greek philosophy developed a concept of the world soul which was related to memory. Little attention has however been given to recent philosophical investigations of social minds, as « syntheses of individual minds into wholes with new minds » (18). This is also the case for the group mind as applied to national mind and character (19). Psychologists may refer to « culturally shared knowledge... though... This is merely an idealization... not to be confused with reality ». (60, p. 9). Scientists may, however, refer to « the store of human knowledge... achieves a corporate, collective power that is far greater than one individual can exert ». (20) The concept of group mind was examined and discarded by sociologists in connection with public opinion. This is a collection of individual opinions on an issue of public interest. It is considered to have characteristics that make it something more than the sum of individual opinions on an issue. Its function as social memory does not appear to have been explored. The concept of collective consciousness was developed by Emile Durkheim as a derivative of Rousseau's general will and Comte's consensus. But again there is little concern with memory, although Jung's concept of archetypes of the collective unconsciousness is closely related to it. The distinction between consciousness and unconsciousness may not be important in relation to memory (*).

Educators, at least in the light of the Encyclopedia of Education (29) do not appear to have any interest in social memory, or even social learning as such. Programmes in support of international understanding, such as Unesco's, do not clarify any aspect of social memory even if they ensure the dissemination of cultural traditions. The new Unesco programme on cultural heritage also has no explicit concern with memory. Recent use of the term planetary consciousness by many alternative groups (29) is not related to any memory function.

It is to be expected that a social memory concern would emerge more explicitly in the development of the classification of knowledge from Aristotle through Juan Huarte, Francis Bacon, Diderot, to Dewey and Otlet and their successors (22, 23). But whilst such initiatives are effectively attempts to impose some organization on social memory, their proponents do not appear to be concerned with its nature. Thus although there is a study of classifications in their social context (24), there is little to be found on the social impact of classification schemes. A discipline such as the history of ideas is not concerned with the nature of collective memory. The power of such impacts, is, however, illustrated by Jacques Attali in terms of styles of music as coding systems reflecting social structures and presaging new structures (25). But he does not consider any memory function.

Clearly social memory is an elusive and poorly explored phenomenon. Instead of attempting to clarify its nature as a psycho-social phenomenon, the search can be switched to the repositories of social memories. This switch necessarily abandons the preoccupation with how societies internalize recorded knowledge and focuses instead on how knowledge can be physically recorded and disseminated. Societal learning is not, however, achieved by simply recording and disseminating knowledge. It must be « absorbed » by society. How societal learning (or group learning) takes place remains unclear, as the Club of Rome report stresses. Before commenting on modern systems it is important to note the role of encyclopaedias as repositories. Initially these were often conceived as « mirrors » of the knowledge of mankind-which reinforces the distinction noted above. Even in recent years national or ethnic encyclopedias have been deliberately created to orient social consciousness. Deliberate efforts have also been made to move beyond the traditionally passive role of the library and museum, as with Paul Otlet's Mundaneum which assembled 17 million

(*) « A structural model may be conscious or unconscious without this difference affecting its nature. It can only be said that when the structure of a certain type of phenomena does not lie at a great depth, it is more likely that some kind of model, starting

as a screen to hide it, will exist in the collective consciousness. For conscious models, which are usually known as « germs » are by definition very poor ones, since they are not intended to explain phenomena but to perpetuate them ». Claude Lévi-Strauss, Structural Anthropology, London, Allen Lane, 1968.

items (26). The social significance of such initiatives was given its most eloquent form in the H.G. Wells proposal for a « *world brain* » (27). With the advent of computers, the concept has been refined under the stimulus of information scientists such as Manfred Kochen (28), Harry Schwarzlander (29) and D. Soergel (30), who are linked through the World Mind Group (8). Note also the recent book by Peter Russell : « *The Global Brain* » (1982). The reality today is however represented by a multiplicity of information systems, whether national or international, specialized or general, computerized or not and whatever the degree of interlinkage via data networks (31, 32). In this context the above concern with social memory is reduced to a preoccupation with *computer memory* and processing power.

2. Nature of societal learning : the collective user

Emphasizing societal learning raises the important point of a « *collective user* » whose requirements are clearly somewhat different from the individual user-learner. How does such a user learn ? This relates to the problem of the « *learning capacity of nations* » (3) and to learning by international agencies, possibly via their international documentation systems.

Although it was not possible to clarify in the previous section how knowledge was internalized by society, the Club of Rome report gives further precision to this process.

« *Our continued survival is testimony that humanity indeed learns... So we have to reconsider what is meant by the statement «humanity learns* ». Does the statement imply - indeed demand- that learning occur at the right time and on a scale sufficiently large not only to avoid disasters but also to conclude a century, so much traumatized by successive follies, with a gain in peace, dignity, and happiness ? » (5, p. 118).

The report notes :

« *The conventional, often unarticulated, conception of how societies learn usually starts with one or more centers of concentrated competence as the emanators of new discoveries, theories, beliefs, and solutions. These new ideas are then disseminated to larger circles of people and to the public at large. This model of societal learning distinguishes two separate steps : one of distinct discovery and another of less distinct dissemination. The roles people play in this process are likewise differentiated - some invent and others assimilate. The role of society at large is reduced to adjusting to and consuming the discoveries and knowledge produced in centers of expertise. It is easy to see that this conception entails more teaching than learning. « The unavoidable consequence of this view of societal learning is elitism, technocracy, and paternalism. What is omitted is the fact that meaning and values - decisive for learning » are products of society at large, not of specialized centers. Despite all their technical advantages, the bodies of knowledge, technologies, knowhow, and theories produced by such centers contain inherent shortcomings - they are too often divorced from the social context. They tend to reproduce themselves according to their own internal logic. This autonomous and self-reproducing development accounts in large part for the fact that so much of societal learning is maintenance learning. « Innovative societal learning seeks to restore active learning to those in society conventionally confined to a passive role of assimilation. Key to this goal is participation that goes beyond mere invitations to accept given products. To encourage innovative societal learning, true participation must enable people to open and inspect the « black-boxes » of knowledge, to question their relevance and meaning, and to re-design, re-combine, and re-order them where necessary. Effective participation therefore does not mean paying lip service to those who in the past have been deemed to count less than others, but rather ensuring a real contribution of the entire society ».* (5, pp. 80-81). Elsewhere in the report a distinction is however made between the need and possibilities for accelerating learning processes of decision-makers at all levels of institutional learning, on the one hand, and the equally urgent necessity but greater difficulty of enhancing the more general and slower processes of societal or « *public* » learning, on the other (5, p. 127). In considering the use of international documentation systems, it would of course be convenient to focus only on the first. The report makes it clear, however, that the two must advance hand-in-hand or the decision-makers will be unable to communicate effectively with the public. The phrasing of the previous paragraph easily leads to the error of assuming that in either case it is still only a problem of individual

learning. In commenting approvingly on the Club of Rome exercise (5, pp. 138-139), for example, the Deputy Director General of Unesco cites Unesco's concept of the « *learning society* », which appears to mean life-long education for the individual (33, pp. 160-164, 182, 263). But the Club of Rome report is quite explicit that *collective/societal learning* (« *macro-learning* ») is to be contrasted with *individual learning* (« *micro-learning* »).

« *Much research has been done on individual learning processes; hardly any research is done on organizational or group or societal learning. This is clearly a new research area* ». (5, p. 137). Given the urgent tone of the report, and the absence of further information, those responsible for international documentation systems are placed in an embarrassing position. They clearly have a key role in a vital process about which little is known. Furthermore, from the above comments it would appear that they are likely to be contributing mainly to maintenance learning because of the manner in which their function is currently conceived and defined. Given the time lag before the appropriate research is done, what can be done now to clarify the obstacles to societal learning in order to identify the role of such documentation systems?

3. Limits to societal learning

It is now appropriate to return to the question of whether there are « *no limits to learning* ». Some definite limits were identified above for the individual learner-user (*). It is easier to argue that society's learning capacity is unlimited, especially if it is assumed that the component individuals each focus on overlapping portions of the body of knowledge (**).

There is a danger in such optimistic slogans that they divert attention from the nature of the obstacles to societal learning - obstacles which have prevented society from responding with greater maturity and insight to the crises with which it is now faced. The Club of Rome report cites the case of increasing worldwide illiteracy as an example of wasted human learning potential. In 1980, 820 million, namely 20 % of the world population, are illiterate following several decades of Unesco literacy programmes. This indicates a very *practical limitation on any theoretical possibility of unlimited learning*. It is important to explore such limits before launching new learning programmes (34, 35). Understanding the limits helps to redefine the kind of learning which is vital at this time and for which the support of international documentation systems is required.

3.1 Quantitative limit. Just as no individual can absorb all information, so it is not feasible for any group to do so even by sharing the load amongst its members. In fact it is only practical to devote a limited proportion of time and resources to absorbing or disseminating information. Furthermore much is destroyed after a certain period (***). In an important sense we live in a *forgetting society*. Much information quickly becomes irrelevant, especially in rapidly evolving disciplines (****).

« *In speculating about the evolution of memory, it is helpful to consider what would happen if memories failed to fade. Forgetting clearly aids orientation in time: since old memories weaken and the new tend to be vivid, clues are provided for inferring duration. Without forgetting, adaptive ability would suffer: for example, learned behaviour that might have been correct a decade ago may no longer be... Thus, forgetting seems to serve the survival of the individual and the species* ». (17) Groups, like individuals, can suffer from *information overload*. There is no way that some countries or institutions can absorb the amount of information considered relevant by their better endowed counterparts. This is an aspect of the problem of transfer of know-how. Such groups are « *unlimited* » in their capacity to continue to learn, but there is a « *limit* » on the rate at which they can do so. Another fruitful aspect of this question emerges from comparison of the rate of increase in knowledge production with the rate of increase in population. Each advance in knowledge increases

(*) It may be argued that these focus on the learner's limited relationship to the body of knowledge, whereas the learner is unlimited (except by death) in his ability to continue to engage in the learning process i.e. however, slowly he learns or re-learns, he can always learn something more.

(**) Presumably the slogan does not simply refer to the trivial notion that society can always learn something more.

(***) Multinational enterprise deliberately destroys most records after several years, for example.

(****) There have been complaints that the original observes (facts) on which most scientific papers are based are destroyed.

awareness of what remains unknown (*) but, perhaps more significantly, each « unit of knowledge » produced becomes increasingly difficult to disseminate through the learning process, because of the increasing « competition » (for attention time) from other units to be learnt. Under such conditions each « unit of knowledge » produced can usefully be seen as increasing the *ignorance* of those who are unable to absorb it (for whatever reason). The production of new knowledge for some is therefore matched by the reduction of others into greater ignorance. And the amount of ignorance so « produced » increases much faster than knowledge production because of the effects of population growth. Each (« significant ») document entering the international system increases the ignorance of those who fail to absorb it. The question is when the ratio of ignorance to knowledge in society will be such as to render knowledgeable decision-making unimplementable because of ignorance on the part of those who are needed to support the decision in a democratic process. And given the prevalence of ignorance (and the impossibility of eliminating it) would it not be more creative to investigate it in the hope of discovering properties which would enable it to be viewed and used as a resource (**). For example, given its inherent « boundedness », it could presumably provide insights into the structuring of society into « information cells » of many types, linked by a variety of information networks. Then the question becomes how groups and individuals can learn to benefit from their state of ignorance (***)

3.2 Limit to connectedness : Assuming that the task of societal learning can be shared amongst the appropriate sectors of society, the question is whether these « learning units » can be appropriately connected so that such learning is available to guide decisions of the whole.

If it is assumed that *learning can be effectively projected* into documents then this merely becomes a question of ensuring that the document systems used by the learning units are interconnected. This is a problem of physical connection (e.g. through data networks) and of the logical and functional connection among the documents and their contents. Considerable progress is being made on this front. But it is fairly evident that this is a long way from matching the requirement of collective learning - even, especially, in the case of the intergovernmental agencies within the U.N. family. And the failure in the latter case indicates the presence of a definite limit which should be borne in mind. If, however, it is assumed that *learning cannot be projected into documents* (but is only usable or « activated » once it has been effectively « absorbed » by one or more individuals), then the problem becomes one of ensuring that such « primed » individuals (or groups) are appropriately interconnected, possibly backed up by documentary information stored in data bases. Here again progress is being made through the rapid emergence of computer conferencing systems (7, 36, 37). Yet despite their success, these systems merely serve to clarify the presence of a limit in the ability to establish functional connections between knowledge units (12, 38) and between those so connected (39). In addition such systems are, even more so than the telephone, only available to the privileged. However much they spread in industrialized countries, access to them in developing countries will be very limited. If it is argued that such a degree of on-line interconnectedness is not a necessity for all, there is a dynamic discontinuity with those who can only be contacted by post (or unilaterally via the mass media). This « disconnection » is perceived as a serious gap by those on

each side of it and immediately affects the dynamism of the learning process and of its use.

3.3 Limit to collective comprehension span : Again assuming that the task of societal learning can be shared amongst the « appropriately connected » sectors of society, the question is whether the span of collective comprehension of whatever group is empowered to act on such learning corresponds to the range of elements relevant to the act. As in the case of the individual, there is a limit to the number of domains of knowledge (however « pre-digested ») which a group can handle conceptually as a comprehensible whole. Most groups have developed, whether consciously or unconsciously, remarkable skills at « sweeping awkward factors under any convenient conceptual carpet » in order to create the impression that they are in control of a situation. Presumably society could reach a condition in which more inconvenient items of knowledge are being repressed in this way than are effectively dealt with. As noted earlier, the Club of Rome report stresses the complete inadequacy of current integrative skills. Why is this ? What are the obstacles to conceptual integration ? Only by facing up to the nature of this limit can information systems be designed which compensate for the effects of the « repressive instinct ». One aspect of this design problem is the total dedication of information systems to the presentation to the user-learner of information structured linearly (e.g. agenda items). Comprehension of complex domains demands non-linear presentation of information (15) (*). This may include structured images, although the Club of Rome report strongly advocates the use of images in general :

« No less important as an element of learning, images have been under-emphasized by societies and sciences bent on rational speculations and inferences deriving from operational laws... But we cannot underestimate the advantages images have for global perception and instant access... That is images generate operations at the core of our intelligence by which we produce a general proposition on the basis of a limited number of particular ones. Images also generate insight... The fact that collective images exist - and that perceptions can be shared - links societal to individual learning. It is the down-playing of images in maintenance learning that tends to blur these interconnections ». (5, pp. 41-42) (**)

The considerable intellectual and financial investment in the hardware and software of non-image oriented information systems makes it unlikely that any useful link to image manipulating systems (including map-generating devices (15)) can be established. Parallel systems may well be developed which fragment what should be an integrated approach. (Note how the photographic libraries are totally separated conceptually from the « more serious » documentary information systems of international agencies). The situation is aggravated by a related limit (discussed below) governing biases against different forms of information. Another aspect of the design problem is that it is now recognized as misguided to elaborate information systems independently from the groups and institutions that they must serve. The man/machine interface has become such a critical factor that it is now vital to consider « groupware » design as a necessary complement to hardware and software design. Group comprehension of complex problems may well require that a user group « reconfigure » to grasp the pattern of information available (12, 38). Information systems should facilitate this process but as yet no such flexibility is envisaged. The gravity of the situation is particularly evident in the difficulty large conferences experience in organizing themselves as groups marshalling the (documentary) information at their disposal to focus on problem complexes (40).

3.4 Limit to depth of collective comprehension : There are two conventional responses to the previous limit. At one extreme is the effort to achieve an « overview » of a problem situation by sacrificing any focus on detail. At the other extreme is the much favoured

(*) « Compared to the pond of knowledge, our ignorance remains atlantic. Indeed the horizon of the unknown recedes as we approach it » (The Encyclopedia of Ignorance, New York, 1977, p. IX).

« For example, when one acquires a bit of new information, there are many new questions that are generated by it and each new piece of information breeds five or ten new questions. The questions pile up at a much faster rate than does the accumulated information. The more one knows, therefore, the greater his level of ignorance » (Itzhak Bentov, *Stalking the Wild Pendulum*, New York, 1977, p. 1)

(**) « If all knowledge were within a man, and ignorance were wholly about it, the man would be consumed and cease to be. So ignorance is desirable, inasmuch as by that means he continues to exist... » (Jalaluddi Rumi, *Discourses*). (***) «... and at once it struck me what quality went to form a Man of Achievement, especially in Literature, and which Shakespeare possessed so enormously - I mean negative Capability, that is, when a man is capable of being in uncertainties, mysteries, doubts, without any irritable reaching after fact and reason... (John Keats, Letter, 21 December 1817).

« The aim of the article has been to show that our most successful theories in physics are those that explicitly leave room for the unknown, while confining this room sufficiently to make the theory empirically disprovable » (Otto Frisch).

(*) Consider the relative value, as a decision tool, of a first of knowledge are being repressed in this way than are effectively dealt with. As noted earlier, the Club of Rome report stresses the complete inadequacy of current integrative skills. Why is this ? What are the obstacles to conceptual integration ? Only by facing up to the nature of this limit can information systems be designed which compensate for the effects of the « repressive instinct ».

(**) It is appropriate to note that within the United Nations University's Human and Social Development Programme there is a sub-project on alternative « forms of presentation » to conventional text.

tendency to concentrate on some highly specific « practical » question, ignoring the context, in order to make « concrete progress » and « achieve results ». Information systems have not yet been designed to stabilize the shift of groupware focus between these different levels - even though they supposedly correspond to the hierarchy of subject categories by which documents are organized. As in the case of the individual, it is difficult for a group focusing on a given level to bear in mind more than the next broader level and the next narrower level. Where there are many relevant levels, much must remain out of focus. And in the dynamics of practical programmes and policy-making, levels acquire an independence from one another especially since they lend themselves to the establishment of groupware fiefdoms. These may well give rise to their own information systems by which that independence is justified and reinforced. Needless to say such divisions constitute a severe limit on innovative learning.

A slightly different emphasis may be given to the term « depth », namely that associated with the largely neglected concept of « maturity » or « wisdom ». It is not at all clear what restricts the manifestation of collective wisdom. It is however very clear that its manifestation is very limited. The question is whether information systems can be designed and used to enhance such manifestation, respecting the limits to comprehension inherent in wisdom of different depth (12).

3.5 Pre-logical limitations: It is a convenient myth that international document systems are designed to serve a *rational* decision-making process. For example Harold Lasswell makes the point : *Why do we put so much emphasis on audio-visual means of portraying goal, trend, condition, projection, and alternative ? Partly because so many valuable participants in decision-making have dramatizing imaginations. They are not enamoured of numbers or of analytic abstractions. They are at their best in deliberations that encourage contextually by a varied repertory of means, and where an immediate sense of time, space and figure is retained »*. (41)

This stress on dramatization is, however, probably only an indication of the « tip of the iceberg ». On the one hand, many use items from the international documentation system to support pre-logical positions which are completely undermined by other documents (which are not cited, even if they have been consulted). This is part of the « drama » of the political arena and is accepted as such. Many are responsive only to the immediacy of verbal presentations, or to « scientifically-backed » arguments, or to arguments of a delegation with a strong power-base. Others are affected, or unaffected, by the style of presentation, whether it stresses order/disorder, static/dynamic, continuity/discreteness, spontaneity/process, etc. (11).

On the other hand, and more important, many (at every level of education) are totally indifferent to the whole process which the international documentation system is designed to serve. For them, those documents contain no meaningful information (*). It is they who are totally unaffected by efforts to « generate a political will to change » through the « mobilization of public opinion » (51). No wonder that the UN Secretary General remarks : *« It would probably be unfair to conclude that a sudden callousness had overcome public opinion in the developed countries. It is more like a closing of the gates to a pattern of generalizations perceived as outworn by overuse »* (529 (**)).

Although little is known about this pre-logical limit as it affects information, the receptivity to some forms of information only means that there is a limit to the extent to which an individual or group can learn from information in other styles and modes. It is not simply a question of « multi-media presentations » but of the pre-logical orientations inherent in any given form of information. The question is how these orientations *complement* one another and what this limit implies for information systems designed for communication of insights between users of every orientation.

(*) A major group is that for whom the international community is defined by the stars of popular music and song. And yet, perhaps ironically, it is their preference for rhythm, melody and harmony which provides valuable clues to a less - monotonous -

approach to alternative futures for the world.

(14)

(**) Perhaps the concept of an « information diet

» is relevant. Individuals and groups

do not flourish on information of one type only. A « balanced » diet is required. This could also apply to users of an international documentation (?) system. The usefulness of such analogies is illustrated by one relevant to the assimilation of information which is used in the Club of Rome report : « Values can be said to be the enzymes of any innovative learning process ».

3.6 Collective attention span limit : It is a well-know characteristic of any society that it is unable to focus its collective attention on any situation for any length of time. Even the most dramatic events tend to be only « nine-day wonders » before falling into oblivion. Clearly « nine-days » is more characteristic of attention focused through the mass media. But « issues » brought to the attention of international conferences may only remain active for a period of weeks or months - although « hot » issues, providing ammunition in a dramatic debate, may even be expended within a period of hours. Of perhaps greater significance are issues that survive the government election cycle (e.g. 4 years) and are given a permanent focal point through institutionalization - possibly with the creation of special documents and a specialized information system. A special difficulty for the international documentation system in this context (and, subsequently, for users) is the period over which a category is forced (for a period) to carry the significance of concepts already abandoned, then later becomes denatured, and finally « wears out » (?).

This process is well-illustrated by Johan Galtung's disillusioned analysis of « concept careers » within the UN system, meaning both how concepts undergo a career of stages or phases, a life-cycle in other words, and how concepts may move from one organization to another. Thus, as to the life-cycle aspect :

- *A fresh concept is co-opted into the system from the outside (almost never from the inside because the inside is not creative enough for the reasons mentioned). The concept is broad, unspecified, full of promises because of its (as yet) virgin character, capable of instilling some enthusiasm in people who do not suffer too much from a feeling of déjà-vu having been through a number of concept life cycles already. Examples : basic needs, self-reliance, new international economic order, appropriate technology, health for all, community participation, primary health care, inner/outer limits, common heritage of mankind (*)*.

- *The organization receives the concept and it is built into preambles of resolutions; drafters and secretaries get dexterity in handling it. The demand then arises to make it more precise so that it can reappear in the operational part of a resolution. A number of studies are commissioned, very carefully avoiding too close contact with people and groups behind the more original formulations as « they do not need to be convinced ».*

- *The concept thus moves from birth via adolescence to maturity, meaning that it has been changed sufficiently to become structure and culture compatible (it will not threaten states except states singled out by the majority to be threatened); the idiom will be that of the saxonian intellectual style, rich in documentation and poor in theory and insight; very precise but limited in connotations and emotive overtones; « politically adequate » meaning that it can be used to build consensus or dissent, depending on what is wanted where and when.*

- *From maturity to senescence and death is but a short step : the concept thus emasculated can no longer serve the purpose of renewal as what was new has largely been taken away and what was old has been added in its place - except, possibly, the term itself. Even the word will then, after a period of grace, tend to disappear, those who believe in it now no longer identify with it; those who did not get tired of saying « we knew it would not work, it did not stand the test of reality » . In this phase outside originators of the concept may be called in for last ditch efforts of resuscitation, usually in vain. There is no official funeral ceremony as the concept will linger on in some resolutions, but there will be a feeling of a void, of bereavement. Consequently, the search will be on, by concept scouts, for new concepts to kindle frustrated and sluggish consciences. And as a result -*

- *a fresh concept is co-opted into the system from the outside, e.g. one that has already been through its life cycle in another part of the UN system. For the rest read the story once more.*

Nevertheless, each concept leaves some trace behind, more than its denigrators would like to believe, less than the protagonists might have hoped for. If this were not the case the cognitive framework for the system would have undergone no change during the 35 years of its existence». (53)

The special feature of this limit is its *dynamic* nature. In one sense it is perhaps to be deplored that collective attention cannot be fo-

(*) Perhaps it is appropriate to consider the « half-life » of « active » concepts, by analogy with that of radio-active elements.

(**) In view of Unesco's favourable response to the Club of Rome report, presumably « learning » is now launched upon its career.

cused long enough to give rise to effective action (40). But in another sense attention shifts once the issue no longer serves the poorly understood needs for dynamism within the international community (issues are « consumed » to fuel the dynamics). And, to the extent that the attention shift takes place in search of innovative renewal, this is to be welcomed - particularly since this brings alternative and complementary factors into focus. But, given these extremes, not enough is known to indicate when a shift is premature (in terms of action requirements) and when it is necessary (in terms of the healthy dynamics of world society). Clearly a complex world problématique demands both sustained attention to comprehend the dimension of the problem and shifts in attention to respond to complementary needs.

A more subtle constraint associated with attention lies in the assumption that the process of attention can be completely « insulated » - from the matter to which the attention is directed. This convenient distinction between observer and observed, traditional to the classification sciences, is now shown to be questionable even within that discipline (56, 57). Not only is attention time limited but the process can (and possibly should in a learning situation) change the observer and what is observed, in this sense learning does not result in conceptually « grasping » some fixed « thing », but rather in an elusive, evolving conceptual « dance » in which both partners are modified by the process. The very lack of limitation limits the social relevance of such learning. Clearly the international information systems should have a major role to play in focusing collective attention, maintaining that focus and shifting without hiatus to alternative issues - recognizing of course that many alternative issues must be focused upon simultaneously, in the light of the previous limits (*), and that the different attention spans of users must be appropriately catered for and somehow « phased » together. In this sense the problem may be defined as the « management » of humanity's most valuable resource, namely attention-time, especially collective focused attention-time (**).

3.7 Collective memory limit : In an earlier section some clues to the nature of collective memory were explored. It is clear that there has been very little study of this. As a device to stimulate further discussion of the matter, this section will make use of studies of individual memory by assuming that there is some degree of equivalence between individual and societal memory. In the study of individual memory much has been learnt from its malfunction. Is there not a striking parallel between the many attempts by the UN Secretary General to communicate to world society the urgency of our present situation and the following fictional account of an analogous situation with an individual ? « To say that he understood what went on was true. To say that he did not understand - was true. I would sit and explain, over and over again. He listened, his eyes fixed on my face, his lips moving as he repeated to himself what I was saying. He would nod : yes, he had grasped it. But a few minutes later, when I might be saying something of the same kind, he was uncomfortable, threatened. Why was I saying that ? and that ? His troubled eyes asked of my face : What did I mean ? His questions at such moments were as if I had never taught him anything at all. He was like one drugged or in shock. Yet it seemed that he did absorb information for sometimes he would talk as if from a basis of shared knowledge : it was as if a pan of him knew and remembered all I told him, but other parts had not heard a word. I have never before or since had so strongly that experience of being with a person and knowing that all the time there was certainly a pan of that person in contact with you. something real and alive and listening - and yet most of the time what one said did not reach that silent and invisible being, and what he said was not often said by the real part of him. It was as if someone stood there bound and gagged while an inferior impersonator spoke for him ». (Doris Lessing, Re : Colonised Planet 5 - Shikasta, London, 1979, pp. 56-57).

The collective inadequacy of society in the face of information on the world problématique suggests that such aberrations should be reviewed carefully.

Collective memory would seem to be exposed to processes leading to its very rapid erosion. Psychiatrist Ronald Laing has given an account which can be interpreted as dramatizing the problem of institutional and inter-institutional learning (see on next page). These quotations suggest that understanding the present constraints on societal learning could benefit from a systematic review of the pathology of individual memory. Some pointers are given on the following page.

The paragraphs above focus on memory as that which is actively shared in collective consciousness. This was shown to be an elusive phenomenon. The alternative (as before) is to focus on the international information systems on which such collective consciousness is supposedly based (5). Their most striking feature is their fragmentation, whether as systems almost completely independent of each other, or individually in their isolation of subject categories from each other.

As to the first, there are of course many initiatives to interlink such systems via data networks. But for each such initiative successfully achieved, many new specialized independent information systems are created. A distinction must also be made between linkages *between* such systems (presumably resolving the fragmentation problem for the user), and linkages to such systems from a given user via data networks (which relegate to the user the problem of resolving the fragmentation). In his own review Toffler (6) in discussing the « intelligent environment » makes it clear that the era of the large central computer is largely past. Society is now faced with the « distribution » or de-centralization of computing power to the point that individual offices in an agency could well develop and maintain local memory which they *may* share with other parts of the organization or of the system to which it belongs. In the face of the widespread spectre of « Big Brother », manipulation of information systems, it is unlikely that much effort will be made to facilitate such sharing beyond a certain point. This will severely limit collective learning ability.

As to the second, there are of course many attempts to improve and standardize the classification of subjects. But the more fundamental problem is that any such classification scheme is imposed as a relatively rigid logical abstraction on a dynamic subject continuum. The limiting assumption of the observer/observed distinction (56, 57) has already been discussed. But there remains a tremendous functional gap between the logical subject hierarchies and the network of operational realities.

It is as though society depended upon subject categories organized in memory in a manner analogous to the rigid protocol of 16th century battle order when the problématique demands a flexible organization of memory corresponding to the shifting patterns of modern guerilla warfare and changing alliances (*). It may be that the incompatible demands of « hierarchical » and « network » memory organization cannot be met within present information systems and that this limitation calls for a paradoxical shift in perspective (59).

Another limiting factor in collective memory is the widespread practice of restricting or « classifying » documents as « secret ». Information is treated in this way when it is assessed as having the potential to trigger change which the possessor of the information wishes to control, prevent, or use to his advantage. The possibility that some military or industrial classified information might lead to widespread benefits if released need not be discussed here (5, p. 54). Much more serious is restriction of information (*- liable to cause public panic «) concerning the world problématique or institutional incapacity when it is only such information that can provoke rapid innovative societal learning and galvanize « the political will to change ». In such a context, no one can prove that there is *not*, for example, solid classified evidence for any number of present and future phenomena which would put the world problématique in a totally different light. It is merely a frail *assumption* that

(*) Environmental information provides an admirable example. Plant and animal species

(*) Use of the term « focus » suggest the possible value of investigating optical systems as providing useful analogies to describe the problems and possibilities (see 40).

(**) It would be a useful exercise to develop a theory of societal development and control in terms of « attention absorption ».

are interrelated in food webs (networks). There is considerable controversy about the « logic » of the systematic (hierarchical) grouping into species although these are used as categories in formal systems. Pollutants travel through food webs to points which society chooses to perceive as « problems » and only as problems may the species be included in the systems. But the information systems are organized in terms of the « logical » categories of pollutants and species (it both are in the same system) without any attempt to record the food webs via which the categories are linked in ecosystems and through which a continuing pattern of problems with emerge. (Point made by the author at the UNEP 2nd Intoterra Network Management Meeting, Moscow, 1979).

open information systems supply documents of more than trivial significance (For a discussion of related questions, see Sissela Bok, *Secrets*; on the ethics of concealment and revelation. New York, Pantheon, 1982). In the case of an individual, this problem of hidden pockets of information « charged with significance » is of course well-known to psychoanalysts.

Perhaps, however, the ultimate limit to societal learning lies in the consequences of unrestricted societal over-commitment to learning. As enthusiastically described by Unesco (33) and the Club of Rome (5), learning is not limited by its relationship to other social pressures. The Club of Rome does not correct this irresponsible interpretation of the significance of « No Limits to Learning » when the French version of its report appears under the title ... On ne finit pas d'apprendre » (Pergamon, 1980) - a nuance which was apparently carefully discussed. As an extreme example, this leads via the « eternal student » to a society dedicated to the consumption of information and totally unable to focus that learning for action (on the world problematic, for example). This raises the question as to what extent information systems do, or should, empower users to act.

4. Future approaches to collective memory

4.1 Patterns of subjects : It is ironic, in the light of the word-list orientation of the previous section that investigations of individual memory in the 1950s and 1960s focused almost exclusively on the recall of word lists. « At present, we have reached the point where lists of sentences are being substituted for word lists in studies of recall and recognition. Hopefully this will not be the end-point of this development, and we shall soon see psychologists handle effectively the problems posed by the analysis of connected texts ». (60, p. 2). But the same author continues :

« Most of the experimental research on memory has never really dealt with problems of the acquisition and retention of knowledge, but with episodic memory (storage of experiences) which is not at all the prob-

lem of interest in education. Simply replacing the words with sentences in our experiment will make the research no more relevant to education than it was before... In contrast to short-term memory, there are only a few reasonably formal and specific models of organization and long-term memory processes... The experimental study of memory for prose, comprehension, inferential processes, and semantic memory is just beginning. Thus, memory theorists have shown an unfortunate tendency to rely solely on list-learning data, to neglect other problems, and finally to construct not models of memory but models of memory for word lists ». (60, pp. 4, 74 and 79).

Is this not the problem with current storage and retrieval systems ? What are needed for learning are patterns of subject information, not lists.

« It is one of the most salient facts about memory that organized material is easier to remember than unorganized material, and that subjects actively strive to detect how to-be-learned material is organized, and impose their own subjective organization if no other can be found... Storage organization, and retrieval processes in memory all involve the operation of pattern completion ». (60, pp. 74 and 83). Furthermore, new learning presupposes the availability of such patterns in memory to which the new information can be connected. Learning does not consist in the passive recording of new information (60, p. 4). Moreover, these patterns may be made up of generative rules rather than simple concepts. « When one talks about the structure of memory, one tends to think about it as something given, something fixed, erected inside the brain in all its complexity, like a Gothic cathedral sitting in a town square. Alternatively, one may think of structure not as something existing physically but as a potential to be generated upon demand on the basis of implicit information and according to certain rules ». (60, p. 23)

4.2 Modeling the international documentation system: Despite its greater visibility, it may well be asked whether there exists any adequate model of the international documentation system with all its various subsystems. If not, why not ? Surely this is a valuable

COLLECTIVE MEMORY

PERSONIFIED: AN ANALOGY

The description below seems to provide a perfect, if tragic, summary of the condition of world society - particularly in terms of the condition of collective memory. It is in fact Ronald Laing's description of a patient suffering from chronic schizophrenia. Readers can replace « Julie » in the text by « world society », « public opinion » or « international community » bearing in mind their relationship to collective memory.

« Even when one felt that what was being said was an expression of someone, the fragment of a self behind the words or actions was not Julie. There might be someone addressing us, but in listening to a schizophrenic, it is very difficult to know « who » is talking, and it is just as difficult to know « whom » one is addressing... One may begin to recognize patches of speech, or fragments of behaviour cropping up at different times, which seem to belong together by reason of similarities of the intonation, the vocabulary, syntax, the preoccupations in the utterance or to cohere as behaviour by reason of certain stereotyped gestures or mannerisms. It seemed therefore that one was in the presence of various fragments, or incomplete elements, of different « personalities » in operation at the one time...

With Julie it was not difficult to carry on a verbal exchange of a kind, but without her seeming to have any overall unity but rather a constellation of quasi-autonomous partial systems, it was difficult to speak to « her ». However... even this state of near chaotic nonentity was by no means irreversible and fixed in its disintegration. She would sometimes marvellously come together again and display a most pathetic realization of her plight But she was terrified of these moments of integration, for various reasons. Among others, because she had to sustain in them intense anxiety; and because the process of disintegration appeared to be remembered and dreaded as an experience so awful that there was refuge for her in her unintegration, unreality, and deadness. Julie's being as a chronic schizophrenic was thus characterized by lack of unity and by division into what might variously be called partial « assemblies », complexes, partial systems, or « internal objects ». Each of these partial systems had recognizable features and distinctive ways of its own. By following through these postulates, many features of her behaviour become explicable.

The fact that her self-being was not assembled in an all-over manner, but was split into various partial assemblies or systems, allows us to understand that various functions which presuppose the

achievement of personal unity or at least a high degree of personal unity could not be present in her, as indeed they were not. Personal unity is a prerequisite of reflective awareness, that is, the ability to be aware of one's self acting relatively unself-consciously, or with a simple primary non-reflective awareness. In Julie, each partial system could be aware of objects, but a system might not be aware of the processes going on in another system which was split off from it. For example, if in talking to me, one system was « speaking », there seemed to be no overall unity within her whereby « she » as a unified person could be aware of what this system was saying or doing.

In so far as reflective awareness was absent, « memory », for which reflective awareness would seem to be prerequisite, was very patchy... The absence of a total experience of her being as a whole meant that she lacked the unified experience on which to base a clear idea of the « boundary » of her being. Such an overall « boundary » was not, however, entirely lacking... Rather, each system seemed to have a boundary of its own. That is to say, to the awareness that characterized one system, another system was liable to appear outside itself... It was only « from the outside » that one could see that different conflicting systems of her being were active at the same time. Each partial system seemed to have within it its own focus of centre of awareness: it had its own very limited memory schemata and limited ways of structuring percepts: its own quasi-autonomous drives or component drives: its own tendency to preserve its autonomy, and special dangers which threatened its autonomy. She would refer to these diverse aspects as « he », or « she », or address them as « you ». That is, instead of having a reflective awareness of those aspects of herself, « she » would perceive the operation of a partial system as though it was not « her », but belonged outside. She would be hallucinated ».

(R.D. Laing. *The Divided Self*; a study of sanity and madness. London, Tavistock, 1960, p. 214-7).

INTERNATIONAL COMMUNITY AMNESIA Pointers to the pathology of collective memory (81)

As a first step towards clarifying the range of defects to which collective memory may be vulnerable, it is appropriate to consider those of individual memory. In each case below these are described in such a way as to point to the nature of the possible equivalent in the case of collective memory. The order is not significant.

(a) Transient global amnesia :

This consists of an abrupt loss of memory, lasting from a few seconds to several hours, without any loss of consciousness. No information is stored for that period and thus there is complete loss of memory. Such attacks may be recurrent and are thought to result from temporary reductions in blood supply to specific areas of the brain (possibly presaging a stroke). Actions may continue to be performed automatically during the attack (traumatic automatism).

Analogous phenomena may occur in the case of collective memory.

(b) Traumatic amnesia :

Following recovery of consciousness after cerebral trauma caused by a head injury a person is typically dazed, confused, and imperfectly aware of his whereabouts and circumstances. During this state it is not possible to store new memories. On recovery the person may be unable to recall this period (post-traumatic amnesia) and may exhibit memory failure concerning brief or long periods into the past (retrograde amnesia). Subsequently memories may gradually return and be interrelated in an appropriate time sequence.

Analogous phenomena may occur in the case of collective memory as a result of natural disaster or major social upheaval (war, revolution, etc), or as a result of damage to some particular repository of collective memory.

(c) Retrograde amnesia :

This consists of loss of memory for events that occurred at a time when brain function was unimpaired. It is therefore generally due to failure of retrieval although this is usually very selective - « islands » of memory in a « sea » of amnesia often emerge.

An analogous phenomenon may be encountered in collective memory. For example particular incidents may be recalled, and reflected in various repositories, although there is loss of memory concerning the processes which connected them together and with the present.

(d) Hysterical amnesia :

One form of this involves failure to recall particular past events, possible in a particular period. In another form there is failure to register current events and subsequently to recollect them. In both cases the memories may influence behaviour although they resist efforts at recollection. Such memories are usually painful and are repressed as a psychological defence. (It is characteristic that they may be recovered under hypnosis). Analogous phenomena may occur in the case of collective memory. In bureaucratic environments they are associated with the process of « burying » some unpleasant file of information, if only by severely restricting its distribution. Or alternatively it will be carefully arranged that no file is created in the first place. The media and politicians often act on the assumption that the public will « forget » some unpleasant item of information.

(e) Alternating amnesia :

In this condition two separate states of consciousness alternate with one another, during each of which there is no memory for events that occurred during the other. Each state is a complex set of memories, attitudes and behaviours with distinctive characteristics, and is sequentially and disjointedly manifested. (This is a form of hysterical amnesia). Analogous phenomena may occur with collective memory, segments of which may be activated and expressed sequentially but without reference to each other. One possible indication of this is when a body of individuals convene in one mode and subsequently reconvene in another mode « wearing different hats » in which it is inappropriate to make any reference to the previous occasion.

(f) Hypnotic amnesia :

Amnesia may be induced by the use of suggestion usually under hypnosis (in a trance state). Memory of the trance state is vague and fragmentary, especially if the suggestion is that it should be forgotten.

Analogous phenomena may be found with collective memory. Public opinion may be « hypnotized » by suitable processes (perhaps fascist propaganda is an extreme example) and these may well cause awareness of the « hypnotized state » to be collectively repressed.

(g) Aphasias:

These impairments of the formal language code in verbal communication are due to circumscribed cerebral lesions. They may be grouped as follows :

(1) Disorders of spoken language.

(2) Disorders of written language, including the reproduction of graphemes.

(3) Disorders of reading include general disintegration of the sense of word structure.

In the case of collective memory, there may be analogous disturbances in decoding and encoding between the various modes. In the operations of the international community there are many instances of systematic weaknesses in spoken communication, and inability to « read » available texts with any efficacy. There is often a hiatus between the two modes.

(h) Paramnesia and confabulation :

These are errors and illusions in memory and their reproduction. They may consist of : treatment of fantasies as genuine events, belief that events similar to a unique event have previously occurred (reduplication of memory), or belief that an event identical to a previous event has previously occurred (déjà vu). Whilst all remembering depends heavily on reconstruction rather than on mere reproduction alone, confabulation is a highly error prone form of production of spurious memories and fabrications.

Analogous phenomena may be found with collective memory particularly in some of the abuses of speech-makers and the media whereby facts are « invented » which appear to fit the context of a presentation. These processes may also be associated with the important phenomena of rumour in establishing public opinion.

(i) Korsakoff's syndrome :

This is a complex syndrome defined by four possible conditions :

- gross defect in recent memory (associated with retrograde amnesia) although memory for remote events and didactically learned facts remains intact
- a spatial or temporal disorientation
- some degree of confabulation
- false recognition.

It occurs in a wide variety of toxic and infectious brain illnesses as well as in association with some nutritional disorders.

The syndrome may be so severe as to produce « moment-to-moment » consciousness, with information only being retained for a few seconds and providing no continuity between one experience and the next. Learning may thus be severely limited or impossible. The condition can be transitory or chronic.

Analogous phenomena may occur in the case of collective memory in social conditions of extreme deprivation or disorganization.

(j) Memory defects of special origin :

Memory disorders usually result following brain surgery, encephalitis (brain inflammation) or electroconvulsive therapy. Those of the first case may well resemble those of the second which themselves resemble those of Korsakoff's syndrome. However the individual in both cases recognizes the memory difficulty. Frequent electroconvulsion sometime leads to exaggerated forgetfulness for day-to-day events. Analogous phenomena may occur in the case of collective memory as a result of physical destruction of portions of an information system, uncontrolled hyperdevelopment of such a system, or the subjection of such a system to frequent overload beyond the breakdown threshold.

way to investigate user-learner problems. It should be much easier to simulate than individual memory (as is done in artificial intelligence investigations). As a useful guide Nico Frijda has listed the structural properties which must eventually be incorporated in a model of memory. Such a model must (minimally) encompass the coding of single items (cognitive units), classes, relations (inferences, functions), higher order systems. In addition, any adequate model must deal with methods for transferring data, assimilating new information into the data base and deriving implications which influence future action. But, as Frijda concludes :

- It is one thing to give a formal representation of this complexity, and quite another to envisage learning processes that construct the necessary categories as well as the specific structures. It seems to us that the study of learning processes which can account for knowledge acquisition, has hardly begun ». (61, p. 159)

The current literature on individual memory postulates a rich array of storage systems: temporary way stations along the route taken by information in the process of assimilation. Memory overlaps with perceptual and decision processes not as a unitary system but as a synthesis of diverse cognitive activity. The explanatory progression has been away from registration of experience etched upon a suitably receptive surface towards a selective process in which information is encoded, stored and retrieved following the operation of processing strategies which may vary with both task and material requirements. (62, p. XII).

« The end product can be described by a directed graph whose organization reflects the organization of the information in the user. What we would like to do is find experimental procedures which will readily reveal at least the major part of these structures ». (63, p. 91)

The author then indicates the classification problem which is highly relevant to use of international documentation systems with rigid classifications :

« Another problem is that the internal scheme of organization is likely to be different for different groups of people. Thus, in a hospital, nurses will be likely to classify patients with tonsillitis and appendicitis together in contrast to throat cancer and prostate operations since the former need little nursing and the latter pair more intensive nursing. For medical staff, on the other hand, it would be more natural to classify the tonsillectomy and the throat cancer patients together and the prostate and appendix patients together on the basis of the parts of the body concerned ». (63, p. 91)

4.3 Associative networks : More generally this suggests a major lack in user sensitivity of international documentation systems using logical category schemes. Some work on individual memory is now focusing on associative or relevance networks (64, p. 108).

« Relevance simply tells us « what goes with what ». This aspect of belongingness is to be found both in the world itself, in the sense of causal, spatial and temporal connections and structure, and also in the representation of the world in our minds, commonly referred to as our « knowledge of the world ». The author maintains the view that one very important aspect of this knowledge of the world is simply knowing these « what goes with what » connections. This kind of knowledge is clearly not all that we need. In addition to knowing that chair goes with table, we also need to know a great deal of information about the relational (logical) nature of the connection. Considering, however, the extremely large amount of relational information that we all carry around with us in our memory, efficient retrieval of parts of this information demands that we should have the means for quick, global evaluation of what alternative possibilities need to be considered in a situation... My interpretation of word associations is that they are direct indicators of degrees of relevance between the concepts for which the words are labels through their word senses ». (64, p. 108).

Such associative networks, crossing conventional categories, could highlight and facilitate possibilities for the integrative approaches recommended by the Club of Rome report.

« Word association norms, and particularly the associative Thesaurus network, are thus fairly direct mappings of this aspect of structure of the organization in our minds. Not only do they tell us what the elements are which we need to think about in contiguity with each other, but they also indicate the degree of cohesion existing between them. The detailed study of this kind of organization is what the Associative Thesaurus makes possible for the first time on a large scale ». (64, p. 108-109).

Such networks as data bases also permit a whole new range of analyses of value to the user. This was a determining factor, for example,

in the organization of the experimental *Yearbook of World Problems and Human Potential* (2), now being revised. Although the production of relevance maps would be a major aid to international document users (15), the challenging requirements for comprehension and innovative learning already make such an advance inadequate. The problem is that such maps are too complex and disorganized to facilitate contextual memorability and comprehension, as opposed to detailed consultation (*). As noted before, this is the price of moving away from a conventional hierarchical scheme of categories, whatever its disadvantages.

4.4 Packing complex patterns of information : The problem is how to « pack » complex patterns of information in order to facilitate representation, communication and comprehension whilst retaining contextual memorability (10). Certain encoding schemes - the use of imagery, the method of loci, and the mnemonic pegword system are only the most familiar examples - have long been employed by mnemonists to assure the memorability of events (65). But it is not the curious abilities of memory prodigies that are of interest, rather it is the severe memory challenge to users posed by the world problématique. The optimistic proponents of total « fingertip » access are quick to relegate all memory problems to any computerized information system. This could ultimately imply a user defined as a « memory-less decider » between computer supplied options, namely a human « switching device » without any sense of context. This is totally inadequate for innovative learning. As argued elsewhere (10, 13), new approaches are required. It is interesting that these make use of structured images, linking to the strong case made for images by the Club of Rome report (5, pp. 37-42) for different reasons.

« Recent studies of imagery have firmly established the fact that imagery variables are highly effective in a variety of memory tasks. Indeed, they are the most potent mnemonic variables ever discovered... The information in images appears to be structured and integrated in a figural, spatial, or synchronous manner so that the components of the image are simultaneously available for retrieval... The verbal system, however, organizes information sequentially, that is, it concatenates discrete linguistic units into higher-order sequential structures... But none of the available information satisfactorily explains why image-mediated memories often seem to be more resistant to forgetting than « pure » verbal memories... » (66, pp. 57, 77, 81).

How then can information systems augment their value to users by using « structured imagery » ? The difficulty is that the provision of imagery is seen as the intellectually disreputable task of the public information divisions of international agencies. As such the images have an extremely distorted « glossy » relationship to « soberly ordered » documents. This gap should be bridged if documented issues are to become memorable and if public information imagery is to have more than a superficial impact. Hence the use of the term « structured images » which should combine visual appeal with usable information content intimately related to information system concept schemes. Much remains to be investigated in this area (10, 13).

It would however be a mistake to be content with structured images in general. It could be that the really significant breakthroughs in the world problématique will only be possible with the development of focused structured images of it (40). Images are too easily lost in the « blip culture » mentioned by Toffler (6). The question is whether new kinds of more powerful image can be developed which can focus and guide user access strategies. Such developments lie at the frontier with the elaboration of a new symbolism. It is symbols which as « meta-patterns » provide the most powerful level of integration in relation to the user and thus empower users to act (10). The question is how to find ways of linking the elaboration of operationally significant symbols with the pattern of a user's access strategies to relevant concepts in an information system (67).

4.5 Shared symbols : Ideally what is required - to counteract the fragmentation of collective memory - are shared symbols rather than simply user-specific symbols. The challenge in user terms is to elaborate some symbol which could be the information system analogue to the earth-globe - with equivalent significance for the world community. Such a symbol would orient users in terms of the « functional roundness » of the world problématique rather than the

(*) Again the use of subway maps provides a good example. They can be used but are difficult to memorize as a whole.

present « flat earth » classification of societal functions as subject categories. Whether or not such shared general symbols can be developed to interrelate detailed access maps, users should be able to work in terms of *alternative* user-specific symbols, constrained by their particular horizon and interrelated by the controlled manner in which they can be generated for users from a data base.

It is the web of such alternative symbols, tensed by apparent incompatibilities into the form of an unbounded spherical tensegrity network, which could contain the expanding societal « emptiness » of ever-increasing ignorance (10, 59, 69, 70). The notion of incompatibilities in a tension relationship is in accordance with points in the Club of Rome report. Thus « it is the tension created by the pressure to select from among multiple values that catalyzes innovative learning » (5, p. 40). But « society... is inherently conflictual and hence global issues are not « resolvable » in some final sense but need to be seen as conflictual » (5, p. 129). Global issues cannot be *resolved* by innovative social learning but perhaps they can be *contained* by some new kind of comprehension structure (13).

5. Implications

A major effort is required to facilitate the cross-category interrelationship of subject areas and to provide users with some tools to augment their ability to tolerate the complexity with which they have to deal.

5.1 Mapping techniques : Librarians have been tricked by the success with which computers have been used to process lists of subjects, bibliographic entries, and lines of text. This provides them with good control of « librarian problems » but does nothing for the user faced with indigestible acquisition lists or on-line keyword search facilities. Innovative learning necessitates new user tools. « Maps » of interconnected topics around a user's focal topic would be of inestimable value in providing him with a sense of context to guide his searches and to signal related topics of concern (15). It should be possible to generate such maps from relatively simple data bases. The hardware exists, as does the software, but none of those concerned have articulated the need sufficiently in order to assemble these elements with the necessary funding. (70).

A major value of such maps would be as a single-sheet background document for agency meetings to provide the context to each agenda item (and, as a result of criticism, to ensure continual updating of the map for that topic) (*). They would be of obvious value as educational aids.

5.2 Interdisciplinarity : As Georges Gusdorf notes in a brilliant essay (74a), « interdisciplinarity » has become a disguise for the mere juxtaposition of disciplines without any significant interaction (**). It has failed to emerge in any significant non-token form in a society in desperate need of it. The Club of Rome report notes that despite the amount of information published annually it is « incomplete and deficient because it is essentially of an *intradisciplinary* nature with very little emphasis on *inter-disciplinary* materials » (5, p. 109). University « interdisciplinarity » is a mockery torn by interfaculty politics and eroded by cynicism. It has become a joke. The situation is, if anything, even worse in international agencies. Thus it is in the greater detachment of libraries and information systems that hopes must be placed. There, however, even the term is an embarrassment so that books with that dimension are « crammed » into any category including « general » to avoid opening up an inter-category notion (***). There has, for example, never been any study of the problems of classifying interdisciplinary materials, because librarians have not allowed such problems to exist. Users are therefore totally handicapped in gaining the faintest understanding of the many integrative possibilities (see ref. 2, Section K). This leads to general reinforcement of the in-

(*) Ultimately the pressure for (and constraints of) collective comprehension may lead to efforts to map such symbols back onto the integrated phenomena of the natural environment from which they have been « extracted » and with which they remain dramatically associated in many cultures whose participation in the societal learning process would be valuable (66).

(**) The data base for the Yearbook of *World Problems and Human Potential* was created with this possibility in mind. Generation of such maps is planned in connection with the 1985 edition (2).

(***) It is this sense that Rózsa's (73) positive assessment of the interdisciplinarity of international documentation must be interpreted. Such documents must often be judged as much by the disciplines they exclude as those they include.

adequacies of the interdisciplinary approach. A study of this whole matter should be made and the status of material in this area should be reviewed in relation to the « general » category in terms of societal learning needs and the challenge of the world problematique (*).

5.3 Imagery : The Club of Rome report places great stress on imagery : « Images with their integrative power and instant recall, have been underestimated as components of learning » (5, p. 41). Both international agencies and their information systems are committed in many ways to text processing. Only the « public information » programmes use images and these are not considered to be documents of substantive value. A study is required to look into ways to bridge this gap. Users could benefit from images to help them to grasp the nature of the world problematique. It is however, important to avoid superficial approaches to imagery which constitute a trap justifying any preferences for text. What is needed is a way to select a pattern of images and to comprehension of a facilitate matching pattern of interconnected problems (possibly represented on a map, as suggested above). It is the possibilities of cross-linking between the patterns that requires study.

5.4 Analogy, metaphor, and parable : The increasing problem of understanding and communicating the nature of the complex conditions in which we are embedded has been frequently stated. This problem is more acute when there is a requirement for rapid and innovative societal learning. Conventional logical explanations have long ceased to suffice. Mathematicians (Thorn, catastrophe theory), biologists, religious leaders, and politicians have long been forced to communicate by the use of analogy, metaphor, and parable. This is often true in intergovernmental plenary speeches but rarely in the background documents which are considered to be so indigestible. These forms use verbal imagery to elucidate unfamiliar points and render them memorable. As with imagery (above), there is clearly a need to bridge the chasm separating this meaningful mode with the often meaningless textual mode of documentation. These forms can also be powerful human-centred integrative tools which work even in the most isolated communities. There are few other forms with these qualities. In addition, as noted by the Club of Rome report, they are a stimulus to intuitive thinking (5, p. 126). The question is whether greater benefits could not be derived from these forms if they could be rendered more accessible (and more « apt ») and linked, as an aid to users, to the « problem complexes » about which conventional documents are produced. Documentalists could usefully take the first step by recognizing the urgent need for the construction of such a (right-brain/left-brain) bridge.

5.5 Structured images and symbols : The important distinction between « imagery » (above) and structured images has already been discussed. Structured images are in effect a marriage between imagery and mapping, combining some of the strengths of both. They may also overlap with a range of powerful symbols of integration (10). Both can be powerful tools in communicating and rendering credible the nature of action.

Great efforts are made to develop suitable « symbols » for international programmes. Symbols of this type are often little more than images with little power. The question is whether structured images orienting user access to complex subject domains can be linked to (or blended into) existing powerful symbols capable of galvanizing a « political will to change ». Note the probability of failure of action if the two are not successfully related. Exploration of these possibilities offers a route whereby the currently static concept patterns of information systems can be « activated » into a dynamic catalyst for change.

5.6 Psycho-cultural variants : It is too conveniently assumed that information organization should correspond to approaches elaborated in the developed countries. As recent studies are demonstrating (24), there are other equally meaningful approaches to the organization of concepts which are characteristic of non-indo-european cultures (and by « inaccessible » potential users in indo-european cultures). And even in western countries there is increa-

(*) The reality of user access problems to such materials, and an indication of the vulnerability of collective memory, is illustrated by an effort in 1975 to consult the General Systems Yearbook (published annually in Washington DC since 1966) at the Library of Congress. Two volumes were available on first request. A protest led to a visit to the stacks where it was clear that several volumes had been mistitled in neighboring racks. The majority had been lost or stolen. (Unesco did not possess the series).

sing criticism of Boolean approaches to data searches. New logics and forms of presentation are called for (56, 57). Any user study must take into account these possibilities, if international documentation is to be rendered acceptable to those who have not been coopted into developed country traditions. Also relevant is the argument of the Club of Rome report : « In large part, it is the inadequacy of learning capacities which accounts for the low level of understanding not only of ideas and knowledge originating outside a particular culture but also of the values intrinsic to and embodied in technologies that are too often « transferred » inappropriately » (5, p. 89).

5.7 Telecommunications

As noted in the introduction, the features of the information/communication society of the future are emerging. Telecommunications are a vital component. They are basic to the exciting future possibilities of data networks in relation to societal learning. As has been said before such networks are the planetary « nervous system ». The Club of Rome report states, however : « The neglect and abuse of telecommunications is another illustration of how innovative learning is impeded. It is because of the existence of a global communications network... that their neglect is so discouraging ». (5, p. 55).

REFERENCES

1. Sources, Organization, Utilization of International Documentation: Proceedings of the International Symposium on Documentation of the United Nations and other Intergovernmental Organizations, Geneva, 1972. The Hague, International Federation for Documentation, 1974, 586 p. (FID Publ. 506).
2. Yearbook of World Problems and Human Potential. Brussels, Union of International Associations and Mankind 2000, 1978, 1139 p. (2nd edition, 1985).
3. Soedjatmoko. The future and the learning capacity of nations : the role of communications. London, International Institute of Communication, 1978 (Lecture to the annual meeting of the Institute, Dubrovnik, 1978).
4. Helmut Arntz. La FID au service de l'humanité. Associations Internationales, 27, 1975, 89, pp. 394.
5. James W Botkin, Mehdi Elmandira, Miroea Malitza. No Limits to Learning, bridging the human gap Oxford, Pergamon Press, 1979 (« A Report to the Club of Rome »).
6. Alvin Toffler. The Third Wave. New York, William Morrow, 1980.
7. Starr Roxanne Hiltz and Murray Turoff. The Network Nation: human communication via computer. Reading, Mass., Addison-Wesley, 1978.
8. Newsletter of the World Mind Group (Edited by Professor Goodman, University of Calgary), 1975.
9. Declaration. Paris. Informatique pour les Tiers Mondes. 1979.
10. A.J.N. Judge. Representation, comprehension and communication of sets; the role of number. *International Classification*, 5, 1978, 3, pp. 126-133; 6, 1979, 1, pp. 16-25; 6, 1979, 2, pp. 92-103 (3 parts).
11. W. T. Jones. The Romantic Syndrome; toward a new method in cultural anthropology and history of ideas. The Hague, Martinus Nijhoff, 1961.
12. A. J. N. Judge. Development: beyond «science» to «wisdom» - facilitating the emergence of configurative understanding in «Councils of the Wise» through computer conferencing dialogues. In : Science and Technology and the Future (Ed : Hans Buchholz, Wolfgang Gmtn), München, K G Saur, 1979, pp.
13. A. J. N. Judge. The future of comprehension. (Paper prepared for the First Global Conference on the Future, Toronto, 1980).
14. A. J. N. Judge. Liberation of Integration. (Paper prepared for the 5th Network Meeting of the UN University's project on Goals, Processes and Indicators of Development, Montreal, 1980).
15. A. J. N. Judge. Information mapping for development. *Transnational Associations*, 31, 1979, 5, pp. 185-192.
16. D E Hunter and P Whitten. *Encyclopaedia of Anthropology*. New York, Harper and Row, 1976.
17. *Encyclopedia Britannica*, 15th ed.
18. Lewis Thomas. *The Lives of a Cell*. London, Penguin, 1978, p. 14.
19. J E Bodin. *The Social Mind*. New York, 1939.
20. William McDougall. *The Group Mind*. New York, 1920.
21. J M Ziman. Information, communication, knowledge. *Nature*, 224, 1969, pp. 318-324.
22. Theodore Roszak. *Person/Planet*. London, Faber, 1978.
23. E I Samurin. *Geschichte der bibliothekarisch-bibliographischen Klassifikation*.
24. I Dahlberg. *Grundlagen universaler Wissensordnung*. München, Verlag Dokumentation, 1974.
25. R F Ellen and D Reason (Eds), *Classifications in their Social Context*. New York, Academic Press, 1979.
26. Jacques Attali. *Bruits: essai sur l'économie politique de la musique*. Paris, Presses universitaires de France, 1977.
27. Paul Otlet. *Monde: essai d'universalisme*. Bruxelles, Editions Mundaneum, 1935.
28. H G Wells. *World encyclopedia*. In: Manfred Kochen (Ed). *The Growth of Knowledge*. New York, Wiley, 1967.
29. Manfred Kochen. WISE: a world information synthesis and encyclopedia. *Journal of Documentation*, 28, 1972, 12, 4, pp. 322-343.
30. Harry Szwarczlander. *Encyclopedic storage of scientific and technical knowledge*. IEEE Transactions on Engineering Writing and Speech. Vol. EWS-13, 2, Sept 1970, pp. 48-57.
31. Dagobert Soergel. *An automated encyclopedia; a solution of the information problem?* *International Classification*, 4, 1977, 1, pp. 4-10.
32. Directory of United Nations Information Systems. New York, United Nations.
33. Edgar Faure et al. *Learning to Be*. Paris, Unesco, 1972 (Report of the International Commission on the Development of Education).
34. Limits to Human Potential Brussels, Mankind 2000 and Union of International Associations, 1976.

Of special concern are the little-reported maneuverings of national PTT authorities and commercial data carriers to set the foundations for a totally elitist communication society. The carriers, with the connivance of PTTs, appear to be aiming to create a situation analogous to the well-known « seven sisters » monopoly in the petroleum industry. The PTTs are using spurious arguments to justify heavy tariffs, monopolistic services, inflexible equipment standards, and restrictive patterns of access. In part this is a classical effort at « creaming the market », in part it is a frantic attempt at conserving control over communications (to maintain revenues and protect the outdated telex technology), and in part it is done under pressure from authorities concerned with social control (military, etc.) and « trans-border data flows ».

At a time when energy costs are soaring, it is incredible that the communications, on which our civilization depends to maintain the « social fabric » and innovative learning processes, should be taxed so heavily and so artificially. This cynical irresponsibility should be recognized in terms of its inhibiting effect on learning and all aspects of future access to international documentation. The International Telecommunications Union bears a heavy responsibility in this matter, especially in the light of the « promises » of its World Communications Year (1983).

35. A. J. N. Judge. Why systems fail and problems sprout anew. *Transnational Associations*, 30, 1978, 11, pp. 491-496.
36. Robert Johansen et al. *Electronic Meetings*. Reading, Mass., Addison-Wesley, 1979.
37. A. J. N. Judge. Facilitating the networking processes of a transnational university using computer conferencing. *Transnational Associations*, 30, 1978, 4, pp. 205-214.
38. A. J. N. Judge. Groupware configurations of challenge and harmony. *Transnational Associations*, 31, 1979, 10, pp. 467-475.
39. Manfred Kochen. Policy-oriented teams in computer conference. (Unpublished paper, 1980).
40. Transformative Conferencing. Brussels, Union of International Associations, 1984.
41. Harold D Lasswell. The transition toward more sophisticated procedure. In: Davis B Bobrow and J L Schwartz (Eds), *Compute's and the Policy-making Community: applications to international relations*. Prentice-Hall, 1968, pp. 307-314.
51. A. J. N. Judge. Mobilization of public opinion: yesterday's response to today's problems. *Transnational Associations*, 31, 1979, 1/2, pp. 8-14.
52. United Nations. Secretary General. Dissemination of Information and Mobilization of Public Opinion relative to Problems of Development. New York (E/5359, 21 May 1973).
53. Johan Galtung. Processes in the UN System. Geneva, Goals, Processes and Indicators of Development Project of the UN University (Report of a meeting, Geneva, 1980).
56. P. A. Heelan. The logic of changing classificatory frameworks. In: J. A. Wójcickowski (Ed), *Conceptual Basis of the Classification of Knowledge*, München, K G Saur, 1974, pp. 260-274.
60. Walter Kintsch. *The Representation of Meaning in Memory*. New York, Wiley, 1974.
61. Nico H Fridja. Things to remember. In : ref. 62, pp. 143-159.
62. ref. 1974.
73. John Morton. Structuring experience; some discussion points. In ref. 62, pp. 89-101.
64. G R Kiss. An associative thesaurus of English : structural analysis of a large relevance network. In ref. 62, pp. 103-121.
- 43-56.
66. Allan Paivio. Imagery and long-term memory. In ref. 62, pp. 57-85.
67. A. J. N. Judge. Patterns of N-foldness: comparison of integrated multi-set concept schemes as forms of presentation. (Paper prepared for a meeting on Forms of Presentation of the Goals, Processes and Indicators of Development project of the UN University, Geneva, 1980).
68. A. J. N. Judge. The territory construed as a map. (Paper prepared in connection with the Forms of Presentation sub-project of the Goals, Processes and Indicators of Development project of the UN University, 1979).
69. Marie-Louise von Franz. Number and Time. London, Rider, 1974 (chapter on: Archetypes and numbers as « fields » of unfolding rhythmical sequences).
70. A. J. N. Judge. Metaconferencing. *Transnational Associations*, 32, 1980, forthcoming (section on « Thematic tensegrities »).
71. Robert W Schaefer. International documentation: serving users' needs. (Paper for the 2nd World Symposium on International Documentation. Brussels, 1980).
72. György Rózsa. On some features of the documents of international intergovernmental organizations (outline of a study) (Paper for the 2nd World Symposium on International Documentation, 28, 1972, 12, 4, pp. 322-343).
73. Edward de Bono. *Lateral Thinking: a textbook of creativity*. London, 1970.
74. Eve Johanson. Utilization of international documentation. (Paper for the 2nd World Symposium on International Documentation, Brussels, 1980).
- 74a. Georges Gusdorf. Interdisciplinarité. In: *Encyclopaedia Universalis France*. Paris, vol. 8, pp. 1086-1090.
75. J. P. Chittag. International documentation at the British Library Lending Division. (Paper for the 2nd World Symposium on International Documentation, Brussels, 1980).
76. A. J. N. Judge. Knowledge-representation in a computer-supported environment. *International Classification*, 4, 1977, 2, pp. 76-81.
77. Fred W Riggs. Technical jargon and ordinary language (Memorandum for the 2nd World Symposium on International Documentation, Brussels, 1980).
79. P. Vasarhelyi. The relevance of INTERCONCEPT for classification and indexing. *International Classification*, 7, 1980, 1, pp. 6-9.
80. Fred Riggs. The design of glossaries : an example from « networking ». (Paper prepared for the 2nd World Symposium on International Documentation, 1980).
81. G. A. Talland and N. C. Waugh (Eds). *The Pathology of Memory*. New York, Academic, 1969.
82. Richard Wilhelm. *The I Ching or Book of Changes*. Princeton University press, 1967.

ECHOS DE LA VIE ASSOCIATIVE NEWS ON ASSOCIATIVE AFFAIRS

V

Tribune internationale des droits de l'enfant

L'organisation - Défense des enfants-
International » (DEI) publie désormais une
revue destinée à éveiller les consciences
à l'égard des droits de l'enfant et à diffu-
ser les informations et réalisations tou-
chant à ce domaine.

Nigel Cantwell, secrétaire général de DEI,
précise que la publication veut être une
tribune libre ouverte aux personnes et
organisations concernées par le sujet. En
tant que telle, la Tribune ajoute un élé-
ment nouveau - les droits de l'enfant - à
l'éventail des publications actuelles de
diffusion internationale traitant de la pro-
tection de l'enfance.

L'abonnement coûte 20 FS pour les parti-
culiers, 40 FS pour les institutions.
Adresse: B.P. 359, CH-1211 Genève 4,
Suisse.

Extension géographique

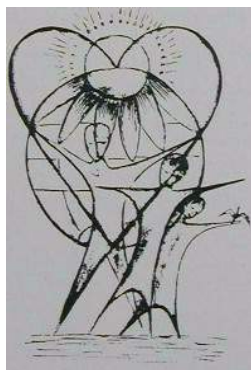
Le dernier numéro du Bulletin du Conseil
international de la philosophie et des
sciences humaines publie un tableau de
l'extension géographique de ses mem-
bres. Comme on le sait, ce Conseil
regroupe des associations elles-mêmes
internationales qui couvrent pratiquement
tous les domaines des sciences huma-
nes. Comme ce tableau fait état d'une

intéressant de remonter dix ans en arrière
pour vérifier les progrès réalisés. Pour ce
faire, nous avons consulté le « Yearbook
of International Organizations 1972-73 »
qui décrit la situation en 1972. Prenant au
hasard quelques exemples, ceux-ci nous
paraissent révélateurs d'un grand bond
en avant.

En Afrique par exemple, l'Union interna-
tionale des sciences anthropologiques et
ethnologiques qui comptait des membres
dans 8 pays en 1972, passe à 13 en 1982;
la Fédération internationale des langues
et littératures modernes passe de 11 à 20;
l'Union internationale des sciences pré-
historiques et protohistoriques passe de
20 à 31 : et surtout le Conseil international
des sciences historiques passe de 2 à
29!

Technical associations

During the last meeting of the Union of
international technical associations
board, the officers gave their agreement
to the admission of the following new
members : the CIV, International commis-
sion on glass (regular member); the
UIAPPA, International union of air pollu-
tion prevention associations (regular
member); the IFA, International fertilizer
industry association (regular member),
the IDBRA, International drivers behaviour
research association (associate mem-
ber).



Timbre poste émis par l'Administration des
postes belge à l'occasion du 25^e anniver-
saire du Mouvement Sans Nom.

Journalistes

A l'invitation de l'Institut international de
la presse, se sont retrouvés à Genève à la
fin de l'année dernière, les représentants
des mêmes organisations qui s'étaient
réunies treize ans auparavant autour du
problème de la protection du journaliste
contre le harcèlement. Y était notamment

représentées l'OIJ, la FIJ, la FIEJ, la
FIREC, l'IIP, la Commission internationale
de juristes et l'Unesco. En conclusion de
cette réunion, les participants ont
convenu de la nécessité d'assurer à tout
journaliste une protection efficace tant en
mission dangereuse qu'au cours de
l'exercice normal de sa profession dans
son propre pays ou comme correspondant
à l'étranger. Ils ont également exprimé le
souhait que se crée, en coopération avec
l'Unesco, un comité professionnel
authentique, qui serait habilité à émettre
une carte de presse aux journalistes en
mission dangereuse.

Governments/NGO Coopera- tion : A pilot project

India, Indonesia, Nepal and Sri Lanka will
be the site of a long-term research and
action on intersectoral coordination in
primary health care sponsored by the
International Union for Health Education
(IUHE) in collaboration with the South-
East Asia Regional Office of the World
Health Organization (WHO). Following a
research phase concerned with identi-
fying patterns of cooperation or non-coo-
peration between a number of govern-
mental and non-governmental agencies,
the project will develop alternative strate-
gies of cooperation to be implemented on
three levels: the village, the sub-centre
(10-15 villages) and the centre or area
(100,000 population). The experiment will
last two years, with constant monitoring to
adapt strategies as necessary. The pro-
ject is expected to provide opportunities
to test new approaches and methods of
work between governmental and non-
governmental institutions at the interna-
tional level and to identify ways to achieve
most effectiveness in joint efforts. Or V.
Ramakrishna, Director of the South-East
Asian Regional Bureau of the IUHE, is
giving leadership to the project.

Une bonne suggestion

Sous le numéro 1999/83, le député au
Parlement européen. Mme Yvonne Théo-

bald-Paoli, pose à la Commission des Communautés européennes une question écrite Que nous sommes heureux de relever ici : « La Commission européenne organise depuis de nombreuses années avec succès des stages administratifs en général réservés à de jeunes diplômés des universités.

Les jeunes responsables de la vie associative, en particulier des associations internationales à but universitaire ou autre, qui représentent un élément dynamique déterminant pour la construction de l'Europe de demain, ne bénéficient pourtant pas de manière systématique des mêmes facilités.

La Commission pourrait-elle étudier la mise en place de stages spécialement conçus à leur intention ?

Si toutefois la situation financière actuelle empêche la création de postes de stagiaires supplémentaires, pourrait-elle, dès à présent, réserver un «quota» dans tes attributions de postes actuels pour les jeunes responsables de la vie associative ?

Computers in development and disaster relief

Relief International, a new charity, is researching and developing a new data bank designed for Canadian nongovernmental organisations and international organisations involved in the provision of disaster relief.

The aim is to enable Canadian material aid and personnel to efficiently reach disaster relief operations by means of a computer-based resource directory and operations manual. The data bank will cover Emergency Relief Supplies, Emergency Personnel and Logistics, and Emergency Systems and Organisations.

On the computers side, Roger Knott of Loughborough University and Robin Stephenson carried out an informal study in 1983 on how small computer systems can help staff of development and relief agencies.

The study looked at the present use of small computer systems and related information technology in agency offices and in the field. Its aim was to identify those applications felt to be most promising by agency staff and to provide an opportunity for those working with computer systems to learn about the work of others.

A news sheet detailing some of the current applications and reviewing equipment and software has been started as a service to professional relief and development staff.

For more information, contact : Relief International, Box 3299 Station « D », Ottawa, Canada K1P 6H8. Dr Knott or Dr Stephenson, CIDR, 106 Park Road, Loughborough, Leics.. LE11 2HH, U.K.

Inter-american foundation loses independence

The American administration has moved to take over one of the few progressive initiatives that have appeared on the official US aid scene in many years.

The Inter-American Foundation was financed by the American government, but it was administered by an independent Board outside the official aid machinery. So it could make 1,600 grants over its 13 years of existence to many small focal groups, among which a number of Latin American progressive groups. At some time, suspicions arose among many people who thought that the Foundation was not as independent as it claimed to be. They argued that the aid channels could well be used for the gathering of intelligence by the CIA or the like.

However, the Foundation's aid programmes were considered by many as a model that could be copied in other countries. Its freedom of action has not been to the taste of President Reagan, who for the past three years has been trying to get a majority on the seven-person Board. In December 1983 he succeeded and the Foundation's Director was fired. When the new Board announced that a new policy would be adopted involving US embassies and Latin American governments in project selection, the event was hotly debated in the American press and fiercely opposed by members of Congress, who said that the new policy violated the Foundation's mandate from Congress.



Le Bulletin « Photohistorica » achève sa 5^e année d'existence. Il s'agit d'un bulletin signalétique qui donne dans chaque numéro une moyenne de 250 résumés sur les ouvrages ou articles parus sur l'histoire de la photographie. L'Association européenne pour l'histoire de la photographie qui édite cette publication a son siège : c/o Provinciaal Museum voor Fotografie, Karel Oomstraat 11, 8-2000 Antwerpen, Belgium.

Pédagogie de la rue

« Est considérée comme enfant ou jeune de la rue toute fille ou tout garçon n'ayant pas atteint l'âge adulte, pour qui la rue (au sens large du terme, c'est-à-dire compre-

nant bâtiments à l'abandon, terrains vagues, etc.) est devenu sa demeure habituelle et/ou sa source de moyens d'existence, et qui est inadéquatement protégé, encadré ou dirigé par un ou des adultes responsables » : telle est la définition adoptée par le programme inter-ONG des enfants et des jeunes de la rue. Ce programme a été lancé en 1982 par le chanoine Moerman, secrétaire général du Bureau international catholique de l'enfance.

Le premier forum régional (Méditerranée) organisé par ce programme inter-ONG a réuni plus de 65 éducateurs en milieu ouvert et spécialistes des problèmes des enfants et des jeunes de la rue à Marseille, en France, du 24 au 27 octobre 1983. Ce forum a permis aux spécialistes de la question de se mettre en rapport et d'échanger des expériences concrètes.

La situation des enfants « sans famille » est celle que vivent aujourd'hui 80 millions sur les 200 milliards d'enfants que compte l'humanité. Les catégories visées sont toutefois variables, puisque pour certains le terme « dans la rue » recouvre aussi les jeunes délinquants qui partagent leur vie entre la rue et leur famille.

Les solutions pratiques adoptées allaient du travail bénévole aux programmes d'éducation en milieu ouvert, en passant par les coûteux programmes de readaptation en institutions spécialisées dont les participants notaient que, dans les pays industrialisés, ils revenaient moins cher que l'emprisonnement. Les participants ont regretté le manque de coordination des institutions officielles et souhaité que les initiatives individuelles reconnues comme valables bénéficient d'un soutien, afin de restituer aux jeunes une activité d'utilité sociale.

D'autres réunions régionales sont prévues à Bogota (5-8 September 1983), Abidjan (vers décembre 1984), et New Delhi. Pour plus de renseignements, s'adresser à :

M. Merrick Fall, Secrétaire général. Programme inter-ONG des enfants et jeunes de la rue 65, rue de Lausanne. CH 1202 Genève, Suisse.
Tél. (022)31 3248.

African ecology

Published for the East African Wildlife Society, *African Journal of Ecology* (formerly *East Africa Wildlife Journal*) was inaugurated to meet the growing need for an authoritative organ for the dissemination of the results of scientific research into East Africa's wildlife. Its scope has since been widened to include original research papers which make a significant contribution to the study of the plant and animal ecology of Africa, and comprehensive reviews and brief communications are now regular features. Manuscripts for publication should be submitted to the Editor, Professor F.I.B. Kayanja, Department of Veterinary Anatomy and Histology.

logy. Maxelere University, PO BOX 7062. Kampala. Uganda. Subscriptions and specimen copies are available from Blackwell Scientific Publications Ltd. P.O. BOX 88. Oxford, England.

ONG/CEE

Le budget alloué par la Commission des Communautés européennes au cofinancement de projets d'organisations non

gouvernementales s'élève, pour 1984, 35 millions d'Ecus. (l'Ecu valait 0,801164 dollar des Etats-Unis au 31 janvier 1984). 150 projets représentant une subvention communautaire de 19.2 millions d'Ecus, y inclus 127 dossiers reportés de 1983, sont en cours d'examen dans les services de la Commission européenne.

Aveugles

Sous l'égide du Comité européen de la

Fédération internationale des aveugles avec la collaboration de la Commission des Communautés européennes, s'est tenu à Bruxelles en octobre 1983 le premier symposium européen sur les plans de ville en relief pour aveugles. Le but du symposium était l'uniformisation, au moins à l'échelle européenne, des symboles tactiles employés pour les plans de ville en relief, et ce, afin de faciliter les déplacements et la mobilité des aveugles et malvoyants dans leur pays et à l'étranger.

New... Creations... Plans... New... Creations... Plans

Les capitaux à risque s'associent

Créée avec le concours de la Commission européenne (CE), l'Association européenne du capital risque (European Venture Capital Association - EVCA) a commencé ses activités le 9 novembre 1983. Elle représente 35 sociétés financières d'innovation (SFI) représentant tous les Etats de la Communauté, et a pour but de servir de trait d'union entre les sociétés d'investissement à risque et de favoriser les opérations transnationales.

Renewable energy in Asia and the Pacific

The purpose of the consultation, organized by Unesco's Energy Information Programme in Bangkok from 2 to 4 May 1983, was to consider draft Unesco documents for the development of a new and renewable energy (NRE) information network in the Asia and Pacific region. Preliminary discussion centred on the following existing and proposed systems : Commonwealth Regional Renewable Energy Resources Information System (CRRERIS); Renewable Energy Resources Information Centre (RERIC); Technonet Asia; Agricultural Information Bank of Asia (AIBAS); AGRIS and CARIS IFAO; Energy for Rural Development Network (EBDINET); ASSET (United Nations University); and ESCAF activities in the region.

A report on NRE information in other countries of the region not covered by CRRERIS, based on recent studies and surveys and other available documents, was also examined and discussed briefly. The structure and activities of the proposed regional information network were discussed in detail and a proposal was drafted concerning the initiation of the

system. This proposal is now being submitted to Unesco for consideration. (Unist)

Télécommunications et développement

La Commission internationale indépendante volontaire pour le développement des télécommunications, créée par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (UIT) à Nairobi en 1982, a commencé ses travaux à l'occasion de Télécom 83, quatrième exposition mondiale des télécommunications, qui s'est tenu les 24 et 25 octobre 1983. La réunion d'octobre prolongeait le programme mondial de planification et d'action mis en place à l'occasion de l'Année mondiale des communications. La Commission est composée de 17 représentants des centres de décision les plus élevés des administrations, des exploitations privées reconnues et de l'industrie des pays en développement et des pays développés, ainsi que des grandes institutions financières et d'autres organismes concernés. Il s'agit donc d'une instance véritablement « multidisciplinaire », dont tous les membres ont pour point commun de s'intéresser aux questions de développement. Après la réunion d'octobre 1983, la Commission se réunira en 1984 selon les nécessités et devrait adopter son rapport final pour la fin de 1984 ou le début de 1985.

Islamic Economies

An International Institute of Islamic Economies (IIIE) has been recently esta-

blished. In a press conference on January 29, the Chairman of its Board of Governors, Prof. Khurshid Ahmed, stated that the Institute would promote Islamic economics in Pakistan and abroad and would work as an autonomous body with the Islamic University in Islamabad.

The Chairman said the Institute was currently holding the course of B. Sc. (Hons.) and would introduce M. Sc., M. Phil, and Ph. D. classes in economics next year.

Short term programmes leading to diploma or certificate in specialised areas of economics or allied fields for teachers, administrators, public servants and bankers will also be undertaken by the school of economics.

Bois tropicaux

La deuxième partie de la Conférence des Nations Unies sur les bois tropicaux s'est achevée le 18 novembre 1983 par l'adoption du texte d'un Accord international.

Cet accord porte sur des domaines divers tels que l'information économique, la recherche et le développement, la transformation, le reboisement et la gestion forestière.

L'Accord est d'une importance majeure à plus d'un titre. Tout d'abord, il concerne un produit de base faisant l'objet d'un commerce international évalué à près de 7 milliards de dollars, et qui est ainsi le deuxième en valeur après le café. La portée de l'accord est également illustrée par le nombre et la diversité des parties contractantes. Les 33 producteurs de bois tropicaux sont des pays en voie de développement d'Afrique, d'Amérique

latine, d'Asie et du Pacifique. Parmi eux figurent des géants comme l'Indonésie, la Malaisie, le Brésil dans l'avenir. Le Japon, la Communauté européenne et, dans une moindre mesure, les Etats-Unis, sont de loin les principaux consommateurs.

La répartition des voix au sein des deux collèges du futur Conseil international des bois tropicaux s'est faite, pour les producteurs, sur base de critères de production, de ressources et de valeur d'exportation. Du côté des consommateurs, un consensus a été obtenu sur la base du volume des importations. Le compromis sur le vote spécial s'est établi sur un total de deux tiers des suffrages exprimés par les membres producteurs présents et votants et au moins 60 % des suffrages exprimés par au moins la moitié des membres consommateurs.

Meteorological training centre

An agreement concerning the recognition of the International School of Meteorology of the Mediterranean at Erice (Italy) as a World Meteorological Organization Regional Meteorological Training Centre (RM1C) was signed on 23 February 1984 between Italy and the WMO at the WMO Headquarters in Geneva.

The worldwide network of WMO-recognised RMICs now comprises sixteen institutions spread all over the world. It has been progressively built up since the late 1960s and has significantly contributed to the training of personnel in developing countries to the extent of having turned out a total of more than 800 trained personnel. They therefore contribute to the transfer of knowledge and proven technology. In addition to basic training courses, the centres frequently organise seminars, workshops and conferences. International workshops on numerical models for computers of limited power and on operational applications of agrometeorology in semi-arid zones will take place at the Erice Centre in October 1984.

Sous les auspices de Bolivar

Le gouvernement vénézuélien et l'Unesco ont signé un accord relatif au Centre international de coopération scientifique Simon Bolivar. L'Accord a été signé par Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'Unesco, et Raimundo Villegas, ministre d'Etat pour la science et la culture du Venezuela. Le Centre aura pour but de :

- promouvoir les activités pédagogiques et de recherche scientifique aux niveaux de post-graduat, post-doctorat et éducation permanente;

- promouvoir et organiser des cours, séminaires et réunions internationales dans les différents domaines scientifiques et techniques, et notamment dans les biosciences et les biotechnologies et leurs applications dans les domaines de l'agriculture et de la santé, de l'énergie et de renseignement;

naux dans le domaine de l'information scientifique et technique en général, et des biosciences et biotechnologies en particulier.

Le centre sera administré par un Conseil d'administration composé d'un représentant du pays hôte (et obligatoirement Président de la Fondation Institut international d'études avancées), d'un représentant de chaque Etat membre, d'un représentant du directeur général de l'Unesco) et des représentants (sans droit de vote) des organisations inter-gouvernementales apportant une contribution importante au fonctionnement du Centre et admis par le Conseil d'administration.

Islamic centre of trade

An Islamic centre for promotion of trade among Islamic states was opened at Casablanca (Morocco) on January 16, 1984.

A decision to establish the centre was taken by the third Islamic summit held in Makkah-Taif in January 1981.

Nouvelle zone de libre échange

C'est en fait une nouvelle zone de libre échange qui s'est formée le 1^{er} janvier 1984, date à laquelle la Communauté européenne et ses partenaires de l'Association européenne de libre échange (AELE) ont supprimé - hormis quelques exceptions mineures et temporaires - tous les obstacles tarifaires et restrictions quantitatives à leurs échanges de produits industriels. Les dix pays de la CEE plus les sept de l'AELE sont maintenant la plus importante aire de libre échange de biens industriels dans le monde: avec 312 millions de consommateurs, les deux partenaires européens forment déjà un marché plus important que les Etats-unis et le Canada réunis. L'adhésion de l'Espagne à la Communauté ajoutera 38 millions de consommateurs à ce nombre.

Conseils en développement

Nairobi est depuis un an environ, le siège d'une nouvelle association internatio-

nale : Biosphère International Limited - Third World Environmental Consultancy.

Celle-ci a été créée pour faire face à la détérioration de l'environnement des pays en voie de développement et permettre à ces pays de mieux gérer leurs ressources naturelles et humaines.

L'association se compose essentiellement d'un groupe de consultants, en fait des chercheurs originaires de pays du tiers monde pour la plupart, plus des chercheurs de pays développés spécialisés dans les domaines requis. Le groupe s'est fixé pour but d'élaborer des plans et stratégies de gestion et d'utilisation des ressources acceptables par les populations dans les conditions dominantes d'expansion socio-économique, et fondés sur une évaluation correcte des facteurs culturels, politiques, écologiques et socio-économiques. Selon M. Musoke, l'un des responsables de l'association. « De nombreux pays du tiers monde n'ont pas eu la chance de découvrir des minerais ou du pétrole sur leur territoire et la vie dépend entièrement du potentiel agricole de la terre. Cela signifie que ces pays ne pourront jamais avoir une croissance semblable à celle des pays développés et le niveau de vie devra être différent et basé sur des critères différents. Cela signifie encore qu'il faudra de nouvelles approches au développement ».

Biosphère International a déjà entrepris des études, principalement dans le cadre de projets écologiques des Nations Unies, plus quelques consultations courantes au Kenya et dans des pays d'Asie.

Adresse du siège : P.O. Box 58429, Nairobi. Kenya. Tél. 22231.

New news for Latin America

ALASEI. Agencia Latinoamericana de Servicios Especiales de Informacion, proposes an alternative to media dependence.

Today, Latin America and the Caribbean are linked to the world's information network through high technology systems, with names like multiplex. Telenet and Italcable; but they all depend on the multinational news agencies for coverage of their own region. ALASEI will provide a feature service on matters of special concern to the region, and a daily news service. In doing this, it is not trying to supplant the international giants but to supplement their service with coverage guided by other points of view, other values, other interests more likely to coincide with those of Latin America and the Caribbean.

The detailed and feasible plan for comprehensive coverage through a news agency

dates back only to July 1976, when the first International Conference on Communication Policies in Latin America and the Caribbean was held in Costa Rica, under the auspices of Unesco. The project was then presented to a group of top-ranking media executives and experts who gathered in San Jose in May 1979 to discuss the plan. The conclusion of this group was contained in a final document providing for the eventual creation of an effective communication instrument open to all representative sectors.

The Si sterna Economico Latinoamericano (SELA) was approached by the governments of Mexico, Venezuela, Panama, Costa Rica, Cuba, Nicaragua and Ecuador to make the necessary preparations.

SELA, which is the major organisation in the region concerned with economic development, responded by forming an Action Committee for the establishment of ALASEI. The Committee's members are Costa Rica, Cuba, Guyana, Haiti, Mexico, Nicaragua, Panama and Venezuela. It began its work in 1981 and should be replaced by a permanent body on a later date. The agency opened last October. By 1986, ALASEI should consist of 28 offices exchanging news through a central pool.

These will be opened at the rate of about ten a year in various countries. Also foreseen is a possible agreement with the Caribbean News Agency (CANA) for the exchange of news and a link with the United Nations in New York.

The three main themes of the feature service will be development, integration and cultural identity. The costs of establishing the news agency will be covered in the first two years by contributions and investments made by international regional and national cooperation. In the third year, the sale of news and special information services should begin to share a significant part of the cost, so that by the end of the fifth year the operation could be self-financing. The possibility of giving ALASEI a flexible, mixed capital structure is being explored, to avoid over-dependence on any one source and ensure a pluralistic approach. So far, financing has been received from Unesco's International Council of the International Programme for the Development of Communication (IPDC), member states of the Action Committee and other sources. (Unesco Features)

Femmes au foyer

L'Association des femmes au foyer (Belgique; nous fait part de ce que, le 18 novembre dernier à Bruxelles, est née la Fédération européenne des femmes actives au foyer. Le Comité fondateur comprend des représentants des associations italienne, française, belge et de la République Fédérale d'Allemagne. Représentant une proportion importante de la population féminine longtemps silencieuse, les femmes

au foyer ont su progressivement s'organiser et se faire entendre. Des signes d'intérêt et de reconnaissance d'abord platoniques et ensuite de plus en plus concrets leur ont été donnés au niveau européen. C'est ainsi que le 12 novembre 1975, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe (Résolution 75 (28)) regrettaient que « en dépit des progrès réalisés, les femmes au foyer ne bénéficient pas encore d'une protection sociale suffisante contre les risques fondamentaux (...) il convient de leur assurer une protection analogue à celle dont bénéficient les personnes qui exercent une activité professionnelle ».

La nouvelle fédération a pour but notamment de représenter les femmes européennes actives au foyer, particulièrement auprès des instances responsables de la CEE; de promouvoir, favoriser et soutenir par tous les moyens chaque femme qui choisit d'œuvrer principalement à l'intérieur de son foyer (Rue de Linthout 200, B-1040 Bruxelles).

International jute agreement

The International Agreement on Jute and Jute Products 1982 entered into force provisionally on 9 January 1984 when the 23 countries that have so far become parties to the Agreement met in Dhaka, Bangladesh.

By the end of 1983, five exporting countries - Bangladesh, India, Thailand, Nepal and China had joined the Agreement. On the importers' side only 16 countries, accounting for 41 % of net world imports, had joined. As the minimum number of importing countries is 20 - representing 65 % of net world imports - the governments which had signed or ratified the Agreement, or had notified the depositary that they would apply it, met on 9 January in Dhaka and put the Agreement into force provisionally. The importing countries were : Belgium/Luxembourg, Canada, Denmark, Finland, France, Federal Republic of Germany, Greece, Ireland, Italy, Japan, Netherlands, Norway, Sweden, United Kingdom and the United States. Egypt and Turkey also attended the meeting. This event was followed immediately by the first session of the International Jute Council, the main organ of the International Jute Organization which was established by the Agreement.

La Chine accueille

Suite à une étude de faisabilité réalisée par le Secrétariat de l'Unesco en 1981 et après que deux colloques internationaux se soient tenus en Chine sur le thème de la sédimentation fluviale, la Conférence générale de l'Unesco a décidé à sa vingt-deuxième session d'apporter son appui à

la création d'un centre international de formation et de recherche sur l'érosion et la sédimentation.

Un accord sera conclu entre cette organisation et le gouvernement chinois pour définir les responsabilités, les activités et la structure du centre. L'Unesco apportera, au titre de son budget ordinaire une assistance financière à sa création et à

African building association

Representatives of fifteen building societies from eight African countries, meeting in Nairobi, Kenya on 30 June 1983 decided to establish an African Union of Building Societies and Savings Associations. This Union will be a regional grouping of the International Union of Building Societies and Savings Associations (IUBSSA) with memberships open to Government and private organisations concerned with housing finance. IUBSSA already has regional sections in the Americas, Asia and the Pacific, and Europe.

During a conference sponsored by IUBSSA in Jamaica last June, attended by 150 participants from 16 countries, considerable interest was expressed in the possibility of creating a regional organisation for the Caribbean area.

Océan Indien

L'accord général de coopération portant création de la Commission de l'Océan Indien a été signé par les trois Etats fondateurs, à savoir Madagascar, Maurice et les Seychelles, à Victoria, à l'occasion de la réunion qui s'est tenue du 9 au 11 janvier 1984 aux Seychelles.

La réunion de la Commission de l'Océan Indien qui s'est tenue simultanément au niveau ministériel et au niveau des experts, a confirmé la volonté de progresser désormais rapidement dans la voie de la coopération régionale et a permis l'identification de plusieurs projets dont certains pourront être financés dans le cadre du programme régional de la Convention de Lomé, prévu à cet effet.

Des représentants de l'île de la Réunion et de la Commission des Communautés Européennes ont été invités à participer à cette réunion en tant qu'observateurs.

Enfin, une décision politique majeure a été prise, en invitant le gouvernement des Comores à envoyer des observateurs à la prochaine réunion de la Commission de l'Océan Indien, qui se tiendra probablement en juin (au niveau des experts) et en novembre (au niveau ministériel) à Madagascar, pays qui assurera cette année la présidence de la Commission (Courrier ACP).

World Maritime University

On 4 July 1983, an important development in international shipping was officially inaugurated - the World Maritime University (WMU) at Malmö in Sweden. It will offer the developing countries their best opportunity so far to close the technological gap between themselves and the traditional maritime countries.

The aim of the World Maritime University is to provide top-level training for senior administration and other officials from developing countries which is not available in their own countries. Initially, the University will have about 75 students, but ultimately this will increase to a maximum of 150. Most of the students will be on two-year courses leading to the award of a Master of Science degree.

The authorities in Malmö have provided facilities for the University - a former merchant marine academy - as well as a hostel which will be used to accommodate students. Further support has been provided by the United Nations Development Programme (UNDP) which has agreed to provide the WMU with \$ 800,000 a year.

Several IMO member states and other bodies - such as the Commonwealth - have also offered financial support.

Sciences alimentaires et tiers-monde

Plus de 5 000 mots sont publiés chaque minute sur des sujets scientifiques, et pourtant des études menées sur trois revues alimentaires révèlent que 5 % seulement des informations publiées dans les pays industrialisés sont utiles aux chercheurs et hauts responsables du tiers-monde,

L'Université des Nations Unies (UNU) est en train de mettre sur pied dans le tiers-monde un nouveau réseau d'établissements qui aura pour but de rassembler et de diffuser les informations en matière de technologie alimentaire utiles pour les pays en développement. Le besoin d'un tel réseau a fait l'objet de discussions lors de journées d'étude sur les services d'information adaptés aux besoins en matière de technologie alimentaire dans les pays en développement, qui se sont tenues en janvier à l'Institut central de recherche sur les techniques alimentaires (CFTRI) de Mysore, en Inde, établissement associé de l'UNU qui, avec son bulletin mensuel *Food Technology Abstracts*, sera le centre du réseau.

Il a été admis lors de ces journées que non seulement les informations publiées étaient de peu d'utilité, mais que les pays en développement accomplissaient eux-mêmes un travail de recherche précieux qui n'était pas diffusé. Le réseau s'effor-

cera donc de résoudre ce problème d'isolement en rapprochant les établissements participants. Il visera à toucher les chercheurs, les hauts responsables politiques, les travailleurs et les petites et moyennes entreprises. 18 établissements du tiers-monde au total ont participé aux journées d'étude de Mysore.

The South Bank

Following a Tunis meeting last year, the Group of 77 decided to complete a feasibility study on the establishment of a new Bank for developing countries. The study is expected to be ready in the first half of this year, and a report will be tabled in August or September 1984, at the Colombia session of the Intergovernmental Follow-up and Coordination Committee (IFCC).

The IFCC's decision followed a report from the intergovernmental expert group set up to undertake the study, which met at Ljubljana from 28 August to 2 September 1983.

The decline in access to private funds, coupled with a decline in official lending from multilateral institutions such as the International Monetary Fund (IMF) or the World Bank, have led many countries from the South to look for direct access to financial sources without the mediation of the North.

Some 25 countries took part in detailed technical discussions, expressing broad agreement on the follow-up steps, if not on the bank idea. The technical study before the Ljubljana meeting envisaged a South Bank with a total capital of US \$ 37.9 billion, of which US \$ 4.80 billion would be in paid-up capital and the balance callable. The Tunis meeting concluded that :

- The bank should be an inter-governmental institution of developing countries wishing to participate - while possible participation of private capital could be considered in the future;
- The size of the capital should depend of the functions assigned to it;
- Further in-depth work was required on the main aspects, including the capital and voting structures;
- For the Bank to be feasible, it should be based on concrete and practical arrangements that would enable self-sustained operations - sound lending policies and project selection should ensure commercial viability;
- Particular attention should be given to special needs of the least developed countries.

Though Nigeria and the Gulf countries (Saudi Arabia, Qatar and Kuwait) have

serious doubts about the viability of the project due to its - ambitious scale », the case for the bank as an important institution of the South to provide financial muscle and promote economic cooperation between developing countries, especially trade and other linkages, was presented by Algeria, Venezuela, India, Bangladesh, Pakistan, Sri Lanka and Jamaica among others. All stressed that the institution would not be an aid body, but should strengthen the collective self-reliance of the South.

As these countries are facing slow growth in the 1980s - even if the US recovery is sustained and expands to Europe - the South Bank is seen as a means to alleviate the financial burden of the Third World.

With the demise of multilateralism and a free-for-all of the economically fittest, financial institutions have cared primarily for the patients that most seriously threaten the financial system - Brazil, Mexico and Argentina.

After the IMF and World Bank meetings last year, the unmistakable message to the Third World was that it shouldn't expect any more financial help and would have to depend on the recovery. For the poorest countries, which feel they are rejected to the periphery of the world economy, the South Bank might be a new opportunity to mobilise their own internal resources and fill a few gaps in existing northern-dominated institutions.

Caraïbes

La Commission océanique intergouvernementale (COI) a institué une nouvelle catégorie d'organes subsidiaires régionaux - les sous-commissions régionales - dont le premier, qui vient d'être créé pour les Caraïbes et les régions adjacentes (IOCARIBE), succédera à l'Association COI pour la mer des Caraïbes et les régions adjacentes.

UN Peace Movement

Serving and retired staff members of the United Nations and related Agencies have recently decided to establish a Movement for Disarmement and Peace.

The Movement will be at Geneva and its organs will be an Assembly and an Executive. Its purpose is to contribute to the World Disarmement Campaign launched by the United Nations General Assembly and to support the efforts of the United Nations Secretary-General in this connection. To his end, it will seek to enlist the cooperation of the mass media and organize film showings, conferences, discussion meetings and any other appropriate activities.

YEARBOOK OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

20th edition 1983/84

2nd SUPPLEMENT Changes of address and/or name

For each organization concerned, the reference number and the name in English are given. If the organization's name or the Secretary General's name only are given, the address in the Yearbook has to be considered still valid. The address is given in full in any case where one or several of its components has been modified.

Section A

A 1710 International Coöperative Alliance
15 rue des Morillons
CH-12 Grand Saconnex, Switzerland

Section B

B 1324 International Association of Penal Law
Sec De Paul University, College of Law, 25 E Jackson Bid
Chicago ILL60604, USA.

B 145 International Catholic Migration Commission
SG, rue de Vermont 37-39, CH-1211 Genève, Switzerland.
.022/334150. Tx. 28 100 UCLC C.

B 226 (New name) International Information Management Congress
Address : no change.

B 2551 International Society of Internal Medicine
SG, R.A. Streuli, M.D., University Hospital, Opt of Internal Medicine CH-

B 355 World Jewish Congress
Exec Dir: Israel Singer, 1 Park Avenue, New York, NY 10016 USA
679-0600 Tx. 236129.

Geneva Office 1 rue de Varembe, CP 191, CH-1211 Genève 20 Switzerland.

Section C

C 0067 Asia-Pacific Printers Federation

C 0248 Central Office for International Railway Transport
Dir Gen P Trachsel, Thunplatz, CH-3006 Berne, Switzerland

C 0268 Christian Esperanto International Association
SG: EA van Dijk-Kuperus, Koningsmantel 4, 2403 HZ Alphen a/d Rijn
Netherlands

son nom en langue anglaise. Lorsque seuls apparaissent le nom de l'organisation ou celui d'un secrétaire général, c'est que la modification porte succès noms et que

valable. L'adresse est donnée en entier dès que l'une ou plusieurs de ses composantes a subi une modification.

C 0293 International Rural Sociological Association
Sec Mr Jack, C Lamrock, Dept of Agriculture, University of Queensland, St Lucia QLD 4067, Australia.

Sec GP Capt R D Hillary, c/o Ministry of Defence, Old War Office Bldg,
Room 114, Whitehall, London SW1A 2EU, UK

C 0360 Commonwealth Association of Architects

C 0529 English-Speaking Union
Dir-Gen Alan Lee William, Darmouth House, 37 Charles Street, London W1,
UK, T. 6290104.

C 0536 Esperanto Academy
Sec Dr Werner Bormann, Scharstr. 26, D-2050 Hamburg 80, RFA.

C 0782 International Hop Growers Convention
SG Dratoss Cetina, c/o Institut za Amelsjarstvo in Pivovarstvo, YU-63310
Zalec, Yugoslavia.

C 0946 Federation of International Civil Servants' Associations
SG Robert Luther, Palais des Nations, CH-1211 Genève, Switzerland, T.
98 84 00.

C 0983 Friends World Committee for Consultation
SG Richard G Meredith (address : no change).

C 1124 International Academy for the History of Pharmacy
Contact G. Sonnedeker, American Institute for the History of Pharmacy,
Pharma Madison, Wisconsin 53706 USA.

C 1125 International Academy of Astronautics
Sec J.M. Contant, 3-5 rue Mario-Nikis F-75738 Paris Cedex 15, France.

C 1191 International Association for Educational and Vocational Guidance
SG Miss K Hall, Dept of Economic Development, Netherleigh Massey Ave-
nue, Belfast, Ireland.

C 1199 International Association for Medical Research and Cultural Ex-
change
SG Prof Pierre Pene 7 avenue George V F-75008 Paris, France, T
723 6313, TxCedair 614224.

C 1218 International Association for the Exchange of Students for Technical Experience
SG M. Annemoyannis, P.O. Box 17114, 10024 Athens, Greece. T. 724 6089.

C 1274 International Association of Dredging Companies
SG J.A. Mulock Houwer (address : no change)

C 1322 International Association of Paper Historians
Pres Dr Richard L. Hills, Greater Manchester Museum of Science and Industry, Liverpool Road Station, Manchester, UK.

C 1502 International Christian Union of Business Executives
SG Place des Barricades 2, 8-1000 Bruxelles, Belgium. T 21831 14.

C 1613 International Committee of Onomastic Sciences
SG prof Dr K. Roelands (address : no change).

C 1733 International Council of Aircraft Owner and Pilot Associations
Sec. V.J. Kayne, 421 Aviation Way, Frederick, MD 21701, USA. T. 301/6952220.

C 1734 International Council of Ballroom Dancing
Prés Leonard Morgan, 87 Parkhurst Road, London N7 OLP, UK.

C 1744 International Council of Hides, Skins and Leather Trades Associations
Head Office 15 Took's Court, London EC41 1LA, UK. T 01 831 7581. Tx 23485.

C 1759 International Council of the Aeronautical Sciences
Secretariat c/o Deutsche Gesellschaft für Luft- und Raumfahrt e.V., Godesberger Allee 70, D-5300 Bonn 2, RFA.

C 1761 International Council of the French Language
Has moved.

C 1772 International Credit Insurance Association
Sec-Treas Dr R. Karper, Seefeldstrasse 19, CH-8024 Zurich, Switzerland. T. 474644. Tx. 815463.

C 1819 International Exhibition Bureau
SG Marie-Hélène Defrene (address : no change).

C 1913 International Federation of Film Producers' Associations

C 1942 International Federation of Landscape Architects
SG Gilbert Samel 11, Quai du Poitou, F-95300 Fontainebleau, France.

C 1948 International Federation of Manual Medicine
SG Dr med H. Baumgartner, Klinik Wilhelm Schulthess, Neumünsterallee 10, CH-8008 Zürich, Switzerland
Registered Office Dr J. de Nayer, Vieux Chemin de Louvain 20, B-5990 Hamme Mille, Belgium.

C 1969 International Orienteering Federation
SG Sue Harvey, Mile End, Doune GB-KK16 GBU, UK. T. (44) 786841 202. Tx 778583 CHACOM.

C 1971 International Federation of Park and Recreation Administration

C 2002 International Federation of Settlements and Neighbourhood Centres
SG Tom Ponsorby (address : no change).

C 2010 International Federation of Societies of Cosmetic Chemists
Secretariat c/o Marshall Chambers, Mill Street, Luton LU1 1RN, UK. T. 582 4299 33. Tx 825874.

C 2123 International Institute for Children's Literature and Reading Research
Dir Dr Lucia Binder, Mayerhofgasse 6, A-1040 Wien, Austria. T. 6503 59.

C 2151 International Institute of Law of the French-speaking Countries
SG and Secretariat P. Decheix, rue Odinet 27, F-75007 Paris, France. T. 7346412. 7631736.

C 2172 International Institution for Production Engineering Research

C 2247 International Mathematical Union
Sec Prof Olli Lehto, University of Helsinki, Dept of Mathematics, Hallituskatu 15, SF-00100 Helsinki 10, Finland.

C 2280 International Naturist Federation
Sec Gerda Van der Sijpt, St Hubertusstraat 3, B-2600 Berchem (Antwerpen), Belgium. T. (03)2300572.

C 2365 International Philatelic Federation
SG Paolo Vollmeier, Via Corvino 22 C, CH-6976 Castagnola, Switzerland.

C 2421 International Roller Skating Federation
SG G. Pickard, P.O. Box 83667, Lincoln, NE 68501 USA. Tx. 438040.

C 2496 International Rubber Study Group

C 2430 International Schools Association
Dir Cyril Ritchie, CIC Case 20, CH-1211 Genève 20, Switzerland

C 2457 International Shipping Federation
Sec C.L.A. Edginton (address : no change).

C 2465 International Ski Federation
Dir Gian-Franco Kasper, c/o FIS, Wortstr. 210, CH-3073 Grenchen Switzerland T. (031) 52 58 15. Tx 911109.

C 2479 International Society for Clinical Electrophysiology of Vision
SG D. Van Norren, Inst for Perception, Soesterberg, The Netherlands

C 2505 International Society for Rock Mechanics
SG Mono F. Grossmann, c/o Laboratório Nacional de Engenharia Civil, 101 Avenida do Brasil, P-1799 Lisboa Cedex, Portugal.

C 2509 International Society for Soil Mechanics and Foundation Engineering
SG Dr R.H.G. Parry, Univ Engineering Dept, Trumpington St Cambridge CB2

C 2654 International Metallographic Society
Pres Dr James E. Bennett (address : no change).

C 265 International Union for Electrode position and Surface Finishing

C 2771 International Union of Railway Medical Services
Treas N. Nordvick.

C 2786 International Union of the History and Philosophy of Science
From 1.1.84 to 31.12.84: SG Prof Risto Hilpinen, Dept of Philosophy, University of Turku, SF-20500 Turku 50, Finland.

C 3038 Organization of the Petroleum Exporting Countries

C 3124 Permanent International Committee of Linguists
SG Prof E.M. Uhlenbeck, Dr Kuyperslaan 11, NL-2215 NE Voorhout, Neth.

C 3354 Union of International Fairs
SG Gerda Marquardt (address : no change)

C 3466 World Association of Societies of Pathology (Anatomic and Clinical)
Gen Sec Prof T. Kawai, Sichi, Medical School, Tochigi 392-04, Japan.

C 3473 (new name and address) World Association of Veterinary Microbiologists, Immunologists and Specialists
Sec-Treas Dr M. Van Schothorst, c/o Nestlé, C.P. 88, CH-1814 La Tour-de-Peilz

C 3511 World Evangelical Fellowship

C 3533 World Federation of Scientific Workers
SG John Dutton, 6 Endsleigh Street, London WC1A 0DX, UK.

C 3576 World Prohibition Federation
Secretariat Longtown, Carlisle CA6 5TY, UK. T. (0228) 791153.

C 3579 World Sephardi Federation
SG Me Shimon Dery, 13 rue Marignac, CH-1206 Genève, Switzerland T. (022)473313.

C 3854 Society of Romanic Linguistics
Sec-Treas Dr Gilles Roques, c/o Trésor de la langue française, 44 av de la Libération, F-54014 Nancy Cedex, France.

C 3899 International Commission for the Conservation of Atlantic Tunas
Exec Sec O. Rodriguez Martin, Calle Principe de Vergara 17-70, E-Madrid 1, Spain.

C 4068 International Committee for Outer Space Onomastics

C 4168 International Association of Chess Press
(45)93231 83.

C 4313 International Nuclear Law Association
Has moved

C 4349 International Study Group for Mathematics Learning

C 4419 International Federation on Ageing
SG Sally Greengross, Bernard Sunley House, Mitcham CR4 3LL, UK. T. 616405431.

C 4444 (Work) Union of Mapam Parties
SG Henn Bornstein (address : no change).

C 4515 International Work Group for Indigenous Affairs
Pres Prof Brigitta Steene. Scand dept. GN-70, Univ of Washington, Seattle
WA 98195. USA.

C 4523 International Ship Suppliers Association
SG Leslie Rocker 182 Chiswick High Road, London W4 1.P.P., UK.
Pres Henry Wange. Hamburg, Germany. RFA.

C 4559 Intercolor
SG Fred Wilhams-Goeaux, 11 rue de la Ferme. F-92200 Neuilly. France.

C 4560 World Interlingua Union
SG Frank Esterhill. P.O. Box 126, Canal St Station, New York, NY 10013
USA.

C 4563 International Cooperative Insurance Federation
Sec-Treas A Duval (address : no change).

Section D

D 0263 Microalgae International Union
Prés C B Hills. Microalgae International P.O. Box 867, Boulder Creek. CA
95006 USA

D 0311 Committee of National Institutes of Patent Agents
15 West End Terrace, Winchester, Hants SO22 5EN UK.

D 0732 European Federation of Financial Analysts Societies
Secretariat 42 ave de Friedland. F-75008 Paris. France.

D 0938 Federation of European Industrial Editors Associations
SG John Hartvig, Kemp-Lauritzen A/S, Roskildevej 12, DK 2620 Alberts-

D 1136 Nordic Watchmakers' Association
Dir Benite E. Fuglestad, Norges Urmakerforbund, Østre Akervej 99, Pos-
boks 70 N-0slo 5, Norway.

D 1956 (correct name) Nordic Engineer Officers' Federation
Contact Del Norske Maskinfabrikfund. POB 2569, Solli, N-0slo 2, Norway.

D 2271 International Movement for Atlantic Union
Pres Clarence K. Street, 2853 Ontario Rd. NW, Suite 501, Washington. DC
20009 USA T. 202/2343232.

D 2978 (correct name) Nordic Association of Journalists' Unions
Chairman Anne Skatvedt, Norwegian Union of Journalists, PO Box 9071
Vaterland N-0slo 1, Norway. T 426290.

D 4021 Association for Voluntary Action in Europe

D 4274 Pan American Weightlifting Confederation
SG Harvey Newton. c/O USWF, 1750 E Boulder St., Colorado Springs
CO80909 USA.

D 4357 (new name) International Association for the Study of Insurance EC-

Section E

E 0055 Association of Market Production European Economic Communi-
ty/Africa -Caribbean -Pacific

E 0064 West European Group on Energy and the Churches

E 0124 Association of Dietetic Foods Industries of the EEC

E 0152 «Correct name Association of National Bakery and Confectionery
Or-

E 0163 Association of Soluble Coffee Manufacturers of the Countries of the
SG Dr B Dufrene. 194 rue de Rivoli, F-75001 Paris. France. T. 260 30 12.

E 0168 Association of the Sugar Products Industries of the EEC
Dir W Cools (address : no change)

E 0177 Atlantic Institute for International Affairs
Contact Richard D Vine (address : no change)
E 0292 Paris Union Committee for international Cooperation in Information Retrieval among
Patent Offices

E 0300 Committee of Butchery Organization of the EEC
SG W Coolen (address; no change).

E 0318 Committee of Professional Wine Growers of the EEC
SG G Vabre, 21 rue Francois 1^{er}. F-75008 Paris. France. T. 720 17 00.

E 0348 European Committee of the Consulting Engineers of the Common
Sec S C'Hoore. 103 bid de Waterloo. B-1000 Bruxelles. Belgium T
53a 60 JO.

E 0405 Internationale Hegel-Vereinigung
Contact c/o Philosophisches Seminar der Univ Heidelberg, Marschalplatz,
D-6900 Heidelberg, Germany FH

E 0409 Conference of Non-Governmental Organizations In Consultative Sta-
tus with the United Nations Economic and Social Council
President 323 E 47th St. New York, NY 16017. USA.
Secretariat 37 Quai Wilson. CH-1201 Geneva. Switzerland.

E 0412 Consultative Committee of the Bars and Law Societies of the Euro-
pean Community
SG Jean-Regnier Thys. rue Washington, 40, B-1050 Bruxelles. Belgium

E 0482 ECSC Group of Wholesale Coal Merchants
Has moved.

E 0499 European Trade Union Committee of Food and Allied Workers in the
Community
SG Otto Staaedt.rue Fosse-aux-Loups 38, Bien' 3. B-1000 Bruxelles Bel-
gium. T. 2187730.

E 0500 Group of Federations of Graphics Industries in the European Commu-
SG Gilbert Maeyaert (address : no change).

E 0516 Federation of Veterinarians of the EEC
SG Jürgen Neubrand. c/o Fed of Veterinarians of the EEC. Hamburger Al-
lee 12, D-6000 Frankfurt/Main 90. Germany FR. T. 0611 -703003.

E 0583 Asean Confederation of Employers
Chairman S Narayanan. c/o Malaysian Employers Fed. PO Box 1026. Ku-

E 0657 IUMS Division of Bacteriology
Chairman R R Colwell, Dept of Microbiology, Univ of Maryland, College
Park Maryland 20442. USA.

E 0718 European Federation of Agricultural Workers Trade Unions
Sec V Lamagni, rue Fosse-aux-Loups 33, Bte n° 8.6-1000 Bruxelles, Bel-
gium T. 2185308. C. EUROSINDIC.

E 800 International Centre for Studies and Research on Chreology
Has moved.

E 0803 Liaison Committee of the Hotel Associations of the European Com-

E 0838 Euronaid
Chairman J Van Gennip, Rijngeestestraatweg 40, PO Box 77. NL-2340
B Oostgeest, Netherlands. T. 0711-17 17 71.

E 1034 Institute of Mathematical Statistics
Exec Sec Prof Kjell Doksum. Dept of Statistics. Univ of California, Berkeley
CA 94720. USA.

E 1056 Inter-American Commercial Arbitration Commission
Dir Gen Charles R Norberg 1889 F Street NW. Room 860-D. Washington
DC 2006. USA.

E 1088 Inter-American Music Council
SG Efrain Paesky. Div of Ans and Youth Affairs. OAS, Washington DC
2006. USA.

E 1160 I New name, European Committee on Monuments and Sites, Steering
Committee for Urban Policies and the Architectural Heritage

E 1180 International Kolping Society
Int Sec Hubert Tintelgt, Kolpingplatz 5-11, D-5000 K61n. Germany FR

E 1536 (New name) Association of Microbal Food Enzyme Producers within
Western Europe

E 1825 Nordic Contact Organ for Lutheran Churches Youth Work
Dir Rev R Elomaa. Box 185, SF-Helsinki 16. Finland T. 18 021

E 1890 European Institute of Environmental Cybernetics
Prés C K Cynlov (address : no change).

E 1964 IMO Staff Association
c/o IMO. 4 Albert Embankment, London SE 1 7SR. UK. T. 01-73576 11.

E 2508 Nordic Industrialization Fund for Iceland
Secretariat Sediabanki Islands. Hafnarstraeti 10. Reykjavik. Iceland

E 2766 International Committee for the Protection and Development of the
Mediterranean Sea
Disolved

E 2790 International Esperanto Association of Post and Telecommunication Workers
SG R Cohey, BP 126, F-05004 Gap Cedex, France

E 2921 Liaison Committee of Agricultural Engineers for the EEC Countries
Secretariat c/o KVV, Jan Van Hwijlman 58, B-2000 Antwerpen, Belgium

E 2926 Liaison Committee of the Non-Ferrous Metal Trade in the EEC Countries
SG Etienne Cochaux and Francois Vey (address : no change).

E 2929 Liaison Committee of the Rice-Starch Manufacturers of the EEC
Pres P A Hoet, P/A Remy Products, Gulderspoortlei 88 6-2300 Turnhout Belgium.

E 2984 United Towns World Institute for Environment and Urban Planning
Has moved.

E 3261 Regional Fisheries Advisory Commission for the South West Atlantic
Sec Dr E. Facetti c/o FAO, Via Terme di Caracalla, 1-00100 Roma Italy T: 57976616, Tx 611127, C. FOODAGR/Rome

E 3277 Standing Committee for the Common Market of the International Bu-
SG Paul Gilot (address : no change)

EEC
SG Pacht Walter (address: no change)

E 3364 Union of Rice Industry Associations of the EEC
Sec R Chomet de Varagnes (address : no change)

E 3631 Association of Cooperative Savings and Credit Institutions of the EEC
SG Dr Guido Ravonet (address : no change).

E 3669 Union of the Water Supply Association from Countries of the Euro-
pean Communities

E 3696 Committee of the National Ferrous Scrap Federations and Associa-
tions of the Common Market

E 3756 International Office of Bibliography
Disolved

E 3761 World Network of Microbiological Resource Centres
Sec Mr R O Fabricius, Dept of Microbiology, Univ of Helsinki, SF-00710 Helsinki 71, Finland.

E 3841 International Commission on Cloud Physics
Pres Prof W F Hilschfeld, c/o McGill University, Metereology, 805 Sher-
brooke Street West, Montreal PO H3A 2K6, Canada.

E 4 1 1 1 (Correct name) Berlin Conference of European Catholics
(New address) Chairman Otto Hartmut Fuchs, Poststrasse 4-5, DDR-1020 Berlin.

E 4159 Committee of the Hotel and Restaurant Industry of the European
Community
Exec Sec Christiane Clech (address : no change).

E 417 1 Liaison Centre of the Industries for the Treatment of Seaweeds in the
EEC
Head Office 11 rue de la Boetie, F-75008 Paris, France.

E 4218 Accountants Study Group of the EEC
Headquarters Av Marix 22, B-1050 Bruxelles, Belgium T: 51 251 36.

E 4250 World Association Of Upper Silesians

E 4292 Institut européen de technologie

E 4338 International Festivals Documentation and Information Bureau

E 4420 Honeywell Large Systems Users Association (Europe)
Sec Françoise Daigne, 5 square Henri-Delormel, F-75014 Paris, France T: 11)54 09 014 Tx 260717 OREM 592.

E 4463 Ecumenical Institute for the Development of Peoples
Has moved.

E 4701 Commonwealth Regional Health Secretariat for East Central and
Southern Africa
Sec Prof A M Nhonoi (address : no change).

E 4800 International Information Bureau on Astronomical Ephemerides
Dissolved

E 4846 European-Mediterranean Selamological Centre

E 4389 International Allocation of Raoul Follereau Foundations
Contact 33 rue de Dantzig, F-75015 Paris, France

E 4921 International Centre for Industry and the Environment

E 4976 Interamerican Centra of Biostatistics

E 5312 World Committee of the Standing Conference for Women's Rights In
Local Government
SG Robed Genest (address : no change).

E 5841 Association for Intercultural African Linguistic Studies
AELIA, A/B Bur Europ de l'AUPELF, bd St Germain 192 F-75007 Paris
France.

E 6001 Federation of the Common Market Furniture Removing Enterprises

E 6205 European Investment Research Center

E 6662 Centre For Research and Documentation on Oral Traditions and Afri-
can Languages
Head Office BP 479, Yaounde, Cameroon.

E 6900 IOC/SCOR Committee for Climate Changes and the Oceans
c/o SCOR, Dept of Oceanography, Dalhousie University, Halifax N S, B3H

Section G

G 0077 Mankind Center
Contact Walter Bush, World Trade Center, 350 S Figueroa St, Suite, 277,
Los Angeles CA 90071, USA.

G 0145 Ecole Européenne de Vacances
Has moved.

G 0166 Syndicat International des Fabricants Importateurs et Grossistes
Has moved.

G 0225 International Academy of Proctology
Exec Officer c/o Martin Drew, Groups Unlimited, 2 Lower Sloane Street,
London SW1, UK.

G 0348 Whole Health Institute International
Exec Dir Elaine Gagne, Route Three, Box 87, Epping, New Hampshire
03042, USA.

G 0675 International Franchising Services

G 0761 Study Centre of the Middel East and the Islamic Community
Has moved.

G 1519 Organisation des Peuples Européens
Has moved

G 2359 International Philatelic Consulting Office

G 2601 International Commission for the Defense of Salvadoran Refugees
Head Office PO Box 53058 Washington DC 20009, USA.

G 2681 Paul-Henri Spaak Foundation
Head Office Rue d'Egmont 11, B-1050 Bruxelles, Belgium, T. 511.81.00.

G 3535 Institute for Conflict Study, Antwerpen
Has moved

G 41 74 Permanent Joint Commission on Boundary Waters
Head Office Berger Bldg, 18th floor, 100 Metesfest, Ottawa, Ont K1P 5M1.

G 4936 Pan American Liaison Committee of Women Organizations
Secretariat c/o Isabel Chaly Caserta, 1207 Tatum Dr., Alexandria VA
22307, USA T: (703) 660 6570

G 5022 International Energy Development Corporation
Head Office Le Cortusier 18, Geneva, Switzerland, T: 47 74 47.

G 6431 Center for International Relations for Developments Between Fam-
Contact 11 Cours de Verdun, F-69286 Lyon Cedex 1, France, T:
71842 06 25.

G 7153 European Promotion

G 7396 European Centre of International Documentation

G 7401	Selden Society Head Office c/o Faculty of Laws, Queen Mary College, Mile End Road, London E1 4NS, UK	G 8759	Association for the Safeguard of the Identity and Rights of Autotechnous Peoples. Has moved.
G 7868	World Press Freedom Committee Exec Dir Dana R. Bullen, PO Box 17407, Dulles International Airport, Washington DC 20041, USA. T. (202) 620 9500.	G 8976	Association de la Femme Africaine Progressiste
G 7999	Union of Associations for the United Europe Has moved	G 9515	Fondation Amitié Internationale des Scouts et des Guides Adultes
G 8418	Association for European Understanding Across Linguistic Frontiers	G 9704	Michel De Ghelderode International Foundation Has moved.
G 8528	Ligue Internationale des Etudiants Noirs	G 9832	Mains Ouvertes
G 8665	Kontakorgaan internationale Solidariteit	G 9944	Institut d'Etudes Juridiques Européennes



1984 ASSEMBLY

The 1984 IAPCO General Assembly and Workshops were held in Brussels, Belgium, from February 23 to 26. There were two hosts. One was the European Communities Joint Service Interpretation-Conferences, whose Director General Renée Van Hoof offered to IAPCO use of the E.C.'s modern new conference centre for working sessions. The other was Destrée Congrès, the Brussels-based conference-organizing company whose President, Jean Destree, is an IAPCO member of long standing. Thanks to these, and to IAPCO member Noël Muylle who is Adviser to the E.C. Joint Service, a full programme of discussion, education and social events was enjoyed by all participants. Madame Van Hoof's invitation, and that of the United Nations at whose New York headquarters the IAPCO General Assembly was held last year, reflect the esteem in which IAPCO is held among international and intergovernmental bodies.



IAPCO COUNCIL

The business meeting for IAPCO members, the General Assembly itself, was held at the International Association Centre in Brussels, headquarters of the Union of International Associations, and of IAPCO.

Most Council officers continue in the same positions for the forthcoming year. They are: Lars Christensen, President (DIS Congress Service, Copenhagen, Denmark); Albert Cronheim, Vice President (Holland organizing Centre b.v., The Hague, Netherlands); Christer Carlsson, Secretary General (IRESO Congress Service Stockholm, Sweden); Charles Day,

P.R. Officer (Interconference s.a., Geneva, Switzerland). Newly elected was Gianluca Buongiorno (Assistenza Internazionale Servizi di Congresso, Rome, Italy). Members of the European Economic Commission attended some of the working sessions and presented aspects of their organization, particularly with regard to their meeting requirements inside and outside member states.

Discussion ranged around areas where such institutions and government departments could benefit from the services of a professional congress organizer. As in other organizations, the main barrier seems to be ignorance that such people

exist and of the expertise they possess - creative, administrative and financial. An impressive demonstration was given of the E.E.C.'s intensive in-house training programme for interpreters, internationally recognised as one of, if not the best in the world. Equally awe-inspiring was the computer system designed to correlate the need for interpretation at over 8,000 meetings a year, in up to seven languages, and the daily movements of some 500 interpreters, full-time and freelance, employed by the E.E.C. IAPCO members and E.E.C. interpretation staff aired a number of ideas on better working relationships between PCOs and interpreters.

IAPCO INITIATIVES

Conference dictionary Following the success of the IAPCO five-language glossary of conference terminology, designed to standardize vocabulary within the industry, work is progressing on a more comprehensive dictionary.

At least 2.000 words will be defined in English, French, German, Italian and Spanish. Experts in Language and terminology from the E.E.C. in Brussels, United Nations in New York and IMF-World Bank in Washington are helping IAPCO to compile the dictionary. It is proving to be an absorbing task and an exciting challenge in order to keep up with new words daily coming into use in the still developing profession of congress organization.

Publication details to be announced later.

Audio-visual handbook This will give guidelines to conference speakers on how to make good slide presentations when delivering their talk or paper. It will contain information on equipment, preparation of slides and other material and hints on delivery style.

Standardized abstract form The IAPCO scientific programme committee is working on a format for the submission of abstracts which would make an acceptable model for many conference organizers and convenors. Although a number of associations have established their own systems for receiving and publishing ab-

stracts, it is hoped they will endorse this IAPCO move towards greater global consistency.

IAPCO has already produced a standard contract form and other standardized formulas are being considered.

Hosts seminar A one-day seminar-type conference on the distribution of responsibilities between congress organizer and host country will be held with invited guests in Brussels in October.

11th IAPCO Seminar The only training course of its kind, the IAPCO Seminar on Professional Congress Organization has become so popular students have to be turned away. Next year's Seminar will take place at the attractive and well equipped Wolfsberg Management Center, Ermatingen, Switzerland, from January 20 to 26. The proven mixture of theoretical lectures, discussion and practice in workshops will continue, with innovations to keep abreast with modern developments and high-tech advancements in the business.

Credit card rates Getting in registration fees can be a headache for organizers and paying them a chore for participants, especially when overseas currencies are involved. Increased use of credit card numbers could take some of the pain out of the operation. IAPCO members hope to

approach major credit card companies in order to obtain set rates from them - maybe the same percentage as is paid by

Congress attendance research Statistics gained from delegates on reasons for and logistics of their presence at a meeting can provide invaluable information to congress organizers, carriers, hotels, tourist boards, etc., and could save money on unnecessary promotions. As one member described it, furthering research programmes can « Help to make a science out of an art ». With the help of other associations connected with the industry, it was resolved to investigate effective methods of fact-finding.

New IAPCO members IAPCO membership is purposely limited - it currently stands at 35 - as eligibility requirements are high. However, there are some parts of the world where the profession is not yet represented in IAPCO but where PCOs of repute are working. Members were urged by their President Lars Christensen to focus their attention on a campaign to boost membership.

For further information on the above projects, or on IAPCO and its members, please contact Angela Antrobus, c/o the IAPCO Secretariat, 40 rue Washington, B-1050 Brussels, Belgium. Tel. Brussels (32 2) 640.18.08 or 673.04.19. Telex 65080.



The IAPCO Members at the Palais d'Egmont during the Reception hosted by Mr L. Tindemans, Belgian Minister of External Affairs



THE 1983 INTERNATIONAL MEETINGS - SOME FIGURES

The Union of International Associations has published its annual survey on the number of international meetings organized throughout the World by international Organizations in 1983.

This is a typical situation following the research made by the Congress Department and using the information currently available from international organizations.

An overall increase is appearing which can be evenly distributed in each of the 5 continents. The decreasing trend experienced in 1981 and 1982 is stopped and the market is back to what it was in 1980, with a world wide total of 4.864 international meetings.

In Africa, total 169 meetings, the leading countries are Kenya, Gabon and Egypt

In America North and South, total 880 meetings, the progress is more noticeable in Canada, particularly in Montreal and Vancouver; the US Market is showing a 10 % increase evenly distributed in the main conference towns.

In Asia, total 543 meetings, a new country is now appearing : China reported for the first time with 11 international meetings; noticeable increases are appearing in Israel, Japan and Singapore; the other countries and cities position is unchanged,

In Australasia, total 125 meetings, no big changes, the 10 % increase is appearing,

In Europe, total 3.147 meetings, the general increase on the 1982 figures also reaches the 10 % level. Countries such as France, UK, Belgium and Switzerland are status quo; others like Spain, Germany, Netherlands, Italy, Austria are noticeably increasing.

The comparative tables are showing that the leading countries remain the same : USA, France, UK, Italy, Germany FR, Switzerland, Belgium, Austria, Netherlands, **Canada**, Denmark, Japan and Spain.

On a worldwide scale the leading cities are : Paris, London, Geneva, Brussels, Vienna.

Rome, New York, Strasbourg, Copenhagen, Madrid, Tokyo, Montreal, Singapore.

As far as the size of meetings is concerned, it is confirmed that most meetings bring together less than 500 participants (75 %); between 500 and 1.000 participants : 13 %, Regarding the duration, the trend is certainly toward an average length of 4 days per meeting.

Hong Kong - AACVB

The Asian Association of Convention and Visitors Bureaus (AACVB) held its first Annual general assembly in Singapore, 15-18 March, 1984, its first since the initial working party in Bali in April, 1983. The working session included a review of

the bye-laws, rules and regulations on membership, and on the conduct of meetings. Under discussion were future marketing activities; the Asia Pacific Symposium of Meeting Planners international; the Tourism Authority of Thailand's Convention Bureau; and highlights on the operation of all AACVB member countries.

Paris

Jean RAVEL vient d'être nommé Directeur

Général du Palais des Congrès de Paris.

Né à 1929 à CHAMBERY, Docteur en

Sciences Economiques, diplômé de l'Institut

d'Etudes Politiques de Grenoble,

Jean RAVEL fut attaché à la Direction

Commerciale d'Air France (1954), Directeur

pour le Sahara, puis Directeur pour

l'Ouest de l'Allemagne à Dusseldorf,

avant d'entrer à l'Union de Brasseries, où

il fut Directeur du Marketing.

Entré en 1967 à la SNCF comme conseil

ler auprès de la Direction Générale, il créa

la division des Etudes Commerciales.

Il devint en 1971 Directeur du Marketing,

puis en 1977, Directeur Commercial

« Voyageurs », Il fut notamment à l'origine

de la conception et du lancement des

trains Corail et du T.G.V.

Cofondateur de la COFIT, Confédération

Française des Industries du Tourisme,

Jean RAVEL en demeure le Délégué

Général.





Montreal

Le Premier ministre du Québec et le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme a annoncé la nomination de Yves Michaud au poste de Président-directeur général de la Société du Palais des congrès de Montréal. Depuis 1978 M. Michaud était délégué général du Québec à Paris.

AMK Berlin

Ici Berlin

Le 2 avril 1979 le Centre International des Congrès ICC Berlin a été solennellement inauguré par Walter Scheel, président de la République fédérale d'Allemagne. Plus de 7.000 invités du monde entier ont applaudi l'Orchestre Philharmonique de Berlin sous la direction de Herbert von Karajan.

Au cours de ces cinq années de l'ICC Berlin, 1.954 congrès et conférences, réunions de concessionnaires et de firmes, présentations de produits, séminaires et symposiums ainsi qu'assemblées générales nationales et internationales s'y sont depuis déroulées. Au total 1.934.203 congressistes et visiteurs purent être comptés durant cette période. Parmi les 875.669 congressistes, on enregistra 264.866 participants de l'extérieur (30,3 pour cent), qui ont amené dans cette ville un pouvoir d'achat supplémentaire de quelque 263 millions de DM. La durée moyenne de séjour à Berlin fut de trois jours.

Parmi les 1.954 manifestations de congrès, 267 enregistrèrent plus de 1.000 participants. 28 congrès accueillant même plus de 3.000 personnes. L'occupation globale moyenne de l'ICC Berlin au cours des cinq premières années fut, y compris les temps de montage et de démontage, de 72 pour cent. Mais l'ICC Berlin est devenu un centre de rencontres internationalement reconnu pour les visiteurs de l'extérieur, les clients et la population berlinoise non seulement grâce à ses manifestations spécialisées, mais également compte tenu de ses 384

événements culturels, avec 1.058.534 visiteurs.

Ces chiffres reflètent la vaste palette des possibilités qu'offre l'ICC Berlin pour des échanges d'expériences nationaux et internationaux. En dépit d'une phase de démarrage technique difficile, il s'est très vite établi que ce centre moderne de conférences n'est pas seulement un instrument de communication générale mais est spécialement approprié pour la formation, le perfectionnement et l'information dans l'ensemble des secteurs de la vie économique, de l'industrie, du commerce et de la science. Ce centre de conférences s'avère ainsi un investissement d'infrastructure nécessaire pour l'avenir du secteur des prestations de service tout comme une nouvelle chance pour son emplacement, la métropole de Berlin.

Paris

L'Hôtel Méridien Paris est à la pointe avancée de la communication audiovisuelle. L'antenne parabolique installée sur son toit met au service de ses clients des avantages multiples. Comme l'indique la Revue professionnelle l'Hôtellerie « Actuellement, 12 canaux sont en fonctionnement et 30 sont disponibles dans 200 chambres. Les douze canaux comprennent les trois chaînes nationales, un vidéotexte interne (journal pratique) et un magazine parlé en anglais. Le canal 4 diffuse un programme anglais transmis par satellite; le canal 5 des films anglais, le canal 6 des dépêches d'informations internationales en français et en déroulement continu. Sont également accessibles: Antiope (bourse de 9 à 18



Paris.

h), le magazine CBS (programme de la chaîne de TV américaine CBS). Les programmes d'Antiope sont réservés aux possesseurs de decrypteur. Les deux canaux restants ne sont pas programmés de façon continue. Le canal 11 est disponible pour toutes les réceptions d'émissions transmises par satellite de communication. Le dernier et cela nous le soulignons particulièrement est réservé à la transmission de conférences ayant lieu à l'hôtel «*Méridien*», dans le cadre de la vidéotransmission ou d'une visioconférence, ou d'un Congrès ». L'Hôtel aura aussi accès aux banques de données françaises (cela intéresse les 83 % de clients étrangers) et à 3 banques de données américaines. Enfin la télécopie, utilisant les ondes radio, transmet quels que soient la distance, le graphisme ou l'heure, tout document.



In 1986 Hong Kong will stage the International Society of Radiographers and Radiological Technicians' 5th Asian and Australasian Conference. Some 800 participants from overseas are expected to attend the 5th Conference. In tandem with the conference there will be a large exhibition on radiological equipment and accessories.

Palais de congrès

Une Interview de M. Netter :

Georges Netter, vous êtes le Directeur des Relations Extérieures du PALAIS DES CONGRES DE STRASBOURG Qui bénéficie, dans les milieux professionnels, d'une réputation et d'un renom excellents. Par ailleurs, selon les statistiques, votre ville se classe au deuxième rang, après Paris. Quant au nombre de manifestations internationales qui se tiennent en France. Comment expliquez-vous ce phénomène ?

Il y a plusieurs raisons à cela. De par sa situation géographique-Strasbourg fut depuis toujours un lieu de rencontres, un carrefour au cœur de l'Europe, à deux pas de l'Allemagne, de la Suisse et des pays du Benelux. De plus, les Institutions Européennes ont largement contribué à faire connaître aux quatre coins du monde notre capitale alsacienne. Quant à notre Palais des Congrès, ses qualités esthétiques et fonctionnelles satisfont pleinement les congressistes qui l'on choisi, pour y tenir leurs assises. Quels en sont les points d'intérêt principaux, à votre avis ?



Morges Netter Directeur de l'Office du Tourisme de Strasbourg et de sa Région et Directeur des Relations tenues du Palais Congres de Strasbourg

LE PALAIS DES CONGRES DE



en passant par les ballets ou autres activités culturelles.

Est-il exact que Strasbourg souffre d'un manque d'hôtels et que l'hébergement vous pose de graves problèmes ?

La Municipalité de Strasbourg a pris toutes les dispositions pour pallier cet handicap, dès qu'il se fit ressentir. De nombreux hôtels de toutes catégories, allant de l'Hilton international aux 2 étoiles, des hôtels de charme, des traditionnels et des hôtels de chaînes furent construits, d'autres rénovés. L'infrastructure hôtelière strasbourgeoise est aujourd'hui un exemple pour beaucoup de villes de France et de l'étranger. Hélas, les vieilles réputations ont la peau dure. Ce qui ne veut pas dire que lorsque plusieurs manifestations de grande envergure convergent le même jour ou la même semaine, nous ne connaissons, comme toutes les villes du monde, certains problèmes. Allez-donc trouver une chambre à Paris, lors du Salon de l'Auto.....

C'est ce que je viens de vous confirmer. Mais cela tient surtout au non-étalement de la saison des Congrès. Il y a pléthore de demandes certains mois de l'année et ralentissement ou morte saison à d'autres périodes. C'est là un phénomène que connaissent tous les Palais de congrès et contre lequel nous essayons de lutter en proposant des avantages en janvier, février, par exemple.

Vous êtes également Directeur de l'Office du tourisme de Strasbourg. Cette double fonction est-elle compatible ?

Elle s'inscrit dans le droit fil des villes modernes de Congrès. N'oubliez pas qu'un congressiste est un touriste d'affaires qui ne serait probablement jamais venu dans votre ville, si la discipline de sa profession n'y avait tenu son Congrès Or si ce touriste d'affaires quitte votre ville satisfait de son séjour, il reviendra peut-être, avec sa famille et sera du coup un

touriste traditionnel. C'est pourquoi il est très important qu'une seule tête coiffe ces deux aspects du tourisme, dont les imbrications sont quotidiennes. Ceci nous amène à vous parler de promotion. Avez-vous (votre réussite nous pousse à le croire) des méthodes spéciales ? Si j'en avais, j'évitais soigneusement de vous les énoncer de peur que vous ne les divulguiez. Pour moi, la meilleure publicité est celle qui se fait de bouche à oreille, par le truchement d'organisateurs ou de congressistes satisfaits. Notre service spécialisé d'organisation a la carte y contribue largement. Mais grâce aux idées de notre Président, M. Pierre Polak et au savoir-faire de Germain Muller, notre Directeur Général, nous ne négligeons aucun média, aucune piste, pour améliorer, tant que faire se peut et dans la limite de nos moyens, nos prestations et la notoriété de notre Etablissement. Après M, Pierre Pflimlin, notre nouveau Maire, M. Marcel Rudloff se sent également très concerné.

Vous-même. M. Netter, avez beaucoup voyagé aux Etats-Unis, au Canada, en Alaska, au Japon, aux Indes, en URSS, en Polynésie, au Mexique, en Afrique, etc... Pensez-vous que vos activités multiples, puisque vous étiez également journaliste, Directeur commercial et industriel, et vos nombreux voyages ont favorisé le développement du Palais des Congrès de Strasbourg dont vous êtes l'un des Directeurs depuis son inauguration, il y a maintenant pres de huit ans ?

A vrai dire, je n'en sais rien, bien que cela soit probable sinon possible. Je suis alsacien de naissance, profondément attaché à mon pays natal, son charme, son pittoresque, sa gastronomie. Lorsqu'on plus, vous aimez le travail que vous faites, normalement la réussite est au bout. En tous cas, le Palais des congrès de Strasbourg a le vent en poupe.

